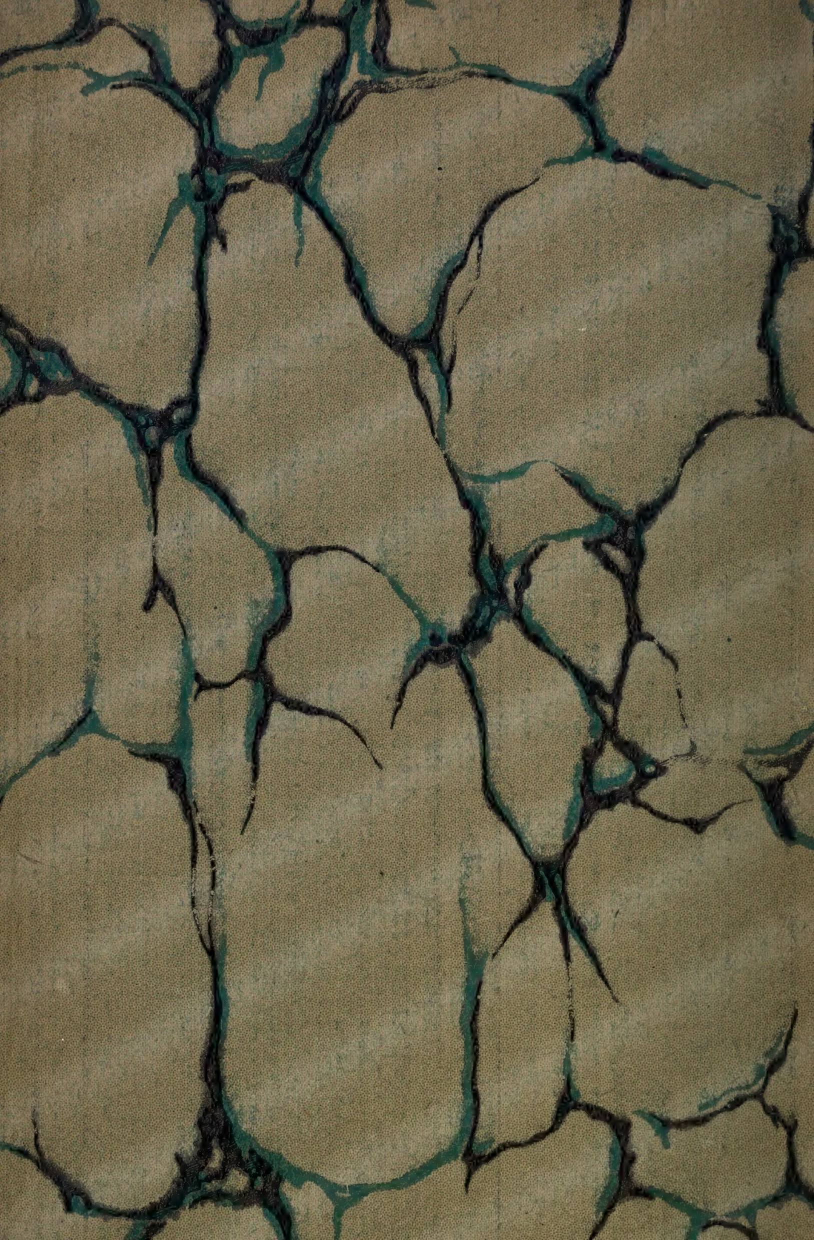
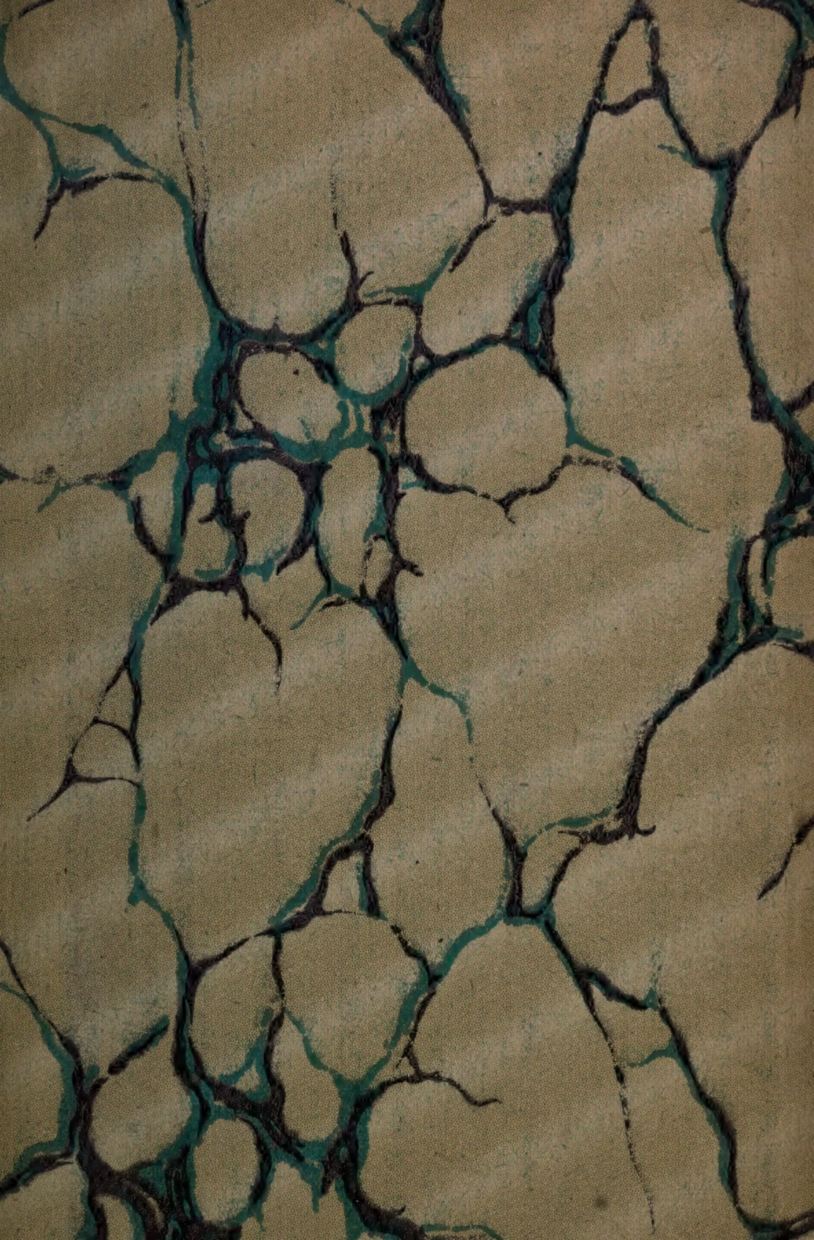

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01309430 5



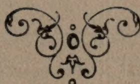


ALFRED LOISY

—

GUERRE ET RELIGION

Deuxième édition



PARIS
ÉMILE NOURRY, ÉDITEUR
62, Rue des Écoles, 62

—

1915

PRÉFACE

—

L'accueil fait à ses réflexions sur la religion et la guerre encourage l'auteur à en donner une édition nouvelle et à y joindre d'autres remarques sur le même thème : deux petits articles qui ont été écrits pour les *Entretiens des non-combattants*, édités par l'association dite *Union pour la vérité*, et une étude plus étendue, relative à deux publications, l'une allemande et l'autre anglaise, toujours sur le même sujet, le seul qui vraiment préoccupe aujourd'hui, soit qu'on se borne à y penser, soit qu'on ne puisse s'empêcher d'en écrire.



Il a semblé convenable de reproduire sans modification aucune l'opuscule *Guerre et religion*, qui passe maintenant son titre au volume. La difficulté ne serait pas grande assurément

d'y faire des retouches et des additions qui le mettraient au courant des faits accomplis depuis le temps de sa rédaction ; mais ce serait un ridicule enfantillage que de rectifier ainsi après coup certaines prévisions ou certains jugements qui se trouvent actuellement démentis ou moins exacts. N'ayant pas joué au prophète, l'auteur n'éprouve pas le besoin de se corriger pour accorder ses dires avec les événements plus récents. Ce que le temps a pu nous apprendre ressortira plus vivement par le contraste avec l'erreur de nos conjectures que si nous le glissions en sourdine dans un texte déjà vieux de plusieurs mois.

L'événement principal qui s'est produit dans cet intervalle a été la participation de l'Italie à la guerre européenne dans des conditions de louable ambition nationale et de loyal courage. L'Italie intervient à une heure critique ; quand une vulgaire prudence pouvait lui conseiller d'attendre encore, elle poursuit la réalisation de sa nationalité propre et elle sert en même temps la cause de l'humanité.

Peut-être quelques personnes avaient-elles trouvé sévère et prématuré le jugement porté sur l'attitude équivoque et la prétendue neutralité de Benoît XV, mais le pape lui-même s'est depuis chargé de le confirmer. Ses déclarations

officielles ne trahissaient déjà que trop éloquemment son indécision, ses craintes, ses petits sentiments de politique, et une singulière absence de sentiments humains, paternels et chrétiens, devant les peuples acharnés à se détruire. Il a cru devoir s'épancher en conversations avec des journalistes, intermédiaires nouveaux et inattendus des communications entre le chef de l'Église et la chrétienté. Ces entretiens n'ont pas relevé son prestige. En une telle place et parmi des circonstances aussi tragiques, toute parole qui n'est pas un acte de justice et de bonté ne peut produire qu'une déception, et il semble que Benoît XV ne ménage pas suffisamment les déceptions à ses fidèles.

C'est à raison de l'acuité particulière que la question religieuse a prise en France depuis une vingtaine d'années, aussi à cause de certaines manifestations qui semblaient de nature à réveiller et à surexciter cette même question religieuse après la guerre, c'est parce que plusieurs affectaient de nous représenter la France entière, — celle qui combat et celle qui est fière de ses défenseurs, — ramenée dans son épreuve à la profession intégrale du catholicisme romain, que l'on avait insisté sur le rôle ingrat que la papauté s'est attribué à elle-même au milieu du conflit européen, sur cette position de témoin

neutre, la plus effacée, il est permis de dire la plus pitoyable, que pût adopter en face des problèmes de droit, de haute morale individuelle, sociale et humaine, que pose cette guerre, une autorité qui se dit établie par Dieu pour indiquer à tous les peuples et à tous les hommes le chemin de la vérité. De Belgique et de France les croyants catholiques ont tourné leurs regards vers le siège de Pierre, et ils ont dû constater avec stupeur que ce siège était vide. Que pourraient donc y aller chercher maintenant les incroyants ? Peu importe, en vérité, que, de temps en temps, un fantôme de souverain sans État fasse mine de s'y asseoir et d'adresser au monde sur un ton impérial quelques paroles mortes.

Si l'on ne s'est pas borné à signaler cette faillite de la papauté romaine et si l'on a brièvement exposé comment une telle décadence était dans la logique de son histoire ; si même on n'a pas craint de mettre en relief la contradiction qui existe entre l'Évangile et le patriotisme, tant sous la forme monstrueuse que celui-ci affecte dans l'impérialisme allemand, que sous les formes légitimes qu'il revêt chez les peuples de la coalition anti-allemande, ce n'est pas qu'on eût la prétention de résoudre par les leçons qui se peuvent déduire d'un seul événement, si

considérable qu'il soit d'ailleurs, les questions fondamentales sur lesquelles se partagent soit les catholiques romains et les confessions religieuses issues de la Réforme, soit les chrétiens et ceux qui se trouvent dans l'impossibilité de maintenir leur adhésion à aucune des confessions chrétiennes. On a voulu simplement marquer pourquoi la guerre ne changerait pas les positions respectives des partis religieux en France, comment le parti ou le groupe, très nombreux et très varié, des non-confessionnels, avait des raisons permanentes d'être ce qu'il est à l'égard des religions, et comment il pouvait trouver dans la guerre même, par l'évidente impuissance de l'Évangile et du catholicisme à en tempérer les horreurs, à rendre compte de ce fléau et à solutionner les grandes questions qu'il soulève, une confirmation de ses principes et un encouragement à y persévérer. Chacun sans doute comprendra que l'auteur ne pouvait toucher à l'histoire des origines chrétiennes et du catholicisme qu'en s'aidant de ses opinions antérieurement acquises par une vie d'études et qui ne sont point tout à fait ignorées du public.

Tout chrétien convaincu se doit de protester contre ce qu'il peut lire en ces pages touchant l'impuissance croissante de l'Évangile à réaliser son propre idéal. Devant ces protestations, dont

il pense connaître les motifs, l'auteur gardera le silence le plus respectueux. Il y a d'avance répondu ce qu'il y peut répondre, et l'heure présente n'est pas celle des disputes inutiles. L'on se méprendrait d'ailleurs entièrement sur la signification des brefs aperçus qu'il a donnés de l'espérance chrétienne et de l'institution papale dans l'histoire, si on lui prêtait l'intention de nier l'apport essentiel de l'Évangile et le rôle important de l'Église dans le développement de la civilisation européenne, ou leur part d'influence bienfaisante dans l'œuvre même de la civilisation contemporaine. Ce que seulement il a voulu montrer, c'est que notre civilisation, pour grandir, a dû s'émanciper du catholicisme romain et se dégager même de l'Évangile, tout en s'en inspirant, et que, pour s'élever de plus en plus vers un idéal vraiment et parfaitement humain, elle devra persévérer dans la voie de cette émancipation, sans démentir cette inspiration.

Au temps où nous vivons, beaucoup de personnes élevées dans le christianisme se font un idéal d'humanité qu'elles se persuadent être celui de l'Évangile ou bien celui de la vraie tradition catholique. Cette essence évangélique, ce christianisme pur, ce catholicisme idéal, en tant qu'ils se disent chrétiens, n'existent pas

ailleurs que dans la pensée de ceux qui les ont conçus. En tant qu'ils représentent un idéal humain, ils sont dans le courant de la vie contemporaine, ils sont modernes, sinon modernistes. Par rapport aux différentes formes historiques et actuelles du christianisme, ils seraient plutôt des hérésies qui s'ignorent plus ou moins elles-mêmes, et que les orthodoxies condamnent. Il n'y a pas de christianisme absolu, mais différents christianismes qui prétendent au caractère de religion absolue, de révélation définitive, et dont aucun ne le possède en réalité. Les interprétations libérales du christianisme, où sombrent les idées de révélation divine et de salut apporté par le Christ, ne sont que des philosophies soucieuses de garder quelque couleur évangélique.

Aucun effort d'intelligence n'est indispensable pour voir que, si les hommes sont tous frères, ayant Dieu pour commun père et l'immortalité bienheureuse pour dernière fin, la guerre n'a d'autre sens que celui d'un crime inexcusable contre Dieu et contre l'humanité, crime auquel tout chrétien devrait s'interdire de prendre la moindre part. Or, il n'est pas moins évident que cette façon d'entendre la position morale, le devoir et la destinée de l'homme, la signification de la guerre, n'est point en rapport avec

les conditions véritables de l'existence, et que les chrétiens, sans s'en apercevoir, se comportent en temps de guerre comme si l'idée chrétienne n'existait pas pour eux. Le déploiement intense d'abnégation personnelle, de solidarité, de dévouement jusqu'à la mort au service de la cause nationale et de l'idéal qu'elle représente, ne procède point de la foi évangélique, mais d'une autre foi humaine, non moins absolue dans ses exigences, qui est autrement orientée et mieux fondée en réalité.

Ce que l'auteur a dit de l'esprit qui anime l'armée française est appuyé sur des renseignements directs. Il ne croit pas, quoique certains en aient dit, avoir diminué plus que de raison la portée du renouveau catholique dont une certaine presse ne se lasse pas de nous entretenir. On lui a objecté d'autre part que le sentiment religieux du dévouement à la patrie n'est pas celui qui anime le soldat au fort de la lutte, mais que tous sont emportés par l'ardeur de détruire pour n'être pas détruits, et que même, en dehors du combat, beaucoup de natures simples n'ont pas du service que la patrie leur demande l'idée très haute qui s'exprime dans la lettre d'un officier reproduite ici d'après un article de M. Maurice Barrès : la religion des combattants, si l'on voulait pousser l'argument

jusqu'au bout, n'aurait donc pas seulement rétrogradé du christianisme vers les religions nationales, mais jusqu'à la religion des fauves qui s'entredéchirent, si toutefois les fauves ont une religion.

Mais il s'agit, dans le passage cité, du sentiment moral qui inspire et domine la conduite du combattant, non de l'ardeur naturelle qu'il met à vendre chèrement sa vie, tuant le plus qu'il peut, afin de n'être point tué lui-même. Godefroy de Bouillon et saint Louis, au milieu de la bataille, massacraient aussi pour n'être point massacrés, et ils ne pouvaient penser au Christ et à la vie éternelle que dans les moments de répit, à moins qu'ils n'aient été pris encore par la nécessité de donner leurs ordres. Ils n'en croyaient pas moins gagner ainsi leur part de paradis et ils travaillaient à la conquête du Saint-Sépulcre. L'atrocité de leur combat ne laissait pas d'être baignée dans une atmosphère religieuse qui était celle du christianisme. L'atmosphère religieuse qui environne notre combat, plus horrible que celui des croisés, est l'amour de la patrie.

Que les manifestations et l'intensité du sentiment patriotique varient d'un individu à l'autre, rien n'est plus naturel ; que même chez un certain nombre d'hommes à peu près incultes,

ce sentiment soit à moitié et plus qu'à moitié inconscient, on n'a pas lieu de s'en étonner. Ces hommes, s'ils ont confiance dans ceux qui les conduisent, se dévoueront, presque sans y penser, aussi généreusement que l'élite, ils s'offriront, au besoin, pour les missions les plus périlleuses, ce qui ne les empêchera pas de retomber l'instant d'après dans leur vulgarité, dans l'insouciance de leur propre héroïsme. Qui voudrait leur refuser le sentiment et l'amour de la patrie ? N'est-il pas vrai que, ne pensant guère en eux-mêmes, si on l'ose dire, ils pensent néanmoins et ils sentent avec leurs compagnons plus cultivés, avec leurs chefs, et qu'ils participent à l'idéal qu'ils servent, tout en étant à peu près, en temps ordinaire, sinon toujours, incapables d'en parler. Combien n'y a-t-il pas de bonnes âmes, dans toutes les confessions chrétiennes, qui ne sauraient répondre par des mots bien compris à cette question : « Qu'est-ce que la religion ? » et qui sont au fond tout aussi religieuses que leurs pasteurs ou que leurs prêtres et que les théologiens.

Du reste, l'auteur de cet opuscule n'a aucunement prétendu que le patriotisme, tel patriotisme élevé, tel idéal national et vraiment humain, soit un recul vers les religions de l'antiquité. Sa conclusion dernière est qu'un tel

idéal peut et doit dépasser même les christianismes. A plus forte raison dépasse-t-il les religions antiques, dont il diffère infiniment plus que de tout christianisme, ne se rapprochant d'elles que pour le cadre auquel il s'adapte immédiatement. Par le sens de l'humanité, qu'il tient du christianisme, il ressemble davantage à celui-ci. Il lui est permis de considérer la guerre comme un fait brutal et même, dans une certaine mesure, comme un legs de l'animalité à l'humanité. Mais si la guerre a été un mal relativement inévitable, et qui le sera longtemps encore, la gloire de l'humanité ne serait-elle pas d'en limiter de plus en plus la cruauté? Et pourquoi n'en viendrait-on pas à n'admettre plus de guerres légitimes que contre les peuples assassins?

Faut-il répéter que le regard jeté sur l'avenir, au terme de ces réflexions, n'avait rien de prophétique? C'est une manière d'orientation vers la paix intérieure de notre pays, une suggestion de concorde entre des partis dont les luttes peu glorieuses épuisent les forces de la nation au détriment de ses intérêts les plus essentiels. Ce ne sont pas du tout des prédictions, pas même des prévisions, à proprement parler; ce ne sont guère que des espérances et plutôt encore des souhaits. La guerre ne nous fera pas plus sages

que nous ne l'aurons voulu, mais il importerait de vouloir.



La mentalité allemande, telle qu'elle apparaît depuis le commencement de la guerre, ou plutôt telle qu'elle s'est formée avant la guerre et pour la produire, est curieuse à étudier en son aspect religieux. Cet amalgame de nationalisme fanatique et de christianisme dénaturé constitue un cas d'autant plus facile à observer que les Allemands n'épargnent point les manifestations de leur foi et qu'ils ont eu jusqu'à présent assez de confiance en eux-mêmes pour n'en point dissimuler ni atténuer les articles les plus extravagants. Ils ont confisqué Dieu et l'Écriture à leur profit. C'est pour eux que le Créateur a fait le monde, et c'est pour eux, c'est d'eux que l'Esprit saint parle dans la Bible.

Il est plaisant de voir M. Adolf von Harnack, pendant que le chancelier allemand s'excuse d'avoir violé la neutralité belge, en alléguant l'intérêt supérieur de l'Allemagne, reprendre M. von Bethmann-Hollweg pour avoir voulu excuser ce qui n'avait pas besoin d'excuse, ce qui était légitime en soi, comme l'acte de David mangeant les pains sacrés qui avaient été offerts

sur la table du dieu d'Israël. Le lecteur verra plus loin si l'exemple était heureusement choisi. Mais l'usurpation du texte scripturaire est caractéristique de l'Allemagne actuelle. On dirait que les savants allemands n'ont peiné sur la Bible depuis plusieurs générations, s'obstinant à en dégager le sens historique et original, que pour oublier en un jour ce grand effort d'exégèse scientifique et retrouver l'Allemagne et les Allemands dans tous les coins de l'Écriture. M. Adolf von Harnack, qui fut longtemps Adolf Harnack, est le savant que l'univers connaît, l'homme du monde le mieux instruit de l'ancienne littérature chrétienne, historien des dogmes chrétiens, théologien préoccupé de retrouver dans l'Évangile une essence qui serait celle du christianisme et de la religion absolue, et qui est surtout une essence de protestantisme libéral, façon d'orthodoxie nouvelle en dehors de quoi il n'y a ni vérité ni salut. Ami personnel de Guillaume II et bibliothécaire de la cour impériale, M. von Harnack a depuis plusieurs années paru fort soucieux de mettre une sourdine aux libertés de l'exégèse en ce qui regarde le Nouveau Testament. Tout au début de la guerre, M. von Harnack a prononcé devant la colonie américaine de Berlin un discours où il a dit que le dépôt de la civilisation était, jusqu'à la veille de la crise

présente, aux mains de trois peuples, à savoir l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis : par la défection de l'Angleterre, il ne restait plus qu'un peuple s'éclairant du flambeau que porte l'Allemagne. M. von Harnack a, comme on voit, une certaine manière d'entendre la civilisation et de la connaître, aussi de l'ignorer. M. von Harnack a signé, peut-être même a-t-il rédigé le manifeste des quatre-vingt-treize *Il n'est pas vrai*. Et il est possible que M. von Harnack n'ait pas ri de lui-même quand il a prétendu autoriser par l'exemple de David la violation de la neutralité belge.

La Bible entière est dominée par l'idée du règne de Dieu. Mais puisque Dieu est le dieu des Allemands, le règne de Dieu ne peut être aussi que le leur, et ils prendront à leur compte le droit de l'Éternel. Quand le propre frère de Guillaume II, s'en allant avec la flotte allemande vers l'Extrême-Orient, déclara qu'il y portait l'Évangile de Sa Majesté, le monde crut à une métaphore un peu hardie, provoquée par quelque contagion de l'éloquence impériale. Le monde se trompait. Sa Majesté a un Évangile, qui est censé celui de Jésus, et qui est l'Évangile des Allemands, l'avènement de leur règne. La prédication du vieil Évangile y peut servir, et le protestantisme allemand a des missionnaires à

l'étranger, notamment en Chine et au Japon, et dans le centre africain. Au commencement des hostilités, le comité qui patronne ces missions s'est avisé que le christianisme serait perdu dans l'estime des nègres si l'on portait la guerre aux colonies africaines de l'Allemagne. Il adressa donc un manifeste aux communautés protestantes, même à celles des pays ennemis, pour solliciter une intervention réclamée, disait-il, par l'intérêt de l'Évangile. Ce manifeste, bien que signé par les noms les plus célèbres dont s'honore la liste des *Il n'est pas vrai*, tomba dans le silence universel. L'intention de sauver les colonies allemandes en Afrique était par trop claire, et les principales puissances intéressées, l'Angleterre et la France, n'auraient jamais pu être dupes d'une pareille manœuvre.

Combien peu les signataires du manifeste étaient autorisés à se prévaloir de l'intérêt chrétien, la comparaison d'un livre publié quelques mois avant la guerre par un missionnaire protestant allemand suffit à le montrer. L'auteur, qui paraît d'ailleurs très bien instruit des choses de la Chine et du Japon, s'était proposé d'attirer l'attention du public allemand, surtout des personnes dirigeantes, sur les services que peuvent rendre à l'influence allemande les missions évangéliques. Il explique, en termes qui ne lais-

sent rien à désirer pour la clarté, que le missionnaire allemand de l'Évangile est un missionnaire de la culture allemande, et personne mieux que ce prédicateur dit évangélique n'a formulé la doctrine de l'impérialisme allemand, mais il la formule à propos de l'Évangile et en y subordonnant l'Évangile. C'est ce que le pasteur Witte appelle « mettre l'idéal de l'universalisme chrétien dans un rapport positif avec la réalité contemporaine de la forme nationale qui est celle de toute vie, même chrétienne ». Seulement l'universalisme chrétien, au lieu d'humaniser et d'élargir le germanisme, s'y est absorbé et germanisé ; c'est la domination universelle du germanisme qu'il s'agit de promouvoir, non l'espérance du royaume céleste. L'ouvrage de M. Witte fournit donc à l'adresse dont il vient d'être parlé un commentaire des mieux appropriés.

De cette absorption du christianisme dans le germanisme M. A. Deissmann nous apporte un témoignage non moins expressif, mais plus condensé et plus direct, à propos de la guerre même, de l'influence que la guerre allemande a, selon lui, exercée sur la religion allemande, et la religion sur la guerre, en sorte que l'une est l'autre, cette guerre se trouvant être l'acte suprême de cette religion. Cas singulier d'un

peuple qui s'est insurgé au XVIe siècle contre le catholicisme romain pour le rétablissement du pur Évangile, et qui naguère encore prônait le culte en esprit comme la seule religion digne de l'homme parvenu à la culture ; qui a formulé la théorie de l'individualisme religieux le plus absolu, résumant la religion dans le rapport purement personnel de l'âme avec Dieu ; et qui tout à coup s'aperçoit que Dieu est le dieu des Allemands, comme Iahvé était le dieu d'Israël, et Camos le dieu de Moab, que Dieu est le dieu des combats, grand exterminateur d'hommes et brûleur de villes, que le souci de sa providence est l'exaltation du peuple allemand, son œuvre l'instauration de la domination allemande; son règne celui de l'Allemagne sur la face de la terre !

Sans doute le culte en esprit, religion de l'âme et de Dieu, n'avait-il jamais été qu'un programme et non une réalité ; sans doute ce programme était-il irréalisable, et le prétendu culte en esprit devait se perdre dans le néant par la dissolution complète des deux nuages brillants, Dieu et l'âme, dont il s'était formé, ou bien se matérialiser dans un mouvement national où Dieu serait l'âme de l'Allemagne. Ainsi en est-il arrivé, et l'on peut voir même que catholiques et protestants ne sont pas loin

d'être unanimes dans le culte du dieu allemand, sous la conduite de leur empereur, vicaire et interprète de ce dieu. Mais où sont les belles théories d'antan, les grandes philosophies, les théologies transcendantes ? Est-ce que les penseurs, les psychologues, les historiens allemands ne se sont pas aperçus d'une si étrange révolution ? Ils ne l'ont pas si bien vue ni mesurée que s'ils n'y avaient point été mêlés, et ils se sont efforcés de la nier, de trouver que l'Allemagne idéaliste d'autrefois vit encore dans la nation de fer qui entreprend de régner sur le monde par l'épouvante. Tous ont identifié la religion de l'Allemagne à la culture allemande, et la culture allemande au militarisme allemand. Wilhelm Wundt, qui a longuement étudié la psychologie des peuples, a découvert que les ennemis de l'Allemagne, en attribuant à celle-ci l'initiative de la guerre, ont été victimes d'une suggestion collective. Et l'on va voir comment Deissmann, exégète émérite, historien de saint Paul, perçoit dans la guerre allemande la plus haute manifestation religieuse qui ait jamais eu lieu sur la terre, une résurrection du christianisme primitif, mais infiniment plus puissante et plus grandiose que la première apparition, une épiphanie de Dieu qui autorise le peuple allemand à s'approprier

les paroles de l'Évangile : « Vous êtes le sel de la terre ! Vous êtes la lumière du monde ! » La suggestion pourrait donc n'être pas où l'a trouvée le docte Wundt, mais dans l'illusion volontaire d'un peuple nourri de la Bible, qui s'imagine réaliser l'Évangile en plus grand parce qu'il habille ses ambitions de métaphores évangéliques.

Le livre anglais de Miss Petre nous apporte une philosophie de la guerre qui s'élève théoriquement au-dessus de tout nationalisme. Grand effort de pensée pour dégager l'humanité de ses limites, de tout égoïsme individuel et collectif, pour rechercher les causes de la guerre et les moyens de l'éliminer, pour ne point mêler à la considération impartiale des faits présents le ressentiment de la lutte et les passions des combattants. Le contraste est frappant de cette méthode impersonnelle avec le fanatisme allemand, même avec une critique positive comme celle qui est ici essayée. Miss Petre n'opère, si on l'ose dire, qu'avec des idées pures : l'idée de la guerre en soi, qui se réalise et se développe dans la brutalité, l'idée de la diplomatie en soi, qui se réalise et se développe dans l'habileté égoïste et sans aucun scrupule de moralité, l'idée de l'humanité en soi, bien supérieure à celle d'un internationalisme pacifique et qui se réali-

serait dans la fraternité universelle et la coopération. Le germanisme, nationalisme intégral, est fait de pur militarisme et de diplomatie pure, condamnable au point de vue de l'humanité, dans ses fins plus encore que dans ses moyens.

Si cette façon de regarder les choses et de les pousser en idées jusqu'aux plus hauts sommets de la métaphysique ne fait pas quelque tort à l'exactitude de leur appréciation, c'est ce qui sera examiné plus loin. Admirablement vraie dans sa substance, la doctrine de Miss Petre pourrait bien être trop spéculative, trop éloignée des réalités, plus satisfaisante pour la pensée que pour le sentiment et pour l'application. Il suffit ici de noter que cette contemplation, où le philosophe et Dieu lui-même apparaissent constitués en témoins neutres de ce qui se passe sur la terre, est, au point de vue religieux, le contre-pied du germanisme. Au lieu de s'absorber dans le nationalisme, Dieu et le philosophe se retirent même de la lutte internationale, fixés dans la région des idées pures, en attendant que vienne l'heure marquée au cadran de l'éternité pour le règne de la justice et l'avènement de la véritable humanité. Le christianisme, matérialisé dans la philosophie allemande de la guerre, n'aurait-il pas été volatilisé dans celle-ci, et en

croyant pareillement atteindre son ultime définition ?

L'homme vit sur la terre en pèlerin d'un jour. Si fragile pourtant que soit la planète elle-même sur laquelle s'ébat cet être inconsistant, c'est elle qui le nourrit, lui et ses pensées fugitives. Ne perdons pas de vue les conditions qu'elle fait à son existence. Quels que soient les progrès de l'avenir, les hommes continueront d'être chair et os, et d'habiter à la surface du sol. Ne cherchons pas dans un idéal trop lointain et trop abstrait le principe de leur progrès. L'humanité réelle est celle qui vit maintenant. C'est de celle-ci, qui est nous-mêmes, qu'il convient de scruter, autant que possible, les folies pour y mettre quelque raison, les tares morales pour les corriger peu à peu, les germes de sagesse, de justice et de fraternité que déjà elle porte, pour les faire grandir et les amener à maturité.

Juillet 1915.

GUERRE ET RELIGION

La guerre existe, et ce n'est pas une guerre de religion. Les principales religions du monde y sont mêlées, puisque leurs adhérents y prennent part, mais ce n'est point par elles ni pour elles qu'a été déchaîné le fléau. Aussi bien les belligérants ne sont-ils pas classés d'après leur croyance, mais les confessions religieuses les plus diverses, on pourrait dire les plus disparates, se confondent en chacun des groupes ennemis.

Ce n'est point qu'on n'ait essayé çà et là de mobiliser aussi les dieux et, ne pouvant autrement les employer, de les faire au moins parler. Le dieu des Allemands, toujours loquace depuis que règne Guillaume II, a tenu, par la bouche de l'empereur son organe, quelques propos fiers, et, se joignant à lui, le dieu de Mahomet, le dieu qui seul est Dieu, a proclamé la guerre sainte ; les journaux même ont dit que l'on avait agité en certain lieu l'étendard du Prophète. Ces gestes et discours ont certainement un sens pour ceux qui les font, mais ils ne suffisent pas à donner une signification religieuse à la guerre actuelle, si par religion l'on entend la foi et la propagande d'une confession particulière.

Les Allemands ne se battent point pour l'Évangile

interprété par Luther, ni les Turcs pour l'antique Allah. A plus forte raison les dieux plus discrets ne sont-ils point en cause. Nicolas II n'est point le champion de l'orthodoxie : il promet la liberté à la Pologne catholique. Le vieux François-Joseph, qui n'avait pas vu encore assez de sang autour de lui, n'a pas pris les armes en qualité de « roi apostolique », pour se faire le soldat du pape. L'Angleterre ne marche pas pour défendre l'œuvre ecclésiastique de Henri VIII et d'Élisabeth. Belgique et Serbie luttent pour sauver leur vie, et la France aussi combat pour n'être point écrasée.

Pourtant, si les religions ne sont point directement affectées par la crise présente, elles ne laissent pas d'y avoir un intérêt et de s'y intéresser ; elles sont en droit de se demander et elles se demandent ce qu'elles y pourront gagner ou perdre. Enfin la crise elle-même, bien que ou parce que la portée en dépasse, à ce qu'il semble, toutes les religions actuellement existantes, pourrait bien avoir un sens religieux plus profond que ces religions mêmes, si respectables qu'elles soient, sens que l'avenir dégagera plus ou moins promptement selon que nous l'y aurons aidé. Tâchons donc de discerner un peu plus nettement les volontés conscientes et avouées des peuples, les sentiments et les attitudes qui caractérisent les représentants officiels des religions, l'idée ou la réalité nouvelle, religion supérieure, que l'humanité crucifiée enfante douloureusement.

La Guerre

Un archiduc et sa femme ont été assassinés à Sérajevo, dans une province récemment annexée à l'Autriche et qui ne désirait point lui appartenir. L'Autriche a demandé compte de ce meurtre à la Serbie. Il paraît suffisamment établi que, son archiduc mort ou vivant, l'Autriche aurait attaqué la Serbie, pour la réduire à une sorte de vassalité et se frayer à elle-même un chemin jusqu'à Salonique. Nul ne croit que l'Autriche ait voulu faire la guerre à la Serbie pour venger son archiduc défunt, qu'elle ne semble pas avoir beaucoup pleuré. Elle a cru saisir le moment propice pour dompter un peuple qui la gênait dans ses ambitions. Elle se voit obligée maintenant de soutenir la lutte pour se défendre, et il ne semble pas que ses populations y mettent beaucoup d'entrain. Au premier moment, les Autrichiens et les Hongrois étaient enchantés de s'en aller battre les Serbes, parce qu'ils s'imaginaient qu'on les laisserait faire ; les Slaves de l'empire austro-hongrois étaient moins enthousiastes ; et il semble à présent que la défaite ait mis partout l'inquiétude.

A ne considérer que l'enchaînement extérieur des faits, c'est l'Autriche qui aurait provoqué la guerre, et l'Allemagne serait intervenue ensuite

comme alliée pour l'appuyer. Cependant l'Autriche a prémédité ses actes avec l'Allemagne, et si les premières manœuvres politiques d'où est résulté le conflit européen sont parties de Vienne, la volonté qui les conduisait semble avoir été plutôt à Berlin. Les ambitions et les plans de l'Autriche étaient concertés avec l'Allemagne dans un intérêt commun que l'on peut entrevoir sans être versé dans la politique. L'Allemagne, tenant la Serbie par l'Autriche, et dominant elle-même à Constantinople, devenait maîtresse de l'Orient. De cette domination l'Autriche n'aurait été qu'un auxiliaire et un instrument. Ses responsabilités dans le fait de la guerre semblent être celles d'un complice principal et nécessaire plutôt que celles d'un véritable auteur. (1) Son rôle est celui que lui a fait la politique de son gouvernement, et ce n'est pas un sentiment profond de toutes les nations dont est composé l'empire austro-hongrois qui le lui a inspiré. Au moment décisif, quand il est apparu que la Russie n'abandonnerait pas la Serbie au bon plaisir de l'Autriche, celle-ci a paru effrayée du danger où elle s'était mise et elle a semblé disposée à négocier ; alors est intervenu le vrai maître de la coalition austro-allemande, et Guillaume II, en déclarant la guerre à la Russie, a entraîné l'Autriche

---

(1) La question spéciale des responsabilités immédiates dans la guerre présente a été fort bien traitée par MM. Durkheim et Denis, *Qui a voulu la guerre ?* (Paris, 1915).

avec lui dans la lutte suprême pour la souveraineté de l'univers. Ici donc rien de grand : politique assez louche et ambitions subalternes, groupe de peuples à qui la guerre, si elle tourne mal pour ceux qui l'ont voulue, sera une occasion de se diviser plutôt que de se rallier autour de la vieille dynastie qui les a successivement accaparés.

Les Serbes luttent pour l'indépendance, et courageusement. Ils savent pourquoi ils se battent. Ils ne voulaient point la guerre, étant peu en état de la soutenir, et ils étaient allés jusqu'à l'extrême limite des concessions lorsque l'Autriche prétendit instituer chez eux une enquête sur le meurtre de François-Ferdinand. Cette réclamation n'étant qu'un prétexte, et les Serbes étant d'ailleurs assurés que la Russie ne les laisserait point écraser par l'Autriche, ils ont fait bonne contenance, ils ont même battu les Autrichiens, et ils se disposent à libérer leurs frères des provinces que l'Autriche avait pensé s'assujettir. On voit bien ce qu'ils veulent et où ils vont.

Pour l'immense Russie la paix n'était pas qu'un avantage, c'était presque une nécessité. Du moins paraît-on l'avoir cru à Berlin et à Vienne. La Russie sortait à peine d'une crise politique et se relevait d'un désastre militaire ; elle avait, en effet, plutôt besoin de tranquillité. Est-ce seulement la question d'influence politique dans les Balkans qui a poussé le tsar à s'opposer nettement aux prétentions autrichiennes ? A-t-il voulu avant tout résister

à la poussée austro-allemande vers l'Orient? Il est permis d'en douter. Le tsar et ses conseillers peuvent supputer les inconvénients de l'influence autrichienne dans les royaumes balkaniques et ceux de la pénétration allemande en Asie occidentale; le peuple russe est moins accessible à ces considérations qu'au sentiment de la confraternité slave. Et de ce sentiment aussi, que sans doute il ne pouvait s'empêcher de partager, le tsar s'est fait l'interprète. Les ennemis de la Serbie avaient compté sur l'intérêt certain, immédiat, que la Russie avait à ne pas bouger. Ils n'ont pas compris, peut-être n'étaient-ils pas capables de comprendre le sentiment qui ne lui permettrait pas d'abandonner les Serbes à leur sort.

Nicolas II l'avait cependant exprimé en toute simplicité à l'empereur d'Allemagne dans sa dépêche du 29 juillet 1914 : « Une guerre honteuse a été déclarée à une faible nation ; je partage entièrement l'indignation qui est immense en Russie. Je prévois que très prochainement je ne pourrai plus longtemps résister à la pression qui est exercée sur moi et que je serai forcé de prendre des mesures qui conduiront à la guerre. Pour prévenir le malheur que serait une guerre européenne, je te prie, au nom de notre vieille amitié, de faire tout ce qui te sera possible pour empêcher ton alliée d'aller trop loin. »(1) L'extrême candeur de cet appel

(1) *Livre jaune*, 209.

en démontre la sincérité. D'autre part, en reprenant la question du point de vue politique, le ministre de Nicolas II a pu écrire en toute raison, le 2 août, aux représentants de la Russie à l'étranger : « Sa Majesté l'Empereur s'était engagée vis-à-vis de l'Empereur d'Allemagne à n'entreprendre aucun acte agressif tant que dureraient les pourparlers avec l'Autriche. Après une telle garantie et après toutes les preuves de l'amour de la Russie pour la paix, l'Allemagne ne pouvait ni n'avait le droit de douter de notre déclaration, que nous accepterions avec joie toute issue pacifique compatible avec la dignité et l'indépendance de la Serbie. Une autre issue, tout en étant complètement incompatible avec notre dignité, aurait certainement ébranlé l'équilibre européen en assurant l'hégémonie de l'Allemagne. »(1)

Si l'on en croyait les plus fortes têtes de l'Allemagne contemporaine, ce serait l'Angleterre, l'Angleterre seule, qui aurait voulu et déchaîné la guerre afin d'anéantir la tout inoffensive, la toute pacifique Germanie. Dans la profondeur de sa haine pour l'Allemand, elle aurait fait taire l'antipathie et tous les griefs qu'elle avait contre le Russe. Un roi mort, qui fut en son temps un artisan de concorde européenne, mais qui sans doute avait un autre idéal que l'asservissement de l'univers à la domination

---

1) *Livre jaune*, 216.

(les Allemands disent : à la culture) allemande, est nommément désigné comme l'auteur de l'encerclement préparé pour étouffer le légitime essor de l'expansion germanique. L'Angleterre se serait proposé tout simplement de tuer l'Allemagne parce que ce concurrent la gênait dans son commerce : le Russe et le Français supporteront le fardeau d'une guerre dont elle recueillera tous les avantages. Et les docteurs allemands, qui dénoncent l'abominable ruse avec toute l'indignation qu'elle doit inspirer aux âmes justes, oublient de voir que, si l'Angleterre était réellement offusquée des progrès considérables du commerce allemand, inquiétée par le développement du militarisme allemand, agacée par les prétentions allemandes, sur la question de la guerre avec l'Allemagne elle s'est montrée fort hésitante jusqu'au dernier moment, tellement hésitante que les Allemands eux-mêmes semblent avoir pensé que, n'étant point prête d'ailleurs à soutenir une grande guerre européenne, elle se résignerait à les laisser occuper la Belgique pour atteindre et battre plus sûrement la France, puis mater la Russie, pourvu seulement que la guerre ne fût point portée sur les mers, et qu'ils promissent de ne s'annexer ni la Belgique ni une portion nouvelle de notre territoire. Les Allemands avaient compté sur l'égoïsme de l'Angleterre; déçus, ils lui attribuent les intentions les plus perfides. Mais si l'Angleterre avait fait ce qu'ils disent, elle n'aurait pas fait autre chose que ce qu'ils font,

et avec le même droit, — si c'est un droit, — car elle aurait pourvu, coûte que coûte, aux intérêts de son expansion commerciale et à la prépondérance de sa « culture » dans le monde.

Il est trop évident que l'Angleterre ne souhaitait pas la guerre, qu'elle ne l'a pas voulue et que même elle ne s'était pas préparée en vue de cette éventualité. De la part d'une nation aussi prudente, cette négligence serait inconcevable si l'Angleterre avait nourri le noir dessein que lui prête maintenant l'Allemagne. Il est établi que le gouvernement anglais a fait tous ses efforts pour conjurer la guerre, se refusant d'abord à s'engager définitivement vis-à-vis de la France et de la Russie tant qu'il ne s'agissait que de la question serbe, faisant tous ses efforts pour s'entendre avec l'Allemagne afin d'amener un accommodement entre l'Autriche et la Russie, et finalement ne se décidant à prendre les armes contre l'Allemagne qu'après la violation de la neutralité belge. Jusqu'au dernier moment la diplomatie anglaise agit avec une parfaite netteté en faveur de la paix et même elle a fait confiance à l'Allemagne aussi longtemps qu'elle a pu. D'une part, sir Edward Grey avertissait loyalement l'Allemagne que l'Angleterre ne pouvait pas garantir sa neutralité en toute hypothèse ; mais, d'autre part, il prévenait aussi, le 29 juillet, notre ambassadeur, que le concours de la Grande-Bretagne ne nous serait point assuré par le seul fait que la France serait entraînée dans la guerre à la suite de la

Russie. (1) Le gouvernement britannique a fait tout ce qu'il pouvait auprès de l'Autriche, auprès de la Russie, auprès de l'Allemagne, auprès de la France, en faveur de la paix. Ce sont les ultimatums impératifs de Guillaume II à la Russie et à la France qui ont révélé au gouvernement anglais les intentions de l'Allemagne, et c'est la violation de la neutralité belge qui a fait connaître à l'Angleterre le péril qui la menaçait elle-même. Alors seulement, le 4 août, le gouvernement anglais se résout à envoyer son ultimatum à Berlin : « Vu que l'Allemagne a refusé de nous fournir au sujet de la Belgique les mêmes assurances que celles données la semaine dernière par la France en réponse à notre demande faite simultanément à Berlin et à Paris, nous sommes obligés de réitérer ladite demande et d'exiger qu'il y soit fait... une réponse satisfaisante, qui devra nous être parvenue ici ce soir avant minuit. » (2)

Le 30 juillet, sir Edward Grey avait fait une réponse très noble au chancelier allemand, qui avait voulu acheter la neutralité de l'Angleterre : « Ce que le chancelier nous demande, en somme, est tout bonnement de nous engager à rester les bras croisés pendant que l'Allemagne s'emparerait colonies françaises et écraserait la France elle-

(1) Voir *Correspondance du gouvernement britannique relative à la crise européenne* (Londres, 1914), 58.

(2) *Ibid.*, 102.

même, pourvu seulement que l'Allemagne, de sa part, s'engage à ne pas s'emparer de territoire français, sauf des colonies. Au point de vue matériel, une pareille proposition est inacceptable, car, tout en ne lui enlevant pas de territoire en Europe, l'Allemagne pourrait écraser la France au point de lui faire perdre sa situation de grande puissance et d'en faire un satellite de la politique allemande. Mais, toutes ces considérations à part, ce serait pour nous une honte que de passer, aux dépens de la France, un pareil marché avec l'Allemagne, une honte telle que jamais l'honneur de notre pays ne se laverait de la souillure. Ce que le chancelier nous demande encore, c'est de faire bon marché de nos obligations et de nos intérêts relatifs à la neutralité belge. Nous ne pouvons non plus, en aucune façon, prêter l'oreille à pareil marchandage (1). »

Ainsi l'Angleterre ne s'était pas lassée d'offrir à l'Allemagne sa collaboration pour la paix ; elle lui refusait sa neutralité, on pourrait dire sa complicité pour la guerre. Elle l'a fait en rappelant à l'Allemagne que les considérations d'intérêt matériel ne sont pas les seules qui doivent régler la politique d'un grand pays, que les considérations morales ont aussi leur valeur, que les mots devoir et honneur ont un sens même en politique. Cette leçon que lui donnait l'Angleterre, l'Allemagne s'est

---

(1) *Correspondance du gouvernement britannique relative à la crise européenne*, 69.

montrée tout à fait incapable d'en profiter, et quand elle a vu l'Angleterre, après tous ces avertissements, se tourner contre elle, son désappointement s'est traduit dans des accusations plus absurdes encore qu'injustes : pour se débarrasser d'un concurrent dans le commerce mondial, l'Angleterre aurait trahi la cause de la civilisation (1). Ces furibondes clameurs ne peuvent faire que le centre des volontés pacifiques n'ait pas été Londres, et que la volonté de guerre n'ait été à Berlin.

Au fond, l'Angleterre n'était pas si semblable à l'Allemagne que les Allemands lui ont fait l'honneur de le penser. Elle ne songeait pas qu'à ses intérêts. Elle se considérait un peu comme la gardienne de l'équilibre européen; peut-être se repentait-elle d'avoir laissé écraser ét mutiler la France en 1871; en tout cas, elle paraît avoir très bien compris le danger qu'il y aurait pour la « culture » universelle, pour la liberté de tous les peuples, et non seulement pour son propre commerce, à ce que les Allemands suppriment en fait les nationalités voisines, Hollande, Belgique, France. L'Angleterre aurait été aveugle si elle n'avait reconnu dans les prétentions allemandes une tentative de

(1) M. A. von Harnack, entre autres, a formulé ce reproche, et il a osé répondre à des savants anglais qui lui avaient adressé une respectueuse protestation : « L'Angleterre croit l'heure venue de nous anéantir. Pourquoi veut-elle nous anéantir ? Parce qu'elle ne peut supporter notre force, notre activité, notre prospérité. Il n'y a pas d'autre explication. » *Internationale Monatschrift*, octobre 1914, p. 26.

domination universelle qui renouvelait, à un siècle de distance, l'effort de Napoléon. Elle s'est donc résignée à la guerre, elle s'est décidée à la faire, elle met de l'ardeur à la soutenir, parce qu'elle ne veut pas subir le genre de paix que l'Allemagne voudrait imposer à toute la terre. Que l'Allemagne se gouverne despotiquement s'il lui plaît d'être ainsi gouvernée, l'Angleterre y consent comme nous. Que l'Allemagne gouverne despotiquement et l'Europe et le monde, l'Angleterre n'y consent ni pour l'Europe, ni pour le monde, ni pour elle-même. C'est pourquoi elle a pu très sincèrement s'élever contre la violation par l'Allemagne de la neutralité belge, parce que dans cette atteinte à l'indépendance d'un peuple voisin elle voyait une atteinte au droit commun des peuples et une grave menace pour sa propre sécurité. Les Allemands mettront du temps à s'apercevoir que leur folle envie de gouverner le monde est précisément ce qui soulève tout le monde contre eux.

La résistance de la Belgique paraît les avoir surpris, puisqu'elle a provoqué chez eux une crise de fureur qui ne semble pas en voie de s'apaiser. Ils ont trouvé bon de feindre que la Belgique s'était empêchée d'agir selon ses véritables intérêts, qu'elle s'était imprudemment liée par des traités avec l'Angleterre et la France, et qu'elle s'était ainsi perdue en refusant aux Allemands un service qui ne lui aurait rien coûté. Les Allemands ne se sont pas demandé un seul instant si le service qu'ils réclamaient

des Belges ne leur aurait pas été rendu contre d'autres, que les Belges n'avaient pas le droit de leur livrer. Ils n'ont pas pensé que les Belges, par le seul fait de leur donner libre passage, s'alliaient avec eux contre nous, et que, neutres, ils ne devaient point prendre le parti de leurs voisins d'Allemagne contre leurs voisins de France. Ils ne savent pas reconnaître chez les autres un sentiment qu'eux-mêmes n'ont pas, le sentiment du droit. Les Belges n'ont pas eu l'idée de nous trahir, pas plus qu'ils n'avaient l'idée de trahir les Allemands en notre faveur; mais les Allemands ne se sont même pas doutés qu'ils sollicitaient les Belges à une trahison. Ils n'étaient pas en mesure de sentir la sincérité de la réponse qui fut faite à leur sommation : « Si, contrairement à notre attente, une violation de la neutralité belge venait à être commise par la France, la Belgique remplirait tous ses devoirs internationaux, et son armée opposerait à l'envahisseur la plus vigoureuse résistance... La Belgique a toujours été fidèle à ses obligations internationales... L'atteinte à son indépendance, dont la menace le gouvernement allemand, constituerait une flagrante violation du droit des gens. Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit. » (1)

Mais ce n'est pas seulement par loyauté que les

---

(1) *Correspondance diplomatique relative à la guerre de 1914 (Livre gris)*, 22.

Belges ont refusé d'être les humbles serviteurs de l'Allemagne, c'est aussi et tout autant parce qu'ils ne voulaient pas être serviteurs. Ils n'étaient pas obligés de se sacrifier pour nous ; et ce n'est pas dans l'intérêt de la France ni dans celui de l'Angleterre que les Belges se sont perdus; c'était pour sauver leur âme. Les Allemands ne savent pas que les autres peuples ont une âme, et ils ignoraient tout à fait l'âme de la Belgique. Ils ne se doutaient pas que les Belges ne voulaient point être allemands. Il était clair pourtant qu'en ouvrant son territoire à l'armée de Guillaume II, la Belgique ne faisait pas que violer la charte de sa fondation, elle favorisait l'Allemagne, elle contribuait à la victoire de l'Allemagne, c'est-à-dire qu'elle contribuait à l'asservissement de l'Europe et qu'elle préparait en même temps le sien. La question pour elle n'était donc pas de subir une violence passagère afin de préserver ses villes, ses monuments et ses richesses, mais d'entrer dans la confédération germanique et d'être, en ne retenant d'elle-même que son nom, une province de l'empire allemand.

Les Belges ont voulu montrer qu'ils entendaient rester belges ; c'est pour ce motif essentiel que, ne voulant point se livrer eux-mêmes aux Allemands, ils ont protesté d'abord n'avoir pas le droit de leur livrer la France ; et qu'ensuite, au lieu de céder à la poussée de ces violents, afin de garder une chance à leur liberté dans l'avenir ils ont exposé leur pays à la ruine dans le présent. Le

maître brutal qui maintenant les écrase ne se ferait pas scrupule, s'il était vainqueur, de les retenir sous son régime d'oppression, il continuerait d'ignorer l'âme belge qu'il foulerait de son lourd talon, et il ne finirait pas d'être fâché contre un peuple qui ne saurait pas apprécier les bienfaits de la « culture allemande ».

Quant à nous autres Français, les Allemands veulent se persuader que nous étions en proie depuis 1871 à une frénésie de revanche pour la défaite qu'ils nous avaient infligée en ce temps-là ; ce serait en vue de cette revanche que nous nous sommes ligués avec les Russes, auxquels n'allaient pas naturellement nos sympathies, et que finalement nous nous sommes jetés dans les bras de l'Angleterre, notre vieille ennemie ; cet appétit de vengeance aurait toujours fait obstacle au sincère effort que tentaient les Allemands pour se rapprocher de nous et nous prendre comme auxiliaires, comme premiers bénéficiaires de leur œuvre de paix.

Or il ne semble pas que ce désir de revanche nous ait grandement tourmentés. Nous avons été humiliés, et doublement, en 1870, par l'impéritie de nos dirigeants, la facilité des grands succès allemands, et par les défaites mêmes. De tout cela nous aurions pu nous consoler, et nous nous sommes en effet consolés en nous réorganisant politiquement et militairement. Si nous n'avons pas cessé de souffrir, si l'idée, la crainte — non le désir —

d'une guerre éventuelle n'a pas cessé d'être présente à notre esprit, si nous n'avons pas pu nous empêcher de voir toujours dans l'Allemand un ennemi, c'est d'abord qu'il nous avait mutilés, nous ravissant des provinces qui ne voulaient pas être à lui, nous enlevant des frères qui voulaient rester nôtres. L'Allemagne n'a pas fait que nous humilier, elle a froissé profondément notre conscience nationale en lésant le droit des Alsaciens-Lorrains, et elle nous a blessés au cœur. Cette blessure qu'elle nous avait faite, elle-même a pris soin de l'entretenir, de l'envenimer. Notre douleur, malgré tout et malgré nous, se serait, à la longue, apaisée, si le joug de l'Allemagne avait été moins pesant sur nos anciens compatriotes, si ces derniers s'étaient accoutumés à être allemands, si nous avions pu être assurés que l'Allemagne, satisfaite et honteuse de ce premier larcin, était désormais disposée à respecter notre indépendance nationale et ne cherchait pas l'occasion de nous ruiner à fond dès que nous refuserions de nous laisser conduire et absorber par elle. Nous ne pouvions oublier l'injustice de 1871, parce qu'elle durait, parce qu'elle restait vivante à notre frontière orientale. Nous ne pouvions oublier le danger de guerre avec l'Allemagne, parce que réellement l'Allemagne nous menaçait. Si ce danger a été pour nous une obsession, une sorte d'idée fixe, c'est elle, beaucoup plus que nos nationalistes, qui en est cause. Et si la France, au début de la guerre, a répondu sans murmure à

l'appel de son gouvernement, si elle s'est levée tout entière, empressée, courageuse et digne, ce n'est point qu'elle s'abandonnât à la joie sauvage d'une revanche ardemment désirée, c'est qu'elle allait enfin tâcher de se sauver elle-même du péril qui l'inquiétait depuis plus de quarante ans et qui maintenant se réalisait. A cette volonté de vivre s'associait l'espoir de délivrer les frères que la violence a séparés de nous; mais c'est d'abord pour nous défendre que nous avons pris les armes.

Pas plus que le pays notre gouvernement ne voulait la guerre et il s'est associé de bonne foi à tout ce que l'Angleterre et la Russie ont tenté pour résoudre pacifiquement le conflit créé par l'Autriche. Il n'a rien fait pour exciter l'opinion en faveur de la guerre; il a même travaillé à entretenir dans la nation jusqu'à la dernière heure les espérances de paix qu'il voulait conserver lui-même. La proclamation qui accompagnait le décret de mobilisation était pour expliquer que la mobilisation n'est pas la guerre et qu'elle était, dans la circonstance, le meilleur moyen de sauvegarder la paix. C'était presque du pacifisme à une heure où l'on aurait pu trouver plus expédient de ne faire appel qu'au sentiment patriotique.

La France, comme la Belgique, comme la Serbie, combat pour l'existence, elle combat pour rester elle-même et n'être point assujettie à l'Allemagne. Les Allemands, qui n'estiment et n'admirent que les Allemands, nous ont méprisés au delà de nos

mérites en supposant que nous étions follement désireux de la guerre et incapables de la soutenir. La guerre, nous ne la voulions pas, nous la redoutions. Nous pouvons bien dire aujourd'hui que nous ne la voulions pas assez, que nous aurions dû la vouloir, nous défier davantage de l'adversaire qui nous guettait, voir ou tendaient ses armements croissants, et, comme tous ses efforts allaient à l'asservissement du monde, diriger tous les nôtres vers une défense qui était celle de notre vie nationale et de la liberté universelle. Nous nous sommes beaucoup trop laissé endormir aux assurances pacifiques de l'Allemagne, et nous n'avons pas assez vu qu'elle ne nous donnerait la paix que dans l'obéissance. Mais, la guerre s'imposant à nous, nous la faisons, sûrs de notre bon droit, sans défaillance, avec un espoir et une confiance que l'expérience de 1870 empêchait d'être dans nos cœurs avant les événements présents.

L'agression allemande nous a rendus à nous-mêmes. Nous avons compris qu'il fallait vaincre ou mourir, et nous avons voulu vaincre. Les insuccès du commencement ne nous ont point abattus. Non seulement la mobilisation s'était faite sans incident, sans tumulte et sans regret, chacun se rendant simplement au poste que lui assignait le devoir; mais quand nos armées reculèrent devant l'ennemi, quand des flots d'émigrés arrivèrent des pays envahis, avec le bruit des sauvages exploits qu'accomplissaient les armées allemandes, ni ces

malheureux chassés de leur terre ne s'abandonnaient au désespoir, ni les populations qui les recevaient ne prenaient peur. On sentait le danger de la France, mais on ne voulait pas croire qu'elle y succomberait, on savait bien qu'elle sacrifierait tout, comme la Belgique, à l'indépendance de son avenir. Nous sommes dominés par le même sentiment que les Belges : « Nous ne voulons pas être allemands. » Et ce sentiment est chez nous d'autant plus intense que l'on est plus rapproché de la frontière allemande, plus exposé aux convoitises du barbare. Tant que nous vivons, nous voulons vivre, et ce qui nous donne force maintenant contre l'envahisseur, ce n'est ni un appétit de conquête ni la haine que mériterait un ennemi fanatique, cruel et injuste, c'est l'amour de notre vieille France, qui est notre tout, que nous voulons garder, que nous voulons sauver.

D'ailleurs, si nous ne vantons pas notre culture, nous savons bien aussi que la ruine de la France ne serait pas un gain pour la civilisation, et qu'en nous opposant à la tyrannie allemande, nous ne faisons point échec au progrès de la vérité et de la justice en ce monde, que nous leur assurons, au contraire, quelques chances d'avenir, que nous protégeons contre la rage de l'exterminateur une portion notable du patrimoine de l'humanité.

Cependant l'Allemagne se prétend innocente comme l'enfant qui vient de naître, douce comme l'agneau, et elle n'attend pas qu'on célèbre ses

vertus, elle les exalte par toutes les voix de ses pasteurs et de ses docteurs, dans le temps même où elle n'étale aux yeux du monde que sa force brutale et son mépris de tout droit public et privé. Nation de proie qui proteste hautement n'avoir voulu que la paix, parce qu'elle aurait préféré satisfaire, sans risquer les chances des combats, son appétit de domination. L'Allemagne crie qu'on l'a forcée à la guerre, parce qu'on ne lui a pas permis de régir l'Europe et le monde au gré de ses ambitions. La guerre, elle l'a longuement préparée, et, au dernier moment, elle l'a voulue, quand aucun de ceux qu'elle combat n'était décidé à la faire. Elle était derrière l'Autriche menaçant l'indépendance de la Serbie ; elle s'est démasquée en jetant son ultimatum à la Russie, puis à la France, sachant fort bien que ni la Russie ni la France ne pouvaient se rendre aux injonctions de l'empereur d'Allemagne ; quand l'Angleterre l'a menacée à son tour, elle-même a répondu qu'elle ne pouvait arrêter sa mobilisation commencée ; certes, l'intervention immédiate de l'Angleterre dérangeait ses plans ; mais elle n'ignorait pas que l'Angleterre ne pourrait de sitôt envoyer sur le continent une armée considérable ; et elle s'est dit que, passant sur la Belgique, elle pourrait prendre Paris et anéantir l'armée française avant que les Russes eussent eu le temps de concentrer leurs troupes à sa frontière orientale, puis qu'elle se retournerait contre les Russes et les écraserait avec le concours

de l'Autriche ; après quoi la culture allemande et les Allemands seraient les maîtres de l'univers, l'Angleterre à elle seule ne pouvant plus s'opposer à leurs progrès. C'est pour la réalisation de ce plan grandiose, longuement mûri, que l'Allemagne, confiante en sa force et avide de butin, s'est lancée dans une guerre que personne autre qu'elle-même ne lui a imposée.

L'échec ne l'a même pas encore instruite à dissimuler ses ambitions. Provisoirement maîtresse de la Belgique, elle s'y comporte comme si désormais la Belgique était à elle ; non contente de la ravager, de la rançonner, de la piller, elle ne permet pas qu'un archevêque, tout en recommandant à la population civile de subir une occupation étrangère qu'il n'est pas dans son rôle ni dans ses moyens de combattre, dise, pour raffermir le courage de son peuple et le consoler dans une si cruelle épreuve, que la Belgique n'appartient toujours qu'à elle-même. Les Allemands s'imaginent qu'un peuple est une propriété sur laquelle on n'a qu'à mettre la main si l'on est assez fort pour la prendre. Ainsi nous prirent-ils jadis l'Alsace et la Lorraine ; ainsi sont-ils disposés à prendre encore et à prendre toujours. Eux aussi peut-être en viendront bientôt à ne plus faire la guerre que pour défendre leur existence ; mais ils n'en sont pas encore là, ou du moins ils se défendent de l'avouer, et ce n'est pas par là qu'ils ont commencé. Ils n'ont pas fini de vouloir mettre « l'Allemagne par dessus

tout ». Leur foi reste entière dans l'excellence de leur culture et ils continueront de vouloir répandre cette culture sur le monde, sans s'apercevoir que le monde y répugne.

La culture allemande n'exige de ses apôtres aucun désintéressement ; elle-même excite leurs convoitises, n'étant qu'un effort raisonné, méthodique, scientifique, vers la domination par la puissance des armes, non par celle de l'idée. Car on serait fort empêché de trouver au fond de la culture allemande une autre idée dominante que celle même de la domination allemande. La guerre que font les Allemands n'est rien moins qu'une croisade pour le triomphe de l'idéal chrétien dans le monde ; c'est le règne de l'Allemagne, non le règne de Dieu, qu'ils veulent établir.

Il est vrai que de tous les belligérants les Allemands sont ceux qui se réclament le plus de Dieu. Les autres peuples appellent Dieu à leur secours ; les Allemands ne prennent pas cette peine ; ils sont sûrs de l'avoir avec eux. Est-ce que Dieu n'est pas le dieu des Allemands ? Lui aussi est conquis, enrégimenté ; aussi bien n'est-il guère qu'un officier général dans la suite de l'empereur, qui le traite familièrement. Ce vieux dieu est l'esprit de l'Allemagne, son génie tutélaire, l'expression mystique de sa force. Il n'est pas la personnification d'un grand idéal humain, d'une civilisation vraiment universelle dans son principe et ses tendances, mais de la culture allemande, c'est-à-dire de la science

mise au service des intérêts les plus étroitement allemands et des convoitises allemandes. Le dieu des Allemands est la personnification d'un appétit national, et il n'apparaît grand que par les proportions colossales de cet appétit qu'il figure. Il appartient à l'équipement militaire de son peuple comme une cocarde ou la pointe d'un casque. Le peuple se croit religieux parce qu'il porte cet emblème, et pour la même raison l'armée allemande doit être censée irréprochable. Tout dernièrement, le plus grand théologien de Guillaume II, M. Adolf von Harnack, osait encore dénoncer ce qu'il appelait les calomnies de la presse étrangère contre l'armée allemande, « si noble et de moralité si austère » (1) (*unser herrliches und sittenstrenges Heer*). Le dieu des Allemands inspire à ses fidèles une grande admiration pour eux-mêmes, et les atrocités qu'ils peuvent commettre en faisant sa guerre ne sont point péché devant ses yeux. Le dieu des Allemands est une forme de l'orgueil allemand. Ce n'est pas pour lui qu'on se bat, c'est lui qui, avec les Allemands et par eux, se bat pour l'Allemagne. Guillaume II écrivait naguère que ce dieu avait inspiré son grand-père Guillaume Ier pour la fondation de l'empire allemand ; sans doute a-t-il inspiré aussi Guillaume II pour la guerre présente. Le dieu des Allemands est un très vieux dieu. Lorsque les rois de Ninive, grands tueurs d'hommes et voleurs de contrées, faisaient le récit officiel de leurs expé-

(1) *Internationale Monatschrift*, octobre 1914, p. 28.

ditions, ils ne manquaient pas d'écrire : « Avec la protection du dieu Assur mon seigneur, je marchai contre tel pays. » Le dieu portait le nom même du peuple ; Assur était l'Assyrie, Assur était l'Assyrien. Le dieu des Allemands est l'Allemagne, il est l'Allemand. Son nom sur les drapeaux de l'Allemagne n'empêche pas la guerre voulue par Guillaume II d'être d'intérêt purement allemand, et même il ne signifie pas autre chose que cet intérêt, que le furieux désir d'abattre au profit de l'Allemagne les peuples voisins des Allemands. La guerre de Guillaume II n'est pas plus religieuse au fond que ne le furent celles de Sennachérib et de Nabuchodonosor. L'invocation du dieu des Allemands ne fait qu'en accentuer le caractère de nationalisme étroit et avidement égoïste.

Ce qu'il y a de religion dans la politique de la Turquie, dans celle de l'Italie, dans celle de la Roumanie, ne pèsera pas lourd sur les balances de l'histoire. La Turquie a pensé faire au bon moment une diversion utile pour l'Allemagne et l'Autriche, et tirer de cette diversion un abondant profit pour elle-même. Si elle n'y recueille qu'un supplément de défaites et un nouveau démembrement, la gloire d'Allah n'y sera pas beaucoup compromise, vu que c'est la fortune des Turcs, non celle de l'Islam, qui est en cause. Allah n'aurait pas lieu d'être beaucoup plus fier si la victoire des Allemands plaçait définitivement l'empire turc sous leur tutelle, que si la victoire des Alliés vient à chasser Mahomet V de Constantinople. L'Italie et la Roumanie ont l'air

d'hésiter, craignant d'intervenir trop tôt ou trop tard dans le conflit pour pouvoir s'agrandir au détriment d'un vaincu. « Égoïsme sacré », a dit fort justement un homme d'État italien. Religion de moindre envergure, mais de même sorte que celle du dieu allemand. Admettons à leur honneur que les gouvernements prudents de ces deux peuples attendent surtout le moment propice pour libérer les hommes de leur sang que la rapace maison de Habsbourg a englobés dans sa mosaïque de nations.

Et l'on pourrait se demander si l'Europe est encore chrétienne ou si elle l'a jamais été. Car le christianisme a proclamé la fraternité des peuples ou plutôt la fraternité de tous les hommes sans distinction de nationalité. Or ce sont les nations prétendues chrétiennes qui maintenant s'exterminent sans pitié. Le christianisme est-il donc en train de se détruire lui-même ou bien n'existe-t-il déjà plus ? Aurait-il passé sur le monde comme un rêve d'immortalité bienheureuse, sans y laisser seulement le souvenir de la loi d'amour qu'il disait être la sienne? Les dieux qu'il avait supplantés semblent ressuscités. Assur de Ninive, Marduk de Babylone, Amon de Thèbes, Jupiter Capitolin revivent dans le dieu des Allemands. Que fait cependant le dieu des chrétiens? Chefs et peuples se conduisent comme s'ils ne le connaissaient pas. Mais la terre est encore pleine de ses représentants officiels, et sans doute n'auront-il pu rester muets devant la crise présente, le plus formidable démenti qui ait été porté à leur foi depuis qu'elle existe.

Les Religions

On est stupéfait du peu qu'ont trouvé à dire l'Évangile et l'Église. Le temps n'est pas de longuement spéculer sur les causes tant éloignées que prochaines des attitudes qu'ont prises devant la guerre présente et les ministres de l'Évangile et le pontife de l'Église romaine ; peut-être convient-il néanmoins de les indiquer, non pour susciter, en une heure aussi grave, quelque polémique inutile, mais pour expliquer par des exemples typiques ce qui apparaît à l'observateur désintéressé. Les égards que nous devons avoir pour la foi d'autrui ne sauraient aller jusqu'à nous ôter le droit de professer ce que nous pensons entrevoir de vérité.

L'Évangile, le pur Évangile, compte d'innombrables prédicateurs dans les communautés chrétiennes qui sont issues de la Réforme, et jamais plus belle occasion ne pouvait s'offrir à eux de proclamer le grand enseignement de Jésus touchant la fraternité des hommes, avec les conséquences qui découlent de ce principe. Combien rares pourtant sont les voix qui se sont élevées pour rappeler la doctrine du prophète galiléen, et combien peu d'écho ces voix ont trouvé !

Un vénérable pasteur, M. C.-E. Babut, de Nîmes, a écrit à M. E. Dryander, premier prédicateur de la

cour à Berlin, afin de lui soumettre un projet de déclaration qui pourrait être signé par tous les « chrétiens d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, de France, de Russie, de Belgique et de Serbie », sans distinction de confession religieuse, les termes de la déclaration étant conçus de telle sorte qu'ils pussent être admis — comme ils semblaient devoir l'être — par tous ceux qui font profession de croire en Jésus. La lettre du pasteur français et la réponse du pasteur allemand (1) sont instructives à des titres divers, et de leur ensemble paraît se dégager une conclusion de portée générale, non seulement sur le peu de place que tient effectivement l'idée évangélique chez les peuples qui se disent chrétiens, mais sur l'impossibilité de plus en plus évidente de résoudre par l'Évangile le problème humain tel que le posent en toute son acuité les événements présents.

M. Babut voulait faire déclarer par tous les hommes de foi qui ont été baptisés au nom de Jésus-Christ :

« 1° que profondément attachés à leurs patries respectives, ils ne veulent rien faire ni dire qui ne soit en harmonie avec le sincère et ardent patriotisme qui les anime ;

« 2° mais qu'en même temps ils ne peuvent oublier ni méconnaître que Dieu est le dieu de toutes les nations et le père de tous les hommes; que Jésus-

(1) On peut les lire dans *Foi et Vie*, 16 nov. 1914.

Christ est le sauveur de tous, qu'il a commandé aux siens de se regarder et de s'aimer comme des frères, et que sur le terrain de la foi évangélique il n'y a plus, comme l'affirme saint Paul, Juif et Grec, Barbare et Scythe, — et par conséquent il n'y a plus Allemand et Français, Autrichien et Russe, mais Christ en toutes choses et en tous.

« En conséquence, ils s'engagent, sous le regard et avec l'aide de Dieu, à bannir de leurs cœurs toute haine pour ceux qu'ils sont obligés d'appeler momentanément des ennemis et à leur faire du bien si l'occasion leur est offerte ; à employer toute l'influence dont ils peuvent disposer pour que la guerre soit conduite avec autant d'humanité que possible, pour que le vainqueur quel qu'il soit n'abuse pas de sa force, pour que les personnes et les droits des faibles soient respectés ; à continuer à aimer d'un amour fraternel leurs frères en la foi, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, à prier Dieu pour toutes les victimes de la guerre sans distinction, à lui demander avec instance qu'il fasse bientôt succéder aux horreurs de la guerre les bienfaits d'une paix juste et définitive, et qu'il fasse tourner à l'avancement de son règne les malheureux et cruels événements auxquels nous assistons. »

Les catholiques pourraient presque regretter que ces principes n'aient pas été proclamés par le pape Benoît XV et que celui-ci ne les ait point affirmés d'abord comme la pure expression des sentiments

et des intentions qui animent dans les circonstances présentes le chef de l'Église romaine. Nul ne contestera l'esprit évangélique de M. Babut. Nous pouvons nous flatter qu'il subsiste encore au moins un chrétien dans le monde et que ce chrétien est français. La lettre du pasteur de Nîmes était datée du 4 août ; M. Dryander a répondu le 15 septembre.

Sans hésitation le prédicateur de Guillaume II approuve les propositions de M. Babut ; et plus résolument encore lui et les deux collègues qu'il s'est adjoints pour sa réponse refusent d'y donner un assentiment qui semblerait les engager eux-mêmes et rappeler un devoir à leurs concitoyens. « Nous les rejetons, écrivent-ils, parce qu'il ne doit pas y avoir *la plus lointaine apparence* que, d'après nous, on ait besoin en Allemagne d'un avertissement ou d'un effort quelconque pour que la guerre soit conduite en accord avec ses principes chrétiens et suivant les exigences de la miséricorde et de l'humanité. Pour notre peuple tout entier comme pour notre état-major, il va de soi que la lutte ne doit être conduite qu'entre soldats, en épargnant soigneusement les gens sans défense et les faibles, et en prenant soin des blessés et des malades, sans distinction. Nous sommes convaincus, en pleine connaissance de cause, que cette règle est celle de notre armée tout entière, et que, de notre côté, on combat avec une maîtrise de soi, une conscience et une douceur dont l'histoire universelle n'offre peut-être pas d'exemple jusqu'ici. » C'est uniquement à

l'égard des ennemis de l'Allemagne que s'impose « une protestation de la conscience chrétienne ». Nulle part n'est à faire aux Allemands dans les responsabilités de la guerre. « Que si hypocritement l'Angleterre nous reproche la violation brutale de la neutralité belge, la réponse à ce prétexte cousu de fil blanc va de soi : quand on lutte pour sa vie, on ne se demande pas si l'on enfonce dans le combat le portail de son voisin. » Les Allemands ressemblaient « à un homme paisible qui serait assailli en même temps par trois hyènes altérées de sang ». « Si nous devions en notre qualité d'Allemands signer une déclaration comme celle que vous nous proposez, ce ne pourrait être qu'après que des chrétiens anglais, français et russes auraient d'abord flétri publiquement l'infamie de l'attaque, le crime sacrilège qui seul a rendu cette guerre possible. » Compatissant aux illusions des patriotes français touchant le cours de la guerre, M. Dryander — le 15 septembre ! — pensait devoir ajouter à sa lettre « quelques déclarations officielles » du gouvernement allemand qui montraient « la situation sous son vrai jour ». Il concluait en disant : « Notre sainte colère et la condamnation morale que nous portons devant Dieu sur la politique de nos ennemis s'adressent aux peuples et aux gouvernements. Quelle part de responsabilité incombe à chacun des membres de la nation, Dieu seul le sait. Mais, de par la loi de la solidarité, chacun porte la faute de son peuple et les consé-

quences de cette faute, comme il aurait part à l'honneur de son pays. Rien ne nous empêche pourtant de dire que nous considérons tous les hommes comme des frères en Christ, à quelque nation qu'ils appartiennent, et que nous les traiterions comme tels, si l'occasion s'en présentait. »

Le ciel nous préserve d'avoir à subir jamais la charité du pasteur Dryander ! Le bienfait nous en tomberait de si haut que la reconnaissance nous serait difficile. Cette réponse à l'évangélique M. Babut n'a retenu de l'Évangile que la fausse prière du pharisien : « Je te rends grâce, ô Dieu, de ce que je ne suis pas comme le reste des hommes, qui sont voleurs, injustes et adultères ! » Le christianisme ici n'est que de surface ; c'est le vêtement baptismal dont l'Allemand recouvre sa nudité pour se dire parfait disciple de Jésus. Il n'y a toujours par dessous que l'orgueil allemand. Au pédantisme des savants allemands, à l'orgueil intellectuel qui leur fait regarder l'Allemagne comme le centre de toutes les lumières, correspond l'orgueil spirituel — non moins inintelligent — des hommes d'Église allemands qui leur fait voir dans l'Allemagne le paradis de la pure foi et de toutes les vertus. On peut conjecturer que M. Dryander, prédicateur de la cour, s'abstient de commenter l'Évangile à son impérial maître, parce que, ce faisant, il aurait l'air de supposer fort injurieusement que Guillaume II n'en est pas pénétré jusque dans la moëlle de ses os. La plus élémentaire sagesse et la

plus simple considération de nous-mêmes — sans parler des autres — nous apprennent que l'intelligence de tout homme et aussi sa valeur morale sont limitées. Les Allemands paraissent tout étonnés de se voir si intelligents et si parfaits. C'est sans doute qu'ils se connaissent mal ; car il est impossible que leur esprit n'ait des bornes, leur science des lacunes, et qu'il ne se remarque même plus d'un accroc à leur vertu. Tout le monde est maintenant édifié sur « la miséricorde », « l'humanité », « la maîtrise de soi », « la conscience », « la douceur » avec lesquelles l'état-major allemand, l'armée allemande ont conduit leurs opérations en Belgique et en France.

M. le pasteur Dryander, ministre du saint Évangile, prend la Belgique pour une simple porte que l'Allemagne enfonça par mégarde en luttant pour sauver sa vie. M. A. von Harnack, bibliothécaire de la cour où M. Dryander est prédicateur, compare la même Belgique aux pains sacrés que l'antique David mangea, dit l'Écriture, faute d'autres provisions, pour ne pas mourir de faim. Ni le pieux prédicateur ni le savant bibliothécaire n'ont daigné penser que la Belgique, c'étaient les Belges, et que les Belges étaient des hommes, et que ces hommes avaient un droit, la propriété de leur sol et d'eux-mêmes, les Allemands, d'autre part, à moins que leur dieu ne leur ait donné des droits particuliers sur tous les peuples, n'ayant pas celui de considérer Belgique et Belges comme une chose à eux ni

de les encombrer d'une guerre qui ne les regardait pas.

Si les meneurs de l'opinion allemande, chefs politiques, pasteurs et professeurs, étaient capables de se regarder eux-mêmes pour se connaître et se critiquer un peu, au lieu de s'admirer sans réserve, ils verraient bien que l'Allemagne a la principale responsabilité dans les causes éloignées de la présente guerre, puisqu'elle la préparait, qu'elle ne cessait pas d'en menacer l'Europe, et qu'elle comptait sur cette guerre éventuelle pour asseoir définitivement une sorte d'hégémonie que l'Allemagne aurait exercée sur le monde ; ils s'apercevraient aussi que le moindre esprit de conciliation de la part du gouvernement allemand aurait pu, jusqu'à la dernière heure, empêcher le cataclysme, et qu'il n'y a eu de sa part qu'exigences impérieuses suggérées par un fol orgueil et une confiance téméraire dans le succès.

Les « chrétiens anglais, français et russes » n'ont point à « flétrir publiquement » leur gouvernements pour « l'infamie de l'attaque », car « l'infamie de l'attaque et le crime sacrilège qui seul a rendu cette guerre possible » appartiennent à d'autres. Les Allemands sont seuls à penser qu'il y ait « crime sacrilège » à ne se point rendre esclaves des Allemands. Et le ridicule serait grand de la prétention allemande à réaliser dans cette guerre la perfection de l'héroïsme chrétien, si l'odieux, hélas ! ne l'emportait infiniment sur le ridicule à

raison des crimes véritables, sans nombre, inouïs, dont se souille une armée qu'on a l'audace de nous présenter comme une armée de saints. Si le mot « sacrilège » a encore un sens, il doit s'appliquer à ceux qui se rassasient de meurtre, de viol et de pillage en invoquant le nom de Jésus.

Jésus ! Cette figure dont l'auréole éclaira les siècles passés ne serait-elle plus qu'une ombre qui s'efface à l'horizon du nôtre ? En vain les chrétiens de la Réforme s'étaient flattés d'en rafraîchir les traits, qu'ils disaient immortels; ils en ont accéléré plutôt l'évanouissement. Pour se convaincre que l'Évangile et le Christ sont bien peu vivants au pays de Luther, dans la patrie du protestantisme, on n'a qu'à lire M. Dryander. Il n'est pas jusqu'à M. Babut, un des rares survivants du christianisme, qui ne nous aide à comprendre pourquoi cette déchéance était inévitable et pourquoi le Christ semble méconnu et oublié partout, même en dehors de cette Allemagne qui se réclame hypocritement de lui. M. Babut ne paraît pas voir que le premier article de sa déclaration n'a pas de sens au point de vue de l'Évangile et qu'il est en pleine contradiction avec le second.

L'Évangile ne connaît pas de patrie, et quand M. Babut déclare vouloir ne rien faire ni dire qui ne soit en harmonie avec le sincère et ardent patriotisme qui l'anime, il détruit par avance ce qu'il affirme ensuite touchant Dieu père de tous les hommes, la fraternité universelle, le devoir essen-

tiel de l'amour ; ou bien cette seconde déclaration détruit la précédente. Si nous devons défendre notre patrie contre ceux qui l'attaquent, la guerre est légitime ; mais, si nous sommes tous frères, nous devons nous embrasser, au lieu de nous entretuer. L'Évangile de Jésus ne suppose point la patrie, il la supprime. La guerre entre vrais chrétiens serait chose absurde et inconcevable, s'il existait de tels chrétiens. Car M. Babut lui-même n'est pas chrétien tout à fait, il l'est jusqu'à concurrence de son patriotisme. Avons-nous raison pourtant d'être patriotes, au risque d'être un peu moins chrétiens, ou même pas du tout ? Oui sans doute, puisque notre unique espérance de vie est dans notre patriotisme. Le chrétien vraiment évangélique serait celui qui se laisserait tuer sans se défendre et qui d'abord refuserait de prendre les armes, même pour le service de son pays. Seuls les pacifiques ont droit, selon l'Évangile, au titre d'enfants de Dieu. Que le vrai fidèle s'abandonne aux persécutions, aux souffrances et à la mort : le royaume des cieux lui appartient.

Ce n'est pas que l'idée de la fraternité universelle soit à traiter d'extravagance, et l'impérissable honneur de Jésus sera d'en avoir ébauché le principe en termes plus nets et plus persuasifs que personne avant lui. Mais force est bien de reconnaître que le christianisme a failli perpétuellement et de plus en plus à la réalisation du principe posé par le Christ. Et la raison de cette faillite n'est pas à

chercher du côté de l'humaine imperfection, qui n'est point niable, mais dans la forme même, trop simple, trop imaginaire et trop absolue, que le principe avait prise dans l'Évangile. La fraternité humaine est un idéal à poursuivre : Jésus la présentait comme un fait acquis. Un même Dieu avait créé tous les hommes et les couvait de sa protection ; cependant le monde allait à sa ruine et les hommes se perdaient dans l'iniquité ; mais Dieu allait venir et, par une subite manifestation de sa puissance, installer dans un règne d'immortelle félicité toutes les victimes de l'injustice ; là, plus de douleurs ni de larmes, plus de crainte ni de mort ; ce serait une éternité de joie dans un monde divin.

Rêve sublime et impossible, que les peuples méditerranéens, inquiets et troublés, souffrant dans leurs masses profondes, acceptèrent, sauf à en corriger peu à peu les invraisemblances. Le judaïsme, ardent et malheureux, avait conçu cet espoir enthousiaste plutôt que de rompre avec sa foi. Jésus l'avait accepté comme l'expression de la souveraine miséricorde, en insistant sur la loi d'amour qui devait être celle des fils de Dieu. Pour consoler l'homme de la vie présente, incertaine et souvent cruelle, il lui offrait une place dans la cité bienheureuse que Dieu allait instituer sur la terre. Cette espérance de désespérés n'avait qu'un tort, celui de méconnaître les conditions réelles de l'existence humaine. On l'adopta cependant, on s'y cramponna

longtemps, plusieurs s'y attachent encore, parce que, pour se tenir ferme dans la vie, l'homme a besoin de l'espérance comme d'un appui indispensable. Comment se risquerait-il à un effort où il s'épuise et dont le résultat utile est souvent perdu pour lui, si malgré tout il ne réussissait à croire qu'il ne peine pas ni ne meurt pour rien ? L'illusion n'est pas vaine qui donne du courage pour les renoncements nécessaires.

Mais fragiles étaient les conditions de l'espérance et de l'idéal évangéliques. Le règne de Dieu ne vint pas, et ce fut seulement l'Église qui se constitua sur la terre. D'autre part, les prétendus enfants de Dieu ne se sentaient point frères, bien qu'on leur enseignât qu'ils l'étaient. Ils s'efforçaient bien à croire, mais ils parvenaient mal à réaliser ce qu'ils croyaient. Le mirage de la foi put se maintenir durant des siècles nonobstant la contradiction des réalités, parce qu'on avait tâche plus urgente que de le contrôler. Il fallait continuer de vivre, de lutter, de souffrir, et le ciel en haut, le ciel invisible, consolait toujours des misères d'en bas. Lorsque le choc des peuples se fut un peu apaisé, que la science grecque put renaître, que les sages eurent un temps de réflexion, l'humanité occidentale put raisonner la foi dont moralement elle vivait, puis la discuter.

L'écart énorme que dès l'abord on constata entre l'idéal chrétien et la vie des peuples qui avaient grandi dans l'Église catholique provoqua une pre-

mière crise : on s'en prit à l'Église de ce que le monde était si peu chrétien, comme s'il eût dépendu d'elle que sa croyance fût pleine de réalité ; qu'un Dieu père des hommes fût penché sur eux avec bienveillance, et qu'il eût mis au cœur de tous l'amour fraternel où il les conviait ; que la vie présente n'eût de sens que par l'immortalité future, Dieu lui-même ne devant pas, quoi qu'eût promis Jésus, faire régner un jour la justice en ce monde. Au fond, l'Église, dans une assez large mesure, avait amendé l'illusion évangélique, et l'idée de restaurer le pur Évangile était une autre chimère. Le grand effort du protestantisme ne pouvait aboutir qu'à un résultat : précipiter la dissolution du christianisme occidental en attirant l'attention sur l'inconsistance de son point de départ.

Une bonne partie de l'Allemagne, et la Prusse surtout, est arrivée beaucoup plus tard au christianisme que les peuples méditerranéens. L'idéal chrétien ne l'aura point pénétrée aussi profondément, aussi universellement que ses docteurs aujourd'hui le prétendent. Dans l'ébranlement de l'ancienne foi, qui se produit au XVIIIe siècle, l'Allemagne a pu paraître un moment se tourner, comme la France, vers un grand idéal d'humanité qui était, en quelque manière, une transformation, une adaptation de l'idéal évangélique. Mais le vieil esprit national s'est réveillé au cours du XIXe siècle, et à la place du dieu de la métaphysique chrétienne, à la place du dieu de l'Évangile, à la place du Christ, on a vu

surgir le dieu des Allemands, renouvelé du Iahvé de l'Ancien Testament, qui tue les Cananéens pour donner leur pays à Israël son peuple, renouvelé aussi des antiques divinités de la Germanie, farouches et guerrières, qu'on appréciait pour leur utilité. Les Germains, dit César, estiment seulement les dieux qui leur servent, *quorum aperte opibus juvantur.* (1)

Le bilan du pur Évangile est établi dans la correspondance de M. Babut et de M. Dryander : l'un nous montre, sans le vouloir, en ses deux propositions, l'essentielle incompatibilité qui existe entre un patriotisme nécessaire à la vie des peuples et le programme du Discours sur la montagne ; l'autre nous fait voir, avec une inconscience vraiment colossale, l'hypocrisie d'un christianisme exterminateur. A en juger du dehors et sur les apparences, ne serait-on pas tenté de proclamer la faillite définitive de l'idéal évangélique ?

A côté de ceux qui ont parlé, ayant à dire quelque chose, il y en a un, plus grand, qui s'est tu, ou qui a parlé tout exprès pour ne rien dire, ce qui revient au même.

Pie X acheva de mourir en voyant le fléau que déchaînaient ses patrons et amis, l'empereur d'Allemagne et l'empereur d'Autriche. Il n'eut pas le temps de voir comment ils menaient leur entreprise. Benoît XV fut élu juste au moment où la

---

(1) *De bello gallico*, VI, 21.

guerre allemande montrait en Belgique le caractère que l'on sait. Le nom qu'il choisit avait l'avantage d'interrompre l'alternance monotone des Pie et des Léon, tout en rappelant un des papes les plus instruits et les plus modérés qu'ait eus l'Église. De plus on lui prêtait les grandes vues de Léon XIII et cette intelligence bienveillante des temps présents qui est d'ordinaire désignée sous le nom de libéralisme. Mais le libéralisme d'un pape est toujours limité par sa fonction même, qui ne lui permet pas d'être lui et qui veut qu'il soit pape. Ainsi en est-il de Benoît XV.

Beaucoup néanmoins s'encourageaient à penser que le nouveau pontife allait prendre conscience de la douleur infinie qui est maintenant au cœur des peuples et qu'il allait la crier bien haut, sans colère de l'âme ni violence du langage, mais pour exprimer l'horreur que doit éprouver, en face d'un pareil massacre, tout homme qui n'est pas un tigre. Il aurait proclamé la honte éternelle d'une civilisation qui aboutit à cette boucherie. Il aurait pleuré l'humanité mourante, cette belle jeunesse où il y avait tant d'intelligence, et de courage, et de ressources pour l'avenir des nations, et qui tombe dans la nuit avec nos espérances. Il aurait dit la désolation des foyers, la ruine des campagnes, la destruction des villes, les ruines morales surtout, les crimes amoncelés. Il aurait flétri ceux qui, dès longtemps, avaient soufflé la défiance, la jalousie, la haine, l'appétit du carnage, dans les masses cré-

dules et excitables. Il aurait dénoncé le mystère d'iniquité, le monstrueux forfait de ceux qui avaient voulu la guerre et qui en porteraient devant l'histoire, — lui aurait dit aussi devant Dieu, — la responsabilité. Il pouvait tout dire sans nommer personne, et même il ne devait nommer personne. Il devait faire appel à la conscience de tous devant un juge suprême qui serait cette conscience même de l'humanité. Il devait remontrer à tous que les peuples aussi ont des devoirs sacrés les uns envers les autres ; que les paroles données ne sont pas des mots qui passent ; et qu'une nation n'est pas une proie à dévorer par un voisin plus fort ; et que la guerre n'autorise ni le vol, ni le viol, ni le meurtre des individus inoffensifs, qui n'est toujours qu'un assassinat ; et que l'invasion d'un pays ne supprime pas son droit à l'indépendance ; et que la force brutale s'exerçant contre la justice n'est que brigandage. Dans cette justice même il aurait montré la solution du conflit, l'Europe ne pouvant être définitivement pacifiée que si l'on n'y voit plus un seul peuple opprimé. Il aurait terminé par des paroles d'amour, en indiquant l'immense effort qui serait à faire, l'immense bonté qui devrait inspirer cet effort, pour que les peuples revivent après la tourmente, que les âmes se rassérènent, que les hommes apprennent enfin à s'aimer comme le voulait Jésus, que les ruines, toutes les ruines se réparent, qu'un monde nouveau, meilleur que l'ancien, surgisse de ces décom-

bres, et les recouvre, et que soient oubliés les jours ténébreux.

Ce n'est pas un tel discours qu'on nous a fait entendre, mais, après une lamentation assez banale et vague sur les malheurs de la guerre, une déclaration par laquelle Benoît XV se défend d'apprécier les faits de la guerre au point de vue de la justice. Un peu équivoque et déconcertant au premier abord, le texte de cette déclaration solennelle est une confession involontaire de ce qu'est aujourd'hui la papauté. Le successeur de Grégoire VII et d'Innocent III dit, à propos de la guerre, en son allocution consistoriale du 22 janvier :

S'il ne nous est pas donné de hâter la fin d'un fléau aussi grave, puissions-nous au moins en atténuer les douloureuses conséquences !... Notre mission apostolique ne nous permet pas de faire davantage aujourd'hui. Quant à proclamer qu'il n'est permis à personne, pour quelque motif que ce soit, de léser la justice, c'est sans aucun doute le plus haut devoir qui incombe au Souverain Pontife, constitué par Dieu comme son interprète suprême ; et nous le proclamons sans détour, réprouvant hautement toute injustice, de quelque côté qu'elle ait été commise. Il est inutile pour cela d'engager l'autorité pontificale dans le litige même des belligérants. A coup sûr, pour tout esprit pondéré, il est manifeste que, dans cet effroyable conflit, le Saint-Siège, sans cesser de s'en préoccuper avec une extrême attention, est tenu de garder une complète impartialité.

Le Pontife romain, en tant d'une part qu'il est le vicaire de Jésus-Christ mort pour tous les hommes et pour chacun, en tant d'autre part qu'il est le père commun des catholiques, doit embrasser dans un même sen-

timent de charité tous les combattants. Il a, de chaque côté des belligérants, un grand nombre de fils dont le salut doit lui causer une égale sollicitude. Il est par suite nécessaire qu'il considère en eux, non les intérêts spéciaux qui les divisent, mais le lien commun de la foi qui les rend frères. S'il se comportait autrement, non seulement il ne contribuerait pas à la cause de la paix, mais, ce qui est pire, il attirerait à la religion des aversions et des haines, et exposerait à des troubles fort graves la tranquillité et la concorde intérieure de l'Église.

Ainsi le pape ne veut pas commettre l'autorité pontificale dans le litige des belligérants, ni considérer les intérêts spéciaux qui les divisent, parce que son devoir de chef de l'Église est d'observer à leur égard « une complète impartialité ». L'aveu est à retenir ; mais nous devons constater qu'il se présente en termes ambigus. Sa Sainteté ignore ou méconnaît le sens propre du mot *impartialité*, qui apparaît ici confondu avec celui de *neutralité*, s'il ne lui a été délibérément substitué.

L'impartialité s'entend d'une parfaite justice à observer dans le traitement des personnes et l'appréciation des choses. La neutralité n'a rien de moral en soi ni de commun avec la justice ; c'est une attitude qui consiste à rester impassible devant une querelle qui divise autrui, à ne prendre fait et cause pour aucun des tenants opposés. L'impartialité est un devoir et une vertu ; la neutralité est affaire de vulgaire prudence et l'on peut dire de politique. Impartialité et neutralité sont donc des choses très différentes ; elles sont même incompa-

tibles sur le terrain de la moralité, car on n'a pas le droit d'être neutre en morale, et qui se prétend neutre dans une question où la justice est intéressée manque à l'impartialité. Quiconque, en effet, adopte en pareil cas une position indifférente, favorise en réalité celui qui a tort contre celui qui a droit. Or c'est de neutralité que se pare Benoît XV, tout en affectant l'impartialité. L'on peut donc se demander pourquoi le pape est neutre et pourquoi, tout en revendiquant le droit de proclamer la justice au nom du dieu dont il est l'interprète, il se dispense de juger en toute impartialité les événements de la guerre actuelle.

Qu'il soit simplement neutre, sa conduite depuis le commencement des hostilités nous l'avait dit avant que son langage nous le confirmât. Il a pu voir l'écrasement de la noble Belgique, victime de sa loyauté, de la Belgique, le seul pays du monde où le gouvernement s'avouât catholique; il a pu voir l'incendie de Louvain, la destruction de la plus belle et de la plus célèbre des Universités catholiques; il a pu voir massacrer par les Allemands quantité d'hommes sans défense, de femmes, d'enfants, de prêtres, tous membres de l'Église catholique; il a pu voir un cardinal de la sainte Église romaine, primat de Belgique, traité en prisonnier, empêché de dire à son peuple une parole qui rappelait le droit et qui voulait soutenir l'espérance; il a pu voir tout cela sans que l'univers ait connu de lui un seul mot authentique de protes-

tation ; il a plutôt blâmé discrètement le cardinal Mercier d'avoir proclamé le droit. Assurément Benoît XV est neutre, aussi neutre que les gouvernements de la Suisse, de la Hollande, de la Suède, de la Norvège et du Danemark, aussi neutre que son voisin du Quirinal, peut-être même un peu davantage, et il n'avait pas besoin de nous le dire.

Il nous l'a dit cependant, et nous devons lui en savoir gré, parce que sa parole aide à comprendre ce que sa froide attitude avait d'obscur, de vraiment inintelligible pour tous ceux, croyants ou incroyants, qui s'obstinaient à voir surtout dans le pape le père spirituel, le guide moral des fidèles catholiques. Nous savons bien, nous, que la guerre est un fait humain sur lequel on peut et l'on doit porter un jugement moral, un fait qui est juste ou injuste dans ses causes et dans ses conditions. Nous savons bien, nous, que le droit ne mettait pas la Belgique à la discrétion des Allemands pour abuser d'elle contre nous. Nous savons bien, nous, que les Allemands se sont souvent comportés en Belgique et en France comme des sauvages. Benoît XV veut bien nous avertir que, comme pape, il ignore toutes ces choses, qu'il ne veut point les juger, que même il ne le doit pas, que le litige des belligérants échappe à sa compétence, qu'il s'interdit de considérer les intérêts qui les divisent. La raison, dit-il, c'est qu'il est impartial. A quoi l'univers entier peut répondre : « Très Saint Père, sauf respect de votre infaillibilité, vous vous trompez de mot. Ne

dites pas que vous êtes impartial, sinon vous seriez obligé d'émettre un jugement et même de vous prononcer contre l'injustice; dites franchement que vous êtes neutre, car c'est cela qui est vrai. »

Si le pape ne se reconnaît le droit d'opiner en matière de justice que pour définir théoriquement l'obligation de ne point faire tort au prochain, il n'y rencontrera jamais de difficulté. Mais le premier venu peut s'acquitter de cette facile besogne, qui n'est point par elle-même une œuvre de justice. Lorsque Benoît XV nous signifie qu'il n'engagera pas l'autorité pontificale dans le litige des belligérants, il n'espère pas sans doute nous persuader que ce litige n'est point appréciable en justice; il ne peut vouloir dire qu'une chose, c'est qu'il ne veut ni ne doit s'en mêler, c'est-à-dire qu'il entend rester neutre à l'égard de ce litige. De même quand il parle des inconvénients que pourrait avoir une intervention de sa part, c'est-à-dire un jugement qui serait dicté par des considérations de justice impartiale, il ne se met pas au point de vue de la vérité ni du droit, mais au point de vue de l'opportunité politique, point de vue qui est celui de la neutralité. Les troubles dont il s'effraie ne sont point l'inquiétude et le remords des consciences averties de leurs erreurs et de leurs crimes, mais les embarras que pourrait causer à l'administration pontificale le mécontentement des pouvoirs et des peuples dont une intervention publique pour le respect du droit aurait dérangé

les ambitions et les calculs. D'où il suit que le pape ne pourrait défendre la justice que s'il n'y voyait aucun risque, c'est-à-dire si la justice n'était point violée par les puissants. Et par conséquent, nonobstant les apparences, et en dépit du vocabulaire dont elle enveloppe ses déclarations, l'autorité du pape n'appartient pas principalement à l'ordre moral ; c'est surtout un débris de pouvoir politique dont le possesseur ménage très naturellement la conservation par le moyen de la neutralité.

L'on doit comprendre maintenant pourquoi Benoît XV n'a point prononcé les paroles libératrices que nombre de catholiques, et même de non catholiques, malgré tant d'expériences contraires, voulaient encore attendre du pontife romain. Pour dire ces paroles de justice, d'amour et d'espérance, il lui aurait d'abord fallu les sentir et les penser ; pour les sentir et les penser, pour être ensuite poussé par elles irrésistiblement à les jeter sur le monde en pluie de larmes et de consolations, il lui aurait fallu être le représentant, la tête et le cœur de l'humanité. Or, en toute vérité, le pape n'est pas ce représentant ; il ne prétend pas l'être, il ne veut pas l'être. Le vieux Lamennais s'était imaginé que le pape l'était et qu'il pouvait le devenir davantage. Grégoire XVI lui a répliqué assez durement que ce n'est point l'humanité qui est représentée dans le pape, mais l'autorité du Christ et de l'Église, et que le rôle du pape n'est point d'aimer, mais de commander. D'autres qui ont partagé plus ou moins

l'illusion de Lamennais ont reçu la même réponse. Le pape incarne la tradition de l'Église romaine, et il est un pouvoir de gouvernement, administrateur d'une vieille foi et d'une vieille organisation ecclésiastiques qu'il doit préserver de toute atteinte comme une institution divine. Sans qu'il soit besoin de recourir à l'exégèse biblique, à l'histoire, au sens commun, à la saine philosophie, pour discuter les titres du catholicisme romain, chacun peut voir qu'en notre affaire il s'agit de tout autre chose, et que si le pape n'a rien dit qui compte dans les présentes circonstances, c'est tout bonnement qu'il n'avait rien à dire ni à ceux qui meurent, ni à ceux qui survivront. Il s'en est même remis au clergé pour rappeler aux fidèles les espérances de leur foi, et nul n'a lieu de l'en blâmer ; car on ne peut rappeler utilement ces espérances qu'à ceux qui les ont déjà, et il n'est pas expédient de les répéter bruyamment en public devant des gens qui ne les ont pas.

Depuis longtemps et de plus en plus le pape est devenu avant tout, sous les titres édifiants ou pompeux dont la nomenclature est ici superflue, chef du groupe de prêtres italiens qui tiennent en régie l'Église catholique. Le droit divin qu'on étale n'est que pour la garantie de ce privilège.

Il exista au moyen âge une façon de république chrétienne, — qui ne fut pas toujours un paradis de justice, — dont le pape était le président plus ou moins obéi et contesté. Les nations issues de

l'empire d'Occident conservaient sous sa direction une certaine unité. Il se flattait d'être leur juge et leur arbitre ; et de temps en temps, comme vicaire de Dieu, il déposait les rois. Élevé au-dessus de toutes les nations, il n'était d'aucune ; on le prenait dans l'une ou dans l'autre, et la papauté n'était pas un monopole italien. Le pape, en ce temps-là, n'était jamais neutre, parce qu'il était puissant, et il se flattait d'être impartial, parce que constamment il se mêlait de juger. Sa justice, même quand il en suivait les principes, n'était pas tout à fait la nôtre. Souvent, quand il excommuniait un prince afin de le détrôner, il attribuait à un autre son royaume, traitant ce peuple comme un troupeau dont il aurait choisi le berger. Bien que les temps soient changés et que le pape n'excommunie plus les rois qu'avec une extrême discrétion, la notion du droit ne s'est pas pour lui beaucoup éclaircie, et, en fait de droit, il connaît surtout le sien, le droit qu'il dit tenir de Dieu sur ce qu'il appelle le troupeau du Seigneur.

Les peuples s'étant peu à peu émancipés et la papauté s'étant italianisée, il y eut pendant quelques siècles un petit prince italien qui était chef de l'Église catholique et retenait le plus qu'il pouvait de la puissance politique qu'avaient exercée, aussi des revenus qu'avaient perçus les papes du moyen âge. Son joug avait bientôt paru trop lourd aux peuples germaniques et la plupart s'en débarrassèrent. Les peuples latins continuèrent à le subir, bien que

leurs gouvernements y fissent quelque résistance. Aujourd'hui nous assistons à ce spectacle singulier : l'Italie s'étant emparée de Rome pour en faire sa capitale, le pape n'est plus prince temporel, mais il reste personnage politique, et toujours italien, parce qu'on a laissé se centraliser l'administration de l'Église catholique entre ses mains à ce point qu'il tient tout le clergé, surtout le clergé français, dans la dépendance la plus absolue ; ainsi la papauté devient une agence internationale, uniquement dirigée par des Italiens, avec laquelle les gouvernements, catholiques ou non, sont encore obligés de compter, parce qu'elle continue d'exercer une influence dans le monde par le moyen du clergé qu'elle gouverne despotiquement.

Que cette agence ne s'intéresse pas au droit des peuples, on n'a pas lieu de s'en étonner. Elle n'en a pas l'idée bien nette, et il lui serait malaisé de l'avoir, surtout de l'accepter. Le droit qu'elle-même s'arroge sur les nations et sur les individus, elle n'entend pas le tenir de leur libre adhésion, mais de Dieu seul. Ce n'est pas un droit actuel et vivant, mais un droit traditionnel et mort. C'est le droit impérial devant lequel on n'a qu'à s'incliner. Ses titres pourraient bien être fondés sur un mythe, mais il n'importe ; on le maintiendra comme objet de foi. Il ne correspond plus à l'intérêt des peuples, mais peu importe encore, car il se confond avec l'intérêt de la domination romaine. Le droit qu'ont à disposer d'eux-mêmes les groupes humains qui

sont conscients de leur unité morale et qui la veulent conserver, le Vatican n'est guère disposé à le comprendre ni à l'admettre. Ce droit est connexe à celui de la conscience individuelle, car il n'est pas autre chose qu'une liberté de la conscience collective. Et Rome ne connaît point ces libertés de la conscience ; elle s'attribue à elle-même le droit de commander et ne reconnaît au commun des hommes et des peuples que le devoir d'obéir. Ses sympathies profondes et même apparentes, sinon avouées, sont avec les pouvoirs despotiques, avec ceux qui affirment le droit divin de la force. Ce droit est comme le sien, un droit qui du dehors s'impose et qui ne se justifie pas autrement qu'en s'imposant.

Les honnêtes Belges et leur loyal monarque semblent avoir été surpris que le pape n'ait pas protesté contre l'injustice à eux faite et contre les abominations commises par les Allemands dans leur pays. C'est probablement que Benoît XV n'a pas senti comme eux l'injustice, et qu'il a compris, qu'il a pu comprendre la conduite de l'Allemagne. Il y a une nation catholique dont l'histoire depuis plus d'un siècle est une longue passion : on chercherait en vain dans les actes pontificaux une déclaration expresse sur le droit essentiel qu'avait la Pologne à conserver son existence nationale, et l'on trouverait en revanche plus d'une invitation à subir le prétendu droit de conquête, le droit des trois grands voleurs qui se sont partagé les mor-

ceaux du peuple martyr. Si le malheur voulait que la Belgique restât sous la botte des Allemands et que Guillaume II pût l'annexer à son empire, il n'est point douteux que le pape ne protesterait pas plus qu'aujourd'hui ; il se garderait de compromettre son autorité pontificale en proclamant le droit des vaincus ; s'il parlait alors, ce serait pour exhorter ceux-ci à l'obéissance et seconder le régime introduit par l'orgueilleux vainqueur. N'est-il point manifeste, « pour tout esprit pondéré », que le Vatican inclinait à voir autrement que les Belges le droit et le devoir dans la question de leur neutralité ? Aurait-il fait difficulté de leur octroyer l'absolution pour un manque de parole qui aurait profité aux Allemands ? Leur aurait-il interdit de penser qu'ils ne devaient rien à l'Angleterre antipapiste, à la France anticléricale, et qu'au lieu de risquer un écrasement sous la puissante coalition austro-allemande, ce qu'ils avaient de mieux à faire comme catholiques était de se rallier à la cause du pieux François-Joseph et du très religieux Guillaume II, que Pie X appelait « le saint empereur » ? Rome paraît avoir été aussi étonnée de la loyauté des Belges que les Belges sont maintenant étonnés de sa froideur à leur égard. Si elle contemple leur infortune avec une si sereine *« impartialité »*, ne serait-ce pas qu'elle leur en veut un peu d'avoir, par leur fidélité au droit humain, arrêté le châtiment divin qui allait accabler la France ?

Benoît XV, en effet, ne tire qu'une seule moralité des événements actuels. « Dieu, dit-il, permet que les nations qui avaient placé toutes leurs pensées dans les choses de cette terre se punissent les unes les autres, par des carnages mutuels, du mépris et de la négligence avec lesquels elles l'ont traité ; d'autres événements viennent encore s'y ajouter pour contraindre les hommes à s'humilier sous la puissante main de Dieu ». Le dieu que représente Benoît XV aurait donc, afin de punir les hommes de leurs fautes, induit les pires d'entre eux à commettre un crime qui dépasse en horreur toutes les iniquités précédentes, et dont le résultat le plus immédiat est l'extermination d'innombrables innocents. A ce châtiment de la guerre européenne, le pape insinue que son dieu a joint le châtiment italien d'un tremblement de terre. — Mieux vaudrait peut-être ignorer ces desseins de l'Éternel.

Quelqu'un a dit en Belgique ce que les Belges auraient souhaité entendre dire par le pape. Le cardinal Mercier, archevêque de Malines, dans une lettre pastorale que l'autorité allemande s'est empressée de supprimer, a décrit les souffrances de son pays, puis il a déclaré franchement que la Belgique est toujours la Belgique, que l'envahisseur n'est pas le maître légitime du pays qu'il occupe, que la population civile ne lui doit aucun sentiment intérieur de respect et qu'il convient seulement de supporter sa présence et ses exigences pour éviter de plus grands maux. Sur le point

essentiel, la déclaration qui proclame le droit de la Belgique à rester elle-même, le courageux prélat a exprimé la pensée nationale, l'âme, la conscience de la Belgique(1). Mais cette pensée si simple, si naturelle, si vraie, n'a trouvé aucun écho dans l'allocution pontificale, et le pape l'a ignorée volontairement quand, reprenant le sujet traité par l'archevêque de Malines, il a prononcé ces paroles incolores : « Pour ceux qui voient leur patrie occupée par l'ennemi, nous comprenons combien il doit être dur de se trouver soumis au joug de l'étranger, mais nous ne voudrions pas que le désir ardent de recouvrer leur indépendance les incitât spécialement à entraver le maintien de l'ordre public et, par suite, à aggraver de beaucoup leur position. » Ce qu'il appelle « maintien de l'ordre public », voilà, au fond, le seul droit reconnu et proclamé par Benoît XV ; le pape a bien l'air de reprocher au cardinal Mercier de l'avoir oublié, et « l'ordre » qui règne maintenant à Bruxelles lui paraît digne de tout respect.

Témoignons au pape Benoît XV toute l'admiration que nous inspire le cardinal Mercier. Mais ne négligeons pas de constater, après l'impuissance de l'Évangile, l'impuissance du pontificat romain devant la crise actuelle de l'humanité. Les grandes

---

(1) C'est encore cette âme de la Belgique qui parle dans la très belle lettre que le cardinal Mercier a écrite à l'archevêque de Paris le 15 mars dernier.

forces morales du passé ne dominent point la situation présente. Le monstrueux spectacle auquel nous assistons pourrait bien être plus déconcertant pour ce que nous appelons communément la foi que pour ce que nous nommons l'incrédulité.

La Religion

Ce n'est pas à dire qu'un souffle religieux n'agite en ce moment l'âme des peuples et n'y prépare obscurément leur avenir. Mais d'abord il importe de distinguer tout à fait ce mouvement profond d'avec un retour sensible aux anciennes religions, spécialement aux croyances et aux pratiques du catholicisme dans notre pays.

Comme il arrive d'ordinaire en ces terribles occasions, chacun se reprend à faire les gestes des ancêtres et se retourne vers ses dieux. Selon l'esprit des différents peuples, ce recours à la protection céleste peut varier notablement de caractère. La Russie n'a pas manqué de célébrer ses grands rites et de vénérer ses plus saintes images. La confiance des masses dans l'appui d'en haut doit y être celle qui soutenait notre Jeanne d'Arc et tels de ses compagnons d'armes qui avaient de la piété. Foi populaire où le sentiment national se colore d'espérance chrétienne. Les combattants serbes, beaucoup de simples croyants dans les armées de l'Autriche, de l'Allemagne, nombre de braves Belges sont probablement dans ces dispositions. Le dieu officiel des Allemands ne doit pas être celui que prient les bonnes gens ; ce dieu d'état-major est le génie de l'Allemagne célébré par cent mille bouches qui ont

surtout confiance dans la force allemande; il profite de toutes les louanges que les Allemands s'adressent à eux-mêmes; mais on est sûr de lui comme on est sûr de soi, et peu de ses fidèles doivent éprouver le besoin de l'invoquer. Les Anglais, peuple correct, n'ont certainement pas oublié leurs devoirs envers l'Éternel, mais ils n'ont pas mis d'affectation à les remplir; ils n'ont pas la prétention d'enrôler à leur service le dieu de l'univers, comme font les Allemands; ils savent bien que depuis longtemps Dieu est avec la puissante Angleterre, et ils ne se sentent pas près d'être abandonnés de lui.

Quelques-uns soutiennent qu'il s'est produit en France un réveil merveilleux de la foi. Et sans doute y a-t-il chez nous aussi un réveil de la foi, mais chez les croyants. Tous ceux qui n'ont point, par conviction et certitude, abandonné la religion de leur enfance, s'y rattachent avec empressement. Il est probable même qu'un certain nombre d'indécis, de demi-croyants, s'efforcent à croire tout à fait, se persuadent qu'ils croient, et font tous les actes de la foi, parce que le moment est sérieux et que l'on prend son appui où on le trouve. Que les églises donc soient maintenant plus fréquentées chez nous qu'avant la guerre, rien de plus naturel. Que nos soldats ne plaisantent point sur l'article de la religion, que parmi eux prêtres et croyants catholiques se trouvent à l'aise, c'est à quoi aussi l'on pouvait s'attendre. Quand on est ensemble

devant la mort, on ne rit pas de ceux qui pensent avoir quelque intelligence avec l'au-delà. Que même les incroyants s'associent à certains actes religieux des croyants et y prêtent leur concours, qu'ils se laissent emmener à une messe dite par l'aumônier qui les suit ou bien par un de leurs compagnons d'armes, que dans les hôpitaux surtout ils s'associent de même aux actes du culte, ce n'est point pour abjurer leur incrédulité, c'est pour faire acte de confraternité avec les croyants, c'est pour faire plaisir à la bonne sœur ou à la pieuse dame qui prodiguent leur dévouement aux blessés et aux malades.

D'autres indices qu'on allègue de ce renouveau religieux sont même susceptibles d'une interprétation plus humble. Dans certaine presse on parle volontiers des médailles pieuses dont seraient pourvus un très grand nombre de nos soldats. Le fait n'est point contestable. Mais il suffit déjà de l'énoncer pour compromettre singulièrement la portée du renouveau en question. Se nantir d'un porte-bonheur n'est peut-être pas l'acte de la foi la plus pure ni de la religion la plus haute. On accepte aussi la médaille pour ne pas faire de peine à la personne qui l'offre, et si c'est une mère, une épouse, une fiancée qui vous la donne, comment ne la garderait-on pas? Il en va de même si on la tient seulement d'une personne bienveillante. Et puis, convenons-en, la plupart des hommes croient encore plus ou moins au bon et au mauvais sort.

Puisque la médaille passe pour un talisman protecteur, qui sait si, en la refusant ou en la jetant, on ne se priverait pas de bonne chance, on n'attirerait pas sur soi le malheur? Le port de la médaille protectrice pourrait bien la plupart du temps n'avoir pas plus de signification religieuse que la coutume, observée encore de nos jours par beaucoup de gens du peuple, de toucher du fer quand on rencontre un oiseau de mauvais augure ou bien un ecclésiastique.

Rien ne paraît moins solide que l'espoir, assez ouvertement caressé par de notables publicistes, d'utiliser la guerre au profit d'une réaction politico-religieuse. Sous prétexte de déduire les leçons de la guerre ou bien d'interpréter ce qui se pense dans les tranchées, on a voulu nous faire entendre que nos soldats étaient en voie de concevoir tout un programme de réformes dont, sitôt la paix conclue, ils exigeraient l'accomplissement. Ce programme, que l'on n'a pas pu, à raison des circonstances, nous développer comme on l'aurait souhaité, paraît comporter beaucoup de choses auxquelles la plupart de nos défenseurs, sinon tous, n'ont pas pris le temps de songer. Et vraiment, ils ont autre chose à faire. Pour le moment, il ne s'agit pas de réformer notre vie nationale, il s'agit de la sauver; et c'est à quoi ils s'emploient vaillamment. A ceux d'entre nous que leur âge a retenus cet hiver au coin du feu, peu fiers de leur inaction, il peut convenir de spéculer sur les vieilles querelles et

sur les problèmes futurs de notre politique intérieure. Notre armée a une besogne plus urgente, et c'est cette besogne qu'elle accomplit. On nous l'a représentée comme voulant ceci, voulant cela : elle veut d'abord et uniquement ce qu'elle doit vouloir, c'est-à-dire le salut de la France. Il y a une foi et un amour dans lesquels elle est unanime, c'est l'amour de notre patrie et la foi indestructible en son avenir ; c'est dans ces sentiments que tous communient et que le pays entier s'accorde avec l'armée. Là est notre commune religion, celle qui ne connaît point d'athées, et dans laquelle indistinctement fraternisent les fidèles des croyances anciennes et les adeptes de principes nouveaux. Rien n'est moins conforme à la vérité, rien aussi peut-être n'est plus imprudent que l'espèce de fiction oratoire, — qui ressemble assez à une suggestion préméditée, — par laquelle on s'efforce de montrer cette unanimité réalisée dans la profession de la foi catholique romaine, désormais implantée au cœur de tous les Français. Car les divergences qui naguère existaient en matière d'opinions et de pratiques religieuses subsistent aujourd'hui dans les mêmes conditions et les mêmes proportions générales. Seulement ces divergences ne comptent pas devant le grand intérêt, la grande passion, la vraie religion du moment présent et de toujours, qui est le dévouement à la France immortelle. C'est sur la base de cette religion commune que l'on pourra, que l'on devra construire bientôt une

France plus unie, plus forte et plus belle, non sur celle des antiques croyances, que tous maintenant sont disposés à respecter en leurs concitoyens, mais que tous ne peuvent partager.

Parmi ceux qui meurent glorieusement pour la patrie, il en est qui ont gardé les sentiments de l'espérance chrétienne, et d'autres, en très grand nombre, qui y sont absolument étrangers. Il ne faudrait donc pas que les publicistes catholiques eussent la prétention de nous persuader que seuls savent mourir les prêtres et les croyants de la vieille foi. Tous nos braves auraient le droit de s'en offenser qui sont prêts au même sacrifice, et qui le font simplement, pour le même motif essentiel, sans l'espoir chrétien, qui se trouve ici accessoire. Un jeune soldat qui a eu la foi et qui ne l'a plus, interrogé sur cet esprit de religion catholique dont certains disent qu'est pénétrée notre armée, répond : « Sans aucun parti pris, je crois pouvoir vous affirmer que jamais je n'ai vu un soldat, soit dans les tranchées, soit au repos, témoigner de la moindre préoccupation religieuse. » Ces hommes-là, pourtant, n'ignorent pas qu'ils sont en danger immédiat et incessant de mort. « Ils savent », écrit le même correspondant, « par quotidienne expérience, que la mort peut les atteindre à chaque minute ; et ils ne songent même pas à la vie future. Je crois bien que tout ce qui touche à la religion n'existe plus pour eux. » Assurément il y a dans notre armée, à côté des prêtres et religieux mobilisés, un grand

nombre de catholiques croyants et pratiquants, sans compter un certain nombre de protestants et d'israélites non moins convaincus. Mais il paraît bien que la note qui domine les sentiments de tous, croyants et incroyants, est celle qu'exprimait poétiquement un officier français dans une lettre publiée par M. Maurice Barrès (*Écho de Paris* du 31 décembre 1914) :

L'harmonie du combat et sa grande poésie ne sont pas dans sa musique, non plus que dans le spectacle, fort peu animé somme toute, qu'il offre aux regards. Elles sont tout entières, à un degré extrêmement élevé, dans la notion du sacrifice total et permanent que consent volontairement chacun des combattants et qu'il consent avec une allégresse soutenue. Préférer quelque chose à sa propre vie. et donner celle-ci pour que ce quelque chose, c'est-à-dire l'existence de la patrie soit prolongée, voilà bien la cantate la plus magnifique qu'un musicien génial qui serait aussi un poète inspiré puisse composer pour l'enchantement des hommes. Eh bien ! ce grand poète et musicien, c'est chaque soldat pendant le combat ; et l'assemblage de toutes ces lyres, dont chacune donne son plus beau chant, sa note la plus suave, quand elle se brise, c'est cela l'orchestre formidable, l'orchestre élyséen de la bataille qui rugit et que les dieux écoutent empoignés.

Notre officier poète a écrit : « les dieux », et pourtant on ne le citerait point dans l'*Écho de Paris* s'il était païen ; peut-être est-ce le meilleur des catholiques. En tout cas, ce n'est point par mégarde, quoique tout spontanément, qu'il a oublié ici le dieu des chrétiens et ses promesses. Il a dit « les dieux » comme il aurait dit « les anges » ou « les étoiles »,

parce que, dans la circonstance, il ne lui est même pas venu à l'esprit que le dieu des chrétiens attend ses élus au sortir de cette vie. Ce n'est pas pour ce dieu que meurent ceux mêmes qui croient en lui, et ce n'est pas précisément pour aller à lui qu'ils meurent. Il est une vie auguste pour laquelle on sacrifie la sienne sans y regarder; mais ce n'est point l'immortalité bienheureuse dans la compagnie du Christ et des saints, c'est la vie de la patrie. Le reste est par surcroît, même pour le chrétien demeuré fidèle. Ainsi la religion qui se retrouve la plus vivante, qui, pour un très grand nombre, est la seule vivante, n'est pas la foi chrétienne, mais le culte de la patrie.

Dix-neuf siècles de christianisme n'auraient-ils donc abouti qu'à la résurrection des religions nationales et à l'effondrement de tout internationalisme, à commencer par l'internationalisme religieux ? Au premier abord, cette conclusion paraîtrait s'imposer. Lorsque M. Babut demandait à M. Dryander de prier Dieu pour obtenir « les bienfaits d'une paix juste et définitive », M. Dryander lui a répondu : « Nous implorons le triomphe de notre juste cause ». Lorsque M. Söderblom, archevêque d'Upsala, a demandé aux chefs des communautés protestantes de faire ensemble auprès de leurs princes et de leurs peuples une démarche en faveur de la paix, il n'a rencontré, à ce qu'il semble, aucune adhésion chez les principaux intéressés, et l'archevêque de Cantorbéry lui a répondu, pour

sa part, qu'une telle démarche ne correspondait pas aux sentiments du clergé anglican (1). Lorsque Benoît XV a prescrit des prières universelles pour la paix, il s'est trouvé des gens pour demander, non sans quelque raison, si cette manifestation ne tendait pas à paralyser notre effort national et n'en pouvait pas compromettre l'unité; mais on a pu leur répondre que les évêques de France, en promulguant le décret pontifical, avaient annoncé des prières pour la paix dans la justice, la paix dans la victoire, c'est-à-dire, en définitive, pour le succès de nos armes. Telle n'était pas tout à fait l'intention du pape, mais c'était la seule intention que pussent admettre des Français. Benoît XV, comme il était naturel, se sera trouvé seul capable d'adresser au ciel une prière neutre. Chaque peuple a maintenant, — et peut-être en fut-il toujours ainsi, — pour religion essentielle l'amour de son pays.

Mais il s'en faut bien que toutes ces religions, distinctes et même opposées par la diversité ou la rivalité des patries qui en sont l'objet, soient

---

(1) La proposition de M. Söderblom, qui eut lieu vers la fin de septembre 1914, s'accompagnait d'une déclaration de principes où il était dit, entre autres choses, que les causes de la guerre étaient remises au jugement de l'histoire, et les intentions des personnes au jugement de Dieu. Le pasteur Dryander, en refusant sa signature, a protesté que l'histoire ne pourrait démontrer qu'une chose, la justice de la cause allemande, et que l'Allemagne en se défendant contre ses agresseurs (?) accomplissait un devoir « chrétien ». Citations recueillies dans *The Yorkshire Observer*, 27 novembre 1914.

uniformes dans l'idéal que ces patries représentent et dans le sentiment qu'elles inspirent.

D'abord il est une idolâtrie, une *autolâtrie*, qui est toute prête à sacrifier à sa propre gloire, à l'accroissement de sa puissance, tout le reste de l'humanité, c'est la religion de la patrie allemande, c'est l'Allemagne et le culte du dieu allemand. Elle se considère comme une religion humaine, mais c'est le culte de l'Allemand, non celui de l'humanité, qui y domine; et l'Allemand n'est adorable que pour l'Allemand lui-même. L'Allemand se trompe tout à fait quand il s'imagine que sa culture de fer est le suprême idéal auquel puisse aspirer l'universalité des hommes. Il faut être Allemand pour se permettre de penser que le règne de l'Allemagne sur le monde serait le véritable règne de la justice et le règne de Dieu; que le peuple allemand tient seul le flambeau de la civilisation; qu'il défend en ce moment contre des voisins jaloux le trésor de tous les biens spirituels et moraux. Cette folie de grandeur est purement insupportable pour ceux qui en voient les excès; elle appelle sur ceux qui en sont atteints la seule leçon qui les puisse mettre en voie de guérison, s'ils sont guérissables, la leçon de l'adversité.

Les Anglais se font une autre idée du rôle qu'ils ont à jouer dans le monde. Dans le manifeste qu'ils ont publié à l'occasion de la guerre, (1) les princi-

(1) Nous le lisons traduit dans *Foi et Vie*, 16 novembre 1914.

paux écrivains de la Grande-Bretagne s'expriment ainsi : « Quelle que puisse être la destinée mondiale de l'Allemagne, nous, en Grande-Bretagne, sommes conscients d'une vocation et d'un devoir. Cette destinée et ce devoir, pour nous comme pour toute la race qui parle notre langue, sont de travailler au règne de la justice égale entre les peuples civilisés, de défendre les droits des petites nations et de maintenir les idéals de liberté et de légalité de l'Europe occidentale contre le règne de « sang » et de « fer », et la domination de tout le continent par une caste militaire. »

Cet esprit de liberté qui est la condition de tout développement humain, nul ne contestera qu'il soit un idéal et un sentiment réellement vivants dans le peuple anglais. Il suffit de regarder la constitution de l'empire anglais et la façon dont l'Angleterre administre ses colonies. Sans doute il y a l'Irlande, un legs du passé qui est difficile à liquider. Encore est-il que l'Angleterre peu à peu a émancipé l'Irlande et que la question irlandaise pourra sans doute être résolue sans trop de difficulté après la guerre. Ce n'est pas cette méthode que la Prusse était en train de suivre à l'égard des Polonais et de l'Alsace-Lorraine. L'empire anglais représente une confédération plutôt qu'un empire ; il n'entend pas s'imposer à ses voisins ; ce qu'on nous dit du « règne de la justice égale entre les peuples civilisés », et des « idéals de liberté et de légalité de l'Europe occidentale » est un programme acceptable de

culture universelle. Ce n'est pas toutefois un programme complet, ni tout à fait une religion ; c'est une part de vieille expérience qu'une nation pratique met à la disposition du genre humain.

Pourquoi n'avouerait-on pas que la présence de l'Angleterre à côté de la Russie fait dans la coalition anti-allemande un utile contrepoids à l'esprit qui a jusqu'à présent caractérisé l'empire des tsars et qui n'a pas été précisément un esprit de libéralisme ? Mais les Russes sont un peuple relativement neuf, encore en voie de formation et de civilisation. Eux-mêmes sentiront bientôt qu'ils n'ont plus rien à souhaiter pour la puissance, et ils ont déjà entrevu ce qu'ils auraient avantage d'acquérir en fait de véritable culture. On ne les blâmera pas trop de n'avoir point hâté des expériences politiques où ils auraient couru le risque de se perdre. Ils font maintenant, comme tous les peuples européens qui prennent part à la guerre, une expérience générale qui leur apporte d'utiles enseignements.

Dès qu'il a commencé à mettre en mouvement son immense armée, Nicolas II a pensé devoir promettre à la Pologne son autonomie. Promesse intéressée, a-t-on dit, et les ennemis ont ajouté même qu'elle était peu sincère. Ce n'est point faire injure au tsar que d'admettre l'intérêt. Il importait d'abord que la Pologne russe, qui allait inévitablement supporter le fardeau de la guerre, prît confiance au pouvoir qui maintenant allait la défendre contre l'invasion, mais dont elle ne pouvait oublier

qu'il a confisqué sa liberté. Il importait pareillement, puisque c'étaient aussi des territoires polonais, autres débris du grand pillage, que les Russes allaient occuper en progressant hors de leurs frontières, de rassurer ces provinces en leur faisant espérer la restauration de l'ancienne patrie jamais oubliée. Seulement l'intérêt ici va plus loin que la promesse, il pourrait bien aller jusqu'à l'accomplissement. Quelle qu'ait été la pensée secrète de Nicolas II et de ses conseillers, cette pensée ne devra-t-elle pas s'éclaircir dans la sincérité de son effet? Le monde entier a entendu la promesse; les alliés de la Russie l'ont entendue aussi et ils en sont presque solidaires ; les Polonais enfin l'ont recueillie et ils s'en souviendront. On ne conçoit même pas qu'ils souffrent actuellement pour rien les horreurs de la guerre, ni que la Russie en reprenant à l'Autriche et à la Prusse les membres détachés de la Pologne, les rejoigne à leur corps naturel pour faire au tout un sort misérable. La Russie s'exercera à la pratique de la justice et à celle de la tolérance religieuse. En quelque forme que se reconstitue la nation polonaise sous le protectorat de la Russie, dont elle aura besoin, ce sera, espérons-le pour l'honneur de l'Europe, la nation polonaise, la vieille nation catholique, maîtresse de sa langue et libre dans sa religion ; ce ne sera plus un peuple despotiquement administré et opprimé par les Russes.

Les Belges, de leur côté, auront fait une expé-

rience assez singulière. Seuls entre toutes les nations, ils avaient un gouvernement caractérisé politiquement comme catholique, et il leur a été donné de constater que cette qualité n'avait point en elle-même de valeur réelle, même au jugement du pape, chef de l'Église catholique. Entre eux et leurs assassins allemands le pape n'a pas voulu choisir; cette abstention était une préférence, et pour les Allemands, dont la plupart sont protestants. Ce qui compte aux yeux du pape est la puissance de la nation, non l'étiquette confessionnelle. Cette étiquette, les Belges eux-mêmes, sans s'en apercevoir, l'ont déjà négligée en s'affirmant unanimement Belges avant tout. Devant l'Allemand, catholiques et libéraux ou socialistes anticatholiques se sont simplement retrouvés Belges. Ce qu'ils ont de mieux à faire est de rester tels. Ils auront compris qu'ils s'accordaient entre eux sur l'essentiel de leur religion, le type de nation libre, laborieuse et honnête que la Belgique entend réaliser, et qu'ils n'étaient divisés que sur un accessoire, la part d'influence qu'il convient de laisser au pontificat romain. Le cardinal Mercier, les évêques et les prêtres belges ont montré que le clergé était animé de l'esprit national. Benoît XV a profité de l'occasion pour montrer de son côté que la papauté romaine réprouve cet esprit national dès qu'il ne sert point ses desseins ni ses intérêts. Les Belges savent donc qu'ils peuvent faire confiance à leur clergé : à eux de voir s'ils peuvent faire pleine

confiance au pape. Le vrai père de la Belgique a été son roi.

Pour les Français aussi, une grande leçon, qui paraît comprise du plus grand nombre, s'est dégagée de l'œuvre pour laquelle ils ont rassemblé leur effort.

Depuis bien des années, par la faute des hommes bien plus que par celle des événements, une division se creusait profonde entre la vieille Église, avec tout ce qui y touchait, et la société nouvelle, avec toutes ses forces et toutes ses aspirations. Après 1870, les sympathies de l'Église n'étaient point pour la République naissante, et la République regardait, non sans raison, le cléricalisme comme son principal ennemi. La politique de Léon XIII n'était pas le remède qu'il aurait fallu à cette situation. Car Léon XIII était pape, et, en prêchant le ralliement à la République, il ne poursuivait pas d'autre but que l'établissement d'une république cléricale, c'est-à-dire d'une forme de gouvernement qui aurait été juste le contraire de ce que les Français entendent par république, à savoir un régime de justice et de liberté démocratiques. La république selon le cœur de Léon XIII n'aurait été qu'un instrument de la politique pontificale, et le pape s'en serait servi d'abord pour peser sur l'Italie. Si Benoît XV, qui est, dit-on, la réincarnation de Léon XIII, se montre si parfaitement neutre, c'est qu'il n'attend pas beaucoup de nous.

Entre Léon XIII et Benoît XV, il y a eu Pie X, un « pape religieux », c'est-à-dire aveuglément confiant dans le droit divin de sa suprématie politique. Pie X n'a pu se résigner patiemment à l'échec diplomatique auquel avait abouti son prédécesseur et, la rupture du concordat étant survenue un peu par son fait et beaucoup par la force des choses, il n'a rien imaginé de mieux que de conquérir par la lutte ce que son prédécesseur avait voulu gagner par l'habileté. On sait à quoi il a réussi. Un double résultat paraissait obtenu : d'une part, le soin extrême qu'on avait pris de ménager le pape en réglant le statut politique de l'Église de France avait eu pour effet de livrer pieds et poings liés l'épiscopat et le clergé à la domination arbitraire de la curie romaine ; d'autre part, l'agitation stérile à laquelle se livra Pie X pour contrecarrer l'œuvre de nos législateurs ne fit que le discréditer devant l'opinion française. On s'accoutumait à regarder le cléricalisme comme à peu près vaincu, — et sans doute, il l'était, il l'est encore et probablement le restera. — Car l'indifférence des masses à l'égard de la vieille foi était allée grandissant, et le catholicisme apparaissait de plus en plus comme le culte d'une minorité qui tendait à vivre en dehors du courant national, assez mécontente, mais surtout impuissante.

Les événements actuels, qui n'ont pas changé les dispositions intimes de chacun relativement à l'objet propre de la foi ancienne, ne laissent pas

d'avoir modifié le rapport mutuel des partis en présence, puisque les partis ont cessé d'être et qu'après la guerre ils ne pourront pas se reconstituer sur l'ancien plan, si tant est qu'ils se reconstituent sous des étiquettes impliquant ou non la profession de catholicisme. Dans la tranchée on ne reconnaît plus les prêtres ni les fidèles, les croyants ni les incroyants, les cléricaux ni les anticléricaux ; il n'y a plus que des Français et qui font entre eux excellent ménage, parce que tous ont pour le moment la même religion, et une religion qu'ils pourront, qu'ils voudront conserver. Ils s'aperçoivent que, d'avance et sans qu'ils s'en doutassent, ils étaient d'accord sur cette religion-là, qui est bien la religion essentielle, et qu'ils ont eu grand tort de compromettre, en se querellant à propos de la vieille foi ou à propos du pape, les intérêts de cette religion nécessaire. S'il y eut en France des gens qui voulaient mener tout le monde à la messe, et d'autres qui voulaient, non moins ardemment, empêcher tout le monde d'y aller, ces deux variétés de fanatiques se sont évanouies « sur le front », où l'on n'a plus qu'une même volonté tendue contre l'envahisseur. On peut donc espérer qu'après la guerre, s'il subsiste d'anciens chefs du mouvement clérical et du mouvement anticlérical qui soient disposés à continuer leurs précédents combats, ni les uns ni les autres ne retrouveront leurs troupes, ce qui les obligera eux-mêmes à déposer les armes. S'il devient ainsi impossible de fanatiser le clergé

contre la nation et d'ameuter la nation contre le clergé, le pays s'en trouvera bien.

Grâce à Pie X, le catholicisme subsiste chez nous en dehors de la loi, et cette condition a pour lui quelques désavantages. Le pape Benoît XV, qui est diplomate, aime les négociations. Nos gouvernants, s'ils le jugent à propos, pourront lui donner le contentement de traiter avec lui telles affaires politico-ecclésiastiques résultant de la guerre même et de l'état nouveau où se trouveront certaines parties de notre domaine national ; ils pourront de même régler le statut de l'Église de France avec un agrément que Benoît XV donnera d'autant plus volontiers que la loi de séparation l'a fait maître du clergé français. Nos politiques anticléricaux n'ont pas besoin de s'inquiêter : le pape ne se soucie pas plus qu'eux d'un concordat.

Quant à réviser nos lois sur l'enseignement et sur les associations de telle sorte que la liberté réelle de l'un soit sacrifiée, et qu'une liberté illimitée des autres facilite un pullulement indéfini des ordres religieux, l'on peut croire que le pays ne le désire pas, que nos gouvernants hésiteront à s'y risquer et que le pape perdrait son temps à le demander s'il en avait l'idée. L'enseignement laïque aussi a droit à la liberté, et la majorité détachée du catholicisme n'a pas à subir en ce point la contrainte de la minorité. Que celle-ci profite de la liberté qui lui est donnée ; il ne semble pas qu'on lui doive rien de plus. La question des ordres religieux, par

le fait de ceux-ci, touche à la politique; et l'on peut être certain que le pape, qui a la réputation d'être en politique un homme très entendu, se montrera en cette matière plus accommodant que les avocats laïques de l'Église. Mais toutes ces combinaisons, qui seront de très grande importance pour Benoît XV, et qui auront une certaine importance pour la paix intérieure de notre pays, seront de signification nulle par rapport à la religion de l'avenir.

Quel sera le fondement de cette religion et son idée essentielle, pas besoin n'est d'être prophète pour le dire. Ce qui est révoltant dans la culture allemande, ce qui fait que, tout en invoquant Dieu à pleins poumons, elle est foncièrement impie, c'est qu'elle manque d'humanité. De cette culture brutale et de son dieu anthropophage nous n'avons que faire. Ce à quoi aspirent les hommes de nos jours, c'est à un idéal de liberté saine et de véritable justice. Ils désirent que la force ne serve plus à créer le droit, mais que le droit règle l'emploi de la force.

Cet idéal, le christianisme ne l'a point nettement dégagé de la pensée antique. Le christianisme, à vrai dire, n'est point fondé sur la notion d'humanité, mais sur l'idée transcendante et invérifiable d'une économie de salut éternel instituée par le Maître de l'univers pour ceux qu'il a bien voulu y appeler. Dès l'abord il se présente comme une confrérie internationale plutôt que comme une

religion universelle ; il est devenu la religion de l'empire romain, et c'est de cette religion impériale que procèdent, en des formes diverses, le catholicisme romain, les Églises nationales de l'Orient et les communautés de la Réforme. On a pu voir comment la crise présente, avec l'angoisse qu'elle provoque et les problèmes qu'elle intensifie, paraît déborder les anciens symboles, et les explications qu'ils donnent, et les promesses qu'ils font.

Si modifiée qu'elle ait été par les Églises, l'espérance évangélique n'en est pas moins restée le trait essentiel du christianisme, qui est une religion de l'au-delà, c'est-à-dire, non de l'inconnaissable, mais de l'inconnu et du rêve ; et cette espérance, le seul bien qu'elle garantisse à l'humanité vivante, ne la concerne pas tout entière. Le christianisme est une religion d'élus ; son dieu a ses prédestinés ; on dit qu'il a laissé jadis les nations suivre leurs voies, mais il n'a pas fini encore de les négliger ; il est censé gouverner le monde et l'histoire pour le plus grand avantage d'un nombre, assez restreint, d'individus qu'il comblera de félicité dans un avenir meilleur. Qu'ils souffrent en attendant, et les autres avec eux.

Or la notion vraiment religieuse d'humanité qui commence maintenant à faire son chemin dans le monde, bien péniblement, bien lentement, mais sûrement, et dont la seule apparition a déconcerté les anciennes divinités, ne s'accommode ni d'un nébuleux espoir comme bien suprême, ni de l'iné-

galité comme règle divine. Nous cessons de comprendre une religion dont l'objet essentiel est de créer une caste de privilégiés dans l'éternité. Le principe de notre foi est que l'homme, chaque homme naît avec un droit, que la seule qualité d'homme crée un titre à la vie, à une vie dont le droit essentiel est la propriété de soi. Le règne de Dieu dans une éternité problématique ne nous touche guère. A dire le vrai, il nous échappe et nous lui échappons. Même ceux dont l'imagination s'entretient encore de cette croyance n'y sont point attachés par le fond de leur âme. Ils s'y arrêtent surtout, comme on s'y est toujours arrêté, par la considération des morts, qu'on ne peut ni ne veut se représenter dans le néant ; mais ce n'est point d'après les espérances d'une vie future que se règle leur conduite, leur manière d'entendre et de pratiquer la vie présente.

S'il doit y avoir un règne de justice, — et nous voulons qu'il y en ait un, — que ce soit maintenant. Comme nous ne travaillons pas dans le vide, notre activité a des conséquences éternelles; mais quelles que soient ces conséquences, et quelles que puissent être les lois de l'invisible, c'est cette loi de justice qui nous paraît devoir être celle du monde visible, la loi de l'humanité vivante, au lieu d'être la vague et incertaine espérance de l'humanité qui meurt. C'est à faire naître et à réaliser cette loi de justice que tend le meilleur de nos efforts. Nous nous employons à la créer, car elle n'est parfaite encore

que dans notre intention, et même les applications que comporte son principe nous apparaissent peu à peu ; nous les formulons à mesure que nous les voyons. Graduellement se forme une conscience de l'humanité ; à certains égards, cette conscience chez nous procède de l'Évangile ; elle a été préparée par lui, ne serait pas née sans lui, mais elle le dépasse.

Ce n'est pas sans résistance, ni lutte, ni martyrs, qu'elle grandit, et ses moindres progrès sont chèrement achetés. Notre petit monde terrestre est fait d'humanités multiples et disparates dont chacune, sans y prendre garde, se considère comme l'humanité intégrale et parfaite, les autres groupes humains ne comptant que peu ou point à côté de celui dont on fait partie. Aux degrès inférieurs de l'évolution humaine, l'étranger n'est pas loin d'être un ennemi, s'il ne l'est tout à fait. Aux degrés supérieurs de cette évolution, chez les peuples qui actuellement se tiennent pour civilisés, il apparaît encore en fait comme d'une autre espèce, parce qu'il est d'une mentalité différente, qu'il a d'autres habitudes. Chaque humanité particulière a ainsi une façon d'égoïsme collectif, où il entre de la complaisance en soi, un orgueil qui peut avoir sa dignité, qui peut être une force, mais qui peut être aussi un principe d'aveuglement et d'iniquité. Parmi les types d'humanité qui arrivent ainsi à se constituer, il n'en est point de parfait, et il en est de très défectueux ; il en est même qui réussissent

à se rendre mauvais et odieux, d'autant plus redoutables et haïssables qu'ils sont plus forts.

A travers quel chaos de brutalités, d'oppressions, d'injustices, s'est fait jour la simple idée de la personnalité humaine et du respect qui lui est dû ! N'est-il pas vrai que cette idée, à peine réalisée dans la masse des individus chez les peuples dits civilisés, n'est pas encore bien efficace dans le régime intérieur de ces peuples et l'est encore moins dans les occasions qui les mettent en hostilité ouverte ? Si l'on veut en croire les Allemands, ils auraient, avant tous, découvert le droit de la conscience humaine, — que les premiers chrétiens et déjà Socrate avaient, sans attendre Luther, affirmé et pratiqué, — ils auraient exalté la personnalité humaine, et dans le sens le plus spirituel, puisque certains d'entre eux ont mis le dernier mot de la religion dans le prix infini de l'âme, résumant l'essence de l'Évangile dans cette formule, qui d'ailleurs n'est point évangélique : Dieu et l'âme, l'âme et son Dieu. Or ils sont obligés d'avouer que leur individualisme est, pour eux-mêmes, dans la pratique, très mitigé. Eux disent mitigé par la discipline. Mais la discipline dont il s'agit, toute militaire, étroite et rude, aboutit à une sorte d'automatisme, et, dans cette grande machine de guerre qu'est devenue l'Allemagne, il ne semble pas que le nombre des personnalités éminentes s'en aille croissant. Et quels égards l'Allemand a-t-il pour la personnalité des autres ? Nous l'avons vu à l'œu-

vre. Quel cas ont fait des vies humaines, des personnalités humaines, ces officiers massacreurs qui ont exterminé froidement des hommes sans défense, des vieillards, des femmes, des enfants, et ces soldats ivres de vin et de luxure dont on n'ose pas dire en propres termes les honteux exploits? Le dieu des Allemands a tôt absorbé l'ombre évangélique du dieu de l'âme individuelle.

Il est aussi une personnalité des peuples à laquelle s'attache pareillement un droit, le droit de rester elle-même et de se développer selon son génie. Si le sentiment rudimentaire de ce droit remonte aussi haut que les premiers groupements des familles humaines, combien s'en faut-il que le droit même soit vraiment reconnu par les nations qui pourtant ne subsistent que par lui! Chaque peuple en a pour lui-même une conscience confuse, et tous sont enclins à le méconnaître en autrui. La France de la Révolution est peut-être le pays qui a le plus intensivement développé le sentiment d'une conscience nationale, l'idéal d'un peuple qui entend se gouverner dans la liberté, l'égalité, la fraternité, la reconnaissance du droit qu'a chaque peuple d'être ainsi lui-même, la notion d'une humanité faite de nations libres et amies. Et c'est en partant de cette grande idée qu'elle abdiqua sa propre liberté, c'est-à-dire la meilleure partie de sa personnalité, aux mains de Bonaparte, et qu'elle se précipita sous ses ordres à la conquête de l'Europe! L'idée n'en était pas moins lancée, elle a fait son

chemin. Plusieurs nations européennes, dont l'Italie et l'Allemagne elle-même, lui durent leur résurrection. Mais l'Allemagne n'avait pas encore fini de se reconstituer une conscience nationale qu'elle se livrait sur la nôtre à un attentat dont l'Europe subit aujourd'hui les dernières conséquences. Et à quoi s'employaient naguère la plupart des « grandes puissances » européennes, sinon à l'étouffement de consciences nationales qu'elles voulaient supprimer en les absorbant dans la leur? Au surplus, toutes ces puissances n'ont-elles pas sur les mains une bonne part du sang que la Turquie a répandu depuis trente ans afin de retenir sous sa stérile domination les peuples chrétiens qu'elle est à jamais incapable de s'assimiler?

Cependant l'idéal grandit par les injures mêmes qu'il reçoit, et les événements se chargent parfois d'amener ceux qui l'ont le plus bafoué à s'en faire les apôtres les plus fervents. Il n'est certes pas impossible et il est à souhaiter que l'Allemagne, instruite par le malheur, revenue de sa frénésie conquérante et de son orgueil insensé, mais restée Allemagne et toujours vivante dans les limites véritables de sa nationalité, ne se voyant plus d'avenir que dans la liberté et dans la justice, s'éprenne ardemment de justice et de liberté. En ce temps-là, si les peuples dont l'histoire est sans péché ont seuls l'autorisation de lui jeter des pierres, elle ne sera point lapidée. La guerre aura peut-être fait d'autres conversions qui ne seront point sans éclat,

et quand même l'Allemagne aurait été la dernière et la plus grande coupable, nul ne pourra lui refuser le pardon promis par l'Évangile à tous les pécheurs repentants. Nul non plus ne pourra la convertir malgré elle, et son avenir sera dans ses mains. A elle de voir si elle réformera sa culture par le sens du droit, de la véritable humanité.

Il ne faut pas se faire trop d'illusions sur le prochain avenir. C'est surtout dans l'idéal que se rencontrent la vérité et la bonté, que la justice et la paix s'embrassent. Dans la réalité, ces choses excellentes se créent laborieusement. Certes il convient, il faut que la prochaine paix se fasse dans la justice. Mais nous savons tous et tous nous devrons nous rappeler que ni la justice ni la paix ne tiennent tout entières dans la lettre d'un traité. Les conventions internationales ne pourront que tracer les lignes entre lesquelles se déroulera ensuite la vie des peuples. Le traité ne fixera qu'un cadre géographique, et les peuples le rempliront. Que la détermination de ce cadre ne lèse le droit essentiel d'aucune nation, c'est tout ce que l'on peut demander ; et il appartiendra ensuite à chaque peuple de s'y organiser vraiment dans la paix et dans la justice. Il est certain d'avance que la sagesse ne viendra pas à tous également du premier coup. Cependant beaucoup de sagesse, même de sagesse purement politique, sera nécessaire un peu partout, après un si grand bouleversement, pour mettre toutes choses en ordre. Les professionnels de la

politique tâcheront d'y pourvoir, et l'on n'a point ici de conseils spéciaux à leur donner. Ce dont il s'agit est l'aspect religieux et moral de l'œuvre de paix.

Chacun aura éprouvé que la patrie est sa mère dans toute la vérité du mot. Elle est sa maison d'humanité. Il est beau de disserter sur la fraternité des peuples, mais on ne sert efficacement la république universelle qu'en servant d'abord la sienne, en l'honorant et en se dévouant à elle. Il faut savoir la comprendre pour l'aimer utilement. C'est lui faire tort que de s'enfermer dans un nationalisme étroit, égoïste et farouche. Ce qui rend l'Allemagne odieuse et ce qui la perd est cette forme de patriotisme aveugle et avide, qui ne connaît que soi, n'estime et n'admire que soi, dédaignant et opprimant tout le reste. Une nation civilisée qui se livre à ce sentiment peut tomber dans l'aliénation mentale. Notre patrie sera d'autant plus grande que nous croirons n'avoir jamais assez fait pour la grandir. Si nous comprenons où est sa véritable grandeur, nous ne courrons pas le risque du fanatisme. On peut voir maintenant où mène la folie des conquêtes. Ce qui fait à la France une place à part au milieu des peuples, c'est qu'elle a balbutié la première le nouvel Évangile de vérité, de liberté, de justice et de fraternité. Cet idéal était infiniment plus grand qu'elle, et notre tort dans le passé fut de croire que nous l'avions réalisé parce que nous en avions trouvé une imparfaite formule. Des formules

nous n'avons été que trop les dupes, et nous nous payons encore trop de discours. La valeur essentielle d'une nation comme celle d'un individu est sa valeur morale. La nôtre sera dans la pratique toujours plus éclairée et plus fervente de notre idéal.

N'écoutons pas ceux qui voudraient, sous prétexte de fidélité à notre vieille gloire, nous ramener en arrière, nous enfermer dans le passé, nous river aux croyances et aux institutions qui ont été le moule dans lequel notre idéal s'est formé, mais que cet idéal même a brisé. Il n'est pas possible que notre avenir, l'avenir de la civilisation humaine, soit en arrière.

Réalisons selon notre tempérament national le maximum de justice dont nous sommes capables. L'on a déjà chez nous parlé beaucoup des droits de l'homme, peut-être un peu trop. Il serait temps d'aviser aux devoirs, qui ne sont pas moins essentiels que les droits. Le devoir, on le comprend dans les grandes occasions; par le temps qui court, la France fait son devoir, et rares sont ceux qui parlent de leurs droits qu'on aurait méconnus. Mais il n'y a pas de devoirs que pour le temps de guerre, il y en a pour toute la vie; et c'est ce qu'il importerait de bien entendre, parce que là est la vraie religion. Les fameux droits de l'homme sont les obligations de la société envers l'individu, les devoirs de tous envers chacun. Non moins évidents, non moins indispensables sont les devoirs de l'individu envers la société, de chacun envers

tous. Le fondement de ces devoirs, qui est celui de la société, de tout l'ordre humain, de la religion éternelle, est simplement que chacun se doit tout entier à la société qui l'a élevé, parce qu'il lui doit tout ce qu'il est. Qu'il lui rende ce qu'il a reçu d'elle. Par cet échange perpétuel, la société, l'humanité subsistent, par là aussi elles peuvent prospérer et grandir, quand par l'effort de tous, principalement des mieux doués et des meilleurs, le trésor commun de connaissances, de justice, d'hygiène physique et morale, de goût esthétique et de prospérité matérielle s'agrandit. Ce don de soi n'est pas fait directement à l'humanité, et même, en temps normal, pour le plus grand nombre, il n'est fait à la patrie que dans une mesure assez limitée; chacun se donne à sa famille, à sa profession, à une entreprise d'utilité spéciale. Cependant tous, dans leur sphère ou plus humble ou plus élevée, travaillent à l'œuvre nationale, et par le moyen de cette œuvre nationale à l'œuvre de l'humanité. La notion morale de l'humanité, de la solidarité humaine, donne ainsi à l'existence humaine une signification dont on ne saurait exagérer la grandeur. Cette notion prise au cœur de l'humanité même, au cœur de l'humanité telle qu'actuellement l'humanité se montre, a par conséquent une valeur profonde, une valeur de réalité, et en même temps une valeur mystique, une valeur religieuse.

C'est une véritable foi; c'est, en un sens, la foi

des siècles passés, comme c'est la foi du siècle présent, comme ce sera celle des siècles à venir, tant que l'humanité raisonnable vivra sur la terre. On peut l'appuyer de raisonnements justes, d'expériences solides, mais elle a son principe, son ressort et sa force dans un sentiment. On serait hérétique à l'égard de cette religion si l'on croyait la fonder sur une conception étroite d'intérêt personnel. Car où est, pour celui qui se sacrifie jusqu'à la mort, l'intérêt du sacrifice ? L'avantage ultérieur est pour les autres, non pour lui, qui n'est pas payé autrement que dans la générosité, dans la beauté même de son sacrifice. Le pur amour de Dieu sur lequel ont spéculé autrefois les mystiques chrétiens est précisément ce sacrifice complet de soi à l'idéal entrevu. Mais de ce que notre idéal est moins abstrait, moins métaphysique, moins transcendant que celui des anciens mystiques, tant s'en faut qu'il soit moins efficace. La preuve en est dans l'innombrable quantité de ses martyrs. Jamais foi plus généreuse, plus essentiellement morale, plus puissante en effet, donc plus riche d'avenir, ne s'est emparée des âmes.

Nous pouvons voir qu'elle règne en fait chez ceux des nôtres dont l'esprit demeure attaché aux vieilles croyances. Mais faut-il, pour ceux qui ne comprendraient pas encore, ajouter qu'elle est déjà par elle-même un culte ? Du passé elle ne répudie rien de ce qui lui ressemble et de ce qui la nourrit ; elle n'écarte et ne laisse tomber que ce qui l'en-

trave ; elle peut garder parmi ses héros les vrais saints d'autrefois ; elle s'encourage elle-même dans toutes ses manifestations, et rien ne l'empêche de créer toutes les commémorations propres à rappeler sa loi, à réchauffer ses espérances. Si donc il devient de plus en plus difficile, pour ceux qui ont cette foi et qui n'en ont pas d'autre, de trouver un sens précis à la première partie de l'antique promesse : « Gloire à Dieu au plus haut des cieux », ils n'en seront que plus fermement dévoués à la seconde, qu'ils interprèteront au gré de leurs meilleures aspirations : « Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté ! »

Mars 1915.

DAVID

ET LA NEUTRALITÉ BELGE

—

David, prévenu des mauvais desseins de Saül par son ami Jonathan, s'était décidé à se retirer chez les Philistins. « Et il s'en vint à Nobé chez le prêtre Achimélec, et Achimélec s'empressa au devant de David et lui dit : « Pourquoi es-tu seul et sans personne avec toi ? » Et David dit au prêtre Achimélec : « Le roi m'a donné un ordre, et il m'a recommandé que nul ne sache rien de l'objet pour lequel il m'a envoyé et commissionné ; et j'ai assigné rendez-vous aux gars en tel endroit. Et maintenant si tu as sous la main des pains ou quelque autre chose, donne-les moi. » Et le prêtre répondit à David en disant : « Je n'ai pas de pain commun, mais j'ai du pain consacré. Les gars se sont-ils au moins abstenus de femme ? » Et David répondit au prêtre en disant : « Eh bien ! La femme nous est interdite depuis quelque temps. Quand je suis parti, les corps des gars étaient purs, bien que l'expédition fût commune ; aujourd'hui les corps la rendront

sainte. » Et le prêtre lui donna le pain sacré, parce qu'il n'y avait point là d'autre pain que le pain d'oblation qu'on avait retiré de devant Iahvé pour en mettre de chaud à la place. »

C'est ainsi que, mentant au prêtre, David affamé obtint le pain dont il avait besoin. Le fait est raconté au premier livre de *Samuel* (*Rois*, dans la Bible latine), chapitre XXI.

Qu'un tel exemple pût servir à autoriser la violation du territoire belge par les Allemands au commencement de la présente guerre, peu de gens l'auraient soupçonné. Cependant M. Adolf von Harnack, historien éminent, anobli par Guillaume II, dont il est le bibliothécaire et l'ami, n'a rien trouvé de mieux que ce précédent pour justifier la conduite de l'Allemagne à l'égard de la Belgique. Des savants anglais s'étant permis de lui écrire que la Grande-Bretagne avait été obligée de prendre les armes pour défendre le droit, il leur répond que l'Allemagne n'a violé aucun droit, et que même le chancelier de l'empire a eu tort de dire que les formes du droit n'avaient pas été respectées. En cas de nécessité, dit-il, ni le droit ordinaire ni ses formalités n'obligent ; David était en droit de prendre les pains d'oblation sur la table du Seigneur, et la Loi n'existait plus pour un homme qui mourait de faim ; il est un droit de la nécessité qui briserait le fer et qui brise les traités ; c'était une nécessité de salut pour l'Allemagne de tomber au plus vite sur la France en traversant la Belgique ;

elle avait donc le droit de passer sur le corps de la Belgique, tout comme David avait le droit de manger le pain sacré.

M. von Harnack n'a pas tiré de son texte tout le parti qu'il aurait pu ; il n'a point rappelé la fraude par laquelle David réussit à faire agréer sa requête au prêtre. D'autre part, il a négligé aussi un trait principal, qui était contraire à sa thèse, à savoir, que David n'a pas pris les pains, mais qu'il se les est fait donner par le prêtre qu'il a trompé. On aurait tort néanmoins de penser qu'il a commis volontairement ces oublis pour ne point laisser voir que, si la Belgique avait cédé aux désirs de l'Allemagne et qu'elle eût eu foi en ses promesses, elle aurait été absorbée par celle-ci comme les pains ont été mangés par David. Sa mémoire ne lui a pas représenté l'antique récit avec ses curieuses particularités, mais l'interprétation complaisante qui en est donnée dans l'Évangile, où il est dit que David et ses compagnons, — les compagnons qu'il n'avait pas, — purent bien, dans leur besoin, manger les pains sacrés que la Loi attribue aux prêtres. Au temps de Saül et de David il n'y avait pas de Loi écrite, et la vieille histoire laisse bien entendre que la coutume ne réservait pas avec tant de rigueur le pain sacré aux gens du sanctuaire. Mais il fallait être en état de pureté pour en manger impunément.

Est-ce à dire que le Nouveau Testament favorise plus que l'Ancien l'exégèse de M. von Harnack?

Lorsque Jésus cite l'exemple de David (dans *Marc*, II, 26), il veut justifier ses disciples, qui avaient arraché des épis un jour de sabbat pour satisfaire leur appétit. « Le sabbat est fait pour l'homme, disait le Christ, et non l'homme pour le sabbat ». Des lois qui ont été établies pour le bien de l'homme sont abrogées pour lui dès qu'elles tournent à son détriment. Et les lois dont il s'agit ne sont pas de celles qui gouvernent les rapports des peuples ni même ceux des individus entre eux ; ce sont des observances qui sont supposées prescrites à tous et à chacun dans l'intérêt de leur propre conservation. M. von Harnack, tout en se référant implicitement à l'Évangile, n'a point parlé du Christ, et il a eu ses raisons. Faire autoriser la guerre par Jésus, il n'y pouvait songer, et à plus forte raison la guerre allemande. Jésus trouvait un motif à l'abrogation occasionnelle du sabbat ; de la guerre il n'eût sans doute rien eu à dire, si ce n'est qu'elle est une œuvre de l'enfer et que celui qui la déchaîne est un suppôt de Satan.

Mais voyons enfin ce que vaut en elle-même la comparaison de M. von Harnack. Peut-être le savant professeur n'a-t-il pas d'abord suffisamment réfléchi aux inconvénients de son point de départ. L'Allemagne aurait été, selon lui, dans la situation d'un homme exposé à mourir de faim s'il ne dérobe le premier morceau de pain qui s'offre à lui. S'il en était ainsi, l'Allemagne serait aujourd'hui perdue, le morceau de pain qu'elle avait voulu pren-

dre lui étant resté dans la bouche, en sorte qu'il ne lui sert à rien de l'avoir entre les dents. Comme elle n'est point encore à l'extrémité, tout porte à croire que le besoin dont on parle n'était point si absolu, et qu'elle aurait pu tout aussi bien pourvoir à sa conservation, — dans la mesure où elle y pourvoit maintenant, — par des moyens légitimes. Celui qu'elle a choisi aurait pu être seulement très avantageux pour elle, si les Belges s'y étaient prêtés. Mais comme ce n'était pas un moyen de salut si les Belges ne s'y prêtaient pas, il s'ensuit que, même dans le cas de nécessité, le morceau n'était pas à prendre, puisqu'on le volait inutilement. Est-il si évident aujourd'hui que l'Allemagne ait gagné quelque chose à violer la neutralité de la Belgique et du Luxembourg ?

La vraie question toutefois n'est pas là. La vraie question est que les Belges n'étaient pas un morceau de pain dont le premier vagabond venu aurait eu le droit de s'emparer pour apaiser les tiraillements de son estomac. Les Belges étaient un peuple, ils constituaient un État libre. Quand même la neutralité de la Belgique n'aurait pas été garantie par un traité où l'Allemagne avait mis sa signature, les Allemands n'avaient pas le droit d'entraîner malgré eux les Belges dans une guerre qui ne les regardait pas. Ils n'avaient pas le droit de les prendre en quelque façon pour auxiliaires dans leur entreprise contre un peuple qui n'était pas l'ennemi de la Belgique. Officiellement neutres, les

Belges n'avaient pas plus le droit de favoriser les Allemands contre nous qu'ils n'avaient le droit de nous favoriser contre les Allemands. La comparaison de M. von Harnack n'est valable que s'il n'existe pas d'autre droit que la volonté du plus fort, ou plutôt que la volonté de l'Allemand, qui se croit le plus fort et qui se persuade que les autres hommes sont tenus de faire pour lui ce qu'il juge lui être avantageux.

Est-ce donc pour rien que les nations sont des personnes morales, et leur sera-t-il permis d'être sans moralité ? La haute culture dont M. von Harnack est un des plus illustres représentants se résumera-t-elle dans une formule de domination brutale ? On pourrait le croire en voyant les Allemands empêcher violemment un archevêque de dire que la Belgique, bien qu'occupée par eux, n'appartient toujours qu'à elle-même. Est-ce que, par hasard, les enfants de Luther, qui a, dit-on, libéré les consciences de la servitude romaine, se croiraient permis d'opprimer la conscience des peuples ? Ou bien ne sauraient-ils pas que les peuples ont une conscience ? Ou bien est-ce la leur qui serait faussée, et méconnaîtraient-ils, en tant que peuple, un principe que leur réformateur avait eu raison de proclamer en faveur des individus ? Faux protestants et faux chrétiens, ne seraient-ils pas aussi de faux civilisés ? Car la culture qui ne respecte pas le droit d'autrui n'est pas une culture, elle ne possède pas en elle-même la

notion de justice et ne peut être qu'une tyrannie plus ou moins savante.

David ne fit probablement pas grand mal en mangeant les pains consacrés. Mais il est des choses saintes qu'on ne doit point traiter comme pain bénit : parmi celles-là est la justice internationale, qu'il faudra bien, un jour ou l'autre, dans l'intérêt de toutes les nations, mettre au-dessus de l'intérêt national immédiat, égoïste, étroit et insatiable, si l'humanité n'est point destinée à se détruire elle-même d'autant plus sûrement qu'elle saura mieux tuer et qu'elle respectera moins le droit.

Février 1915.

LES ALLEMANDS
ET LE RÈGNE DE DIEU

Pour mener sa guerre l'Allemagne n'a pas mobilisé que ses soldats. Ses savants et ses pasteurs soutiennent la lutte avec autant d'ensemble, de méthode et d'ardeur, sur le terrain des idées et des sentiments, que ses armées sur les champs de bataille. Nous ne suivons qu'assez distraitement ce travail des Allemands non-combattants, et nous avons tort de n'y pas faire plus d'attention, parce qu'il répand et entretient ailleurs qu'en Allemagne des préjugés qui ne seront point dissipés par la cessation des hostilités. On sait le secours qu'apporte à la « juste cause » le haut personnel de la science allemande. Un manifeste qui se pare de l'intérêt religieux et qui s'adresse à tous les chrétiens évangéliques « des pays neutres et des pays ennemis » en faveur des missions protestantes allemandes du centre africain n'est pas non plus sans signification.

L'adresse est signée par les membres du comité de patronage de ces missions, et l'on n'est pas au-

trement surpris de retrouver sur la liste, à côté du pasteur Dryander, prédicateur de la cour impériale, les philosophes Eucken et Wundt, et l'historien von Harnack. Ces grands chrétiens ont été fort scandalisés de voir l'Angleterre s'associer contre eux les païens japonais et les nègres d'Afrique. Aussi, dès le mois de septembre, se sont-ils empressés de remontrer à leurs coreligionnaires de l'étranger combien l'Évangile allait se trouver discrédité non seulement devant les jaunes, qui, hélas ! ne savaient que trop bien à quoi s'en tenir sur l'esprit de fraternité qui anime les peuples européens, mais devant les pauvres noirs, à qui l'on aurait pu encore faire accepter l'Évangile comme une religion de paix. Belle occasion pour s'insurger une fois de plus contre les nations coupables qui ont, paraît-il, imposé la guerre à la pieuse et pacifique Allemagne !

Avec solennité les protecteurs de l'Évangile concluent : « Nous pouvons et nous devons décliner pour notre peuple et pour son gouvernement la responsabilité de cette guerre criminelle et de toutes ses conséquences funestes à l'avancement du règne de Dieu. Avec la plus profonde conviction, nous devons la reporter, cette responsabilité, sur ceux qui, depuis longtemps, ont ourdi la trame odieuse d'une guerre contre l'Allemagne. »

Et voici le bouquet : « Nous nous adressons à la conscience de nos frères chrétiens à l'étranger, et nous leur posons la question : « Qu'est-ce que Dieu

attend de vous? Que peut-on faire et que doit-on faire pour qu'à cette heure solennelle les chrétiens ne perdent pas la force et le droit d'être les messagers de Dieu pour l'humanité non chrétienne? »

Les « frères chrétiens » de France n'ont pas bougé ; ils ont compris qu'on leur demandait quelque chose — on ne disait pas quoi — qui ressemblait fort à une trahison, et certes ils s'offenseraient qu'on leur fît grand mérite d'avoir dédaigné une pareille sollicitation. Ce que l'on souhaitait d'eux, M. Dryander l'aura probablement exprimé dans la lettre qu'il envoya, en même temps que l'adresse dont nous parlons, à M. le pasteur Babut, le 15 septembre 1914. — La date pourrait n'être pas indifférente à noter, puisqu'en ce temps-là précisément la fortune de l'Allemagne commençait à chanceler. — A M. Babut, qui invitait avec candeur tous les belligérants à se reconnaître frères dans le Christ en abjurant tout sentiment de haine à l'égard de leurs ennemis provisoires, M. Dryander a répondu que les chrétiens allemands ne pourraient pas faire cette déclaration si les « chrétiens anglais, français et russes » n'avaient d'abord « flétri publiquement » leurs gouvernements pour le crime sacrilège qui seul a rendu cette guerre possible. C'est donc un reniement de leur pays, de la cause française, que l'on venait conseiller, demander, presque commander aux protestants français. Le moins que ceux-ci pussent faire dans l'intérêt du « règne de Dieu » était de réclamer publiquement que l'on n'étendît

point les hostilités aux colonies africaines de l'Allemagne. Mais on sent bien que ce minimum n'est pas tout ce qu'espéraient et exigeaient les évangélistes allemands.

Leur audace est au fond plus grande qu'elle ne semble à première vue. Beaucoup diront sans doute que des hommes si remplis d'Évangile auraient bien dû commencer par considérer le droit de la Belgique, tuer un peu moins de gens inoffensifs, respecter un peu plus les femmes et même les religieuses, se modérer dans le pillage des pays occupés. Mais l'Évangile allemand permet beaucoup de choses que le vieil et authentique Évangile ne permettrait pas. Nos docteurs nieront les honteux exploits de leur « noble et austère armée ». L'Allemand ne pèche pas, et ce qui serait crime pour d'autres est pour lui peccadille que son dieu considère avec une indulgence infinie, parce que tout ce que fait l'Allemand est pour le triomphe de la « culture », c'est-à-dire pour l'avancement du « règne de Dieu », qui est, entendons-le bien, le progrès même et le triomphe de la culture allemande et des Allemands dans tout l'univers.

Car c'est là vraiment qu'est le comble de leur extravagante hardiesse : ces avocats de l'Évangile, ces purs croyants, ces saints des derniers jours, qui se voilent la face en pensant que l'Angleterre va scandaliser les nègres de l'Afrique centrale, ils ne voient dans l'Évangile qu'une étiquette honora-

ble pour la culture allemande ; et ce qu'ils entendent propager, ce n'est pas tant l'Évangile que leur propre culture, en sorte que l'appel adressé par eux aux chrétiens de l'étranger n'a même pas pour prétexte l'intérêt de la foi évangélique, cette foi n'existant pas pour eux indépendamment de leur culture adorable. — Une des sommités du catholicisme allemand, l'archevêque de Cologne, cardinal von Hartmann, écrivait récemment dans une lettre pastorale : « C'est avec Dieu que nos soldats sont partis pour cette guerre, qui nous a été imposée, et dans laquelle nous combattons pour l'existence et la liberté de notre patrie bien-aimée, ainsi que pour les trésors sacrés du christianisme et de son bienfait, la *culture*. » Tant pis pour le catholicisme allemand s'il s'identifie, lui aussi, avec la culture allemande ! Mais comme le cardinal de Cologne n'a pas, que nous sachions, essayé de débaucher notre clergé, occupons-nous seulement ici des ministres allemands du saint Évangile.

Un livre a paru, au commencement de l'année 1914, sous le nom d'un missionnaire protestant allemand, M. J. Witte, afin de recommander aux Allemands l'œuvre des missions en Extrême-Orient, L'ouvrage s'intitule *Ostasien und Europa,* et il a été publié à Tubingue. Le pasteur Witte, comme toutes les grandes voix du protestantisme libéral, ne manque pas de crier bravement dès l'abord que l'idée fondamentale de l'Évangile est le prix infini de l'âme individuelle et la foi au Dieu père qui par-

donne le péché. Il va même jusqu'à dire : « Le trait essentiel de la nouvelle culture est que l'individu s'y trouve réellement le centre du monde. » — Que le lecteur ne s'effraie pas du nombre infini de centres que « la nouvelle culture » va donner à ce pauvre monde ! Notre auteur prendra soin de nous expliquer lui-même comment l'individualisme anglo-saxon (où l'on ne voit pas d'ailleurs que l'individu se fasse le centre du monde, un si excellent privilège n'appartenant sans doute qu'aux Allemands) ne vaut pas, surtout pour l'exportation, l'individualisme allemand, qui est un individualisme « mitigé »... Gardons-nous d'affaiblir le charme de cette épithète en la commentant !

M. Witte estime que les missionnaires européens ont jusqu'à présent perdu leur temps en Chine et au Japon parce qu'ils y ont voulu prêcher les confessions de foi de leurs Églises respectives. Chinois et Japonais ne sauraient mordre à cette théologie. Mieux vaudrait leur offrir seulement « l'essence du christianisme », la bonté paternelle du Dieu unique, et même ne pas viser à convertir, mais à influencer l'opinion, surtout l'opinion éclairée, par des œuvres scolaires et de bienfaisance sociale. Le missionnaire, assurément, veut le salut éternel de ceux à qui il apporte l'Évangile, mais il est un agent de la civilisation occidentale en la forme qui est celle de sa propre nationalité. Conséquemment, — c'est toujours M. Witte qui parle, — le missionnaire allemand sera un propa-

gateur zélé de l'influence allemande. Il travaillera à introduire les Chinois et les Japonais dans la grande communauté des peuples civilisés et à les tourner, en l'occasion, du côté des Allemands, si ces derniers ont besoin de faire la guerre pour imposer leur paix. — Ceci encore est une idée de M. Witte, comme c'est l'idée de ses patrons, de son gouvernement, et l'on peut dire des Allemands en général. Comment donc osent-ils maudire l'Angleterre et ses alliés pour avoir provoqué l'intervention du Japon dans le conflit actuel !.....

Et M. Witte de faire une véhémente sortie contre les pacifistes : qu'ils aillent, s'ils veulent, exercer leur propagande chez les peuples qui sont jaloux de l'Allemagne ! L'intérêt national passe avant le bien de l'humanité (qu'en dis-tu, vieux saint Paul?). Dieu (le dieu des Allemands, évidemment!) a promis le monde aux plus habiles ; « la force est un bien moral (pour la démonstration évangélique de ce principe, lire surtout le Discours sur la montagne : « Bienheureux les pauvres », etc.) qui rend possible le merveilleux développement d'un peuple en tout ordre d'activité » ; si ce développement est gêné par d'autres peuples (et comment, un jour ou l'autre, ne serait-il pas gêné?), « le gouvernement a le droit, même le devoir de recourir aux armes quand les représentations verbales ne suffisent pas ».[1] Conclusion finale : les Allemands doivent

(1) Le passage tout entier mérite d'être cité, car il montre com-

par tous les moyens, missions comprises, faire concurrence à l'Angleterre en Extrême-Orient.

Que cette concurrence ne doive pas s'exercer en Afrique centrale et qu'on réserve pour les nègres la pure et simple parole de l'Évangile, M. Dryander et les autres grands apôtres qui ont signé l'adresse aux protestants français ne prétendront pas nous le faire croire. Mais qui pensent-ils tromper? Ont-ils senti eux-mêmes l'immoralité de leur geste? Il semble que non. Ont-ils voulu abuser par des mots captieux nos protestants français? Pas davantage. Ils savaient bien ne s'adresser ni à des sots, ni à de malhonnêtes gens. Peut-être même sont-ils étonnés

---

ment les fausses raisons par lesquelles les chefs de l'Allemagne essaient de justifier leur guerre étaient préparées d'avance et l'on peut dire la guerre décidée dans l'esprit non seulement des gouvernants, mais de ceux qu'ils s'associent pour la direction de la pensée allemande. M. Witte écrit (p. 217) : « S'il arrive que d'autres peuples mettent obstacle au développement du nôtre et ne se lassent pas d'y faire de nouvelles difficultés, il va sans dire que le gouvernement a non seulement le droit mais le devoir, si les représentations ne suffisent pas, de recourir à la décision des armes. Et il y a plus. Le cas actuel de l'Allemagne étant que les autres peuples n'attendent que le moment, pour eux favorable et défavorable pour l'Allemagne, où ils pourront ruiner celle-ci, le devoir du gouvernement allemand est de saisir la première bonne occasion qui se présentera pour l'Allemagne de vaincre ses ennemis. Si le gouvernement allemand ne le faisait pas, il manquerait à son devoir envers le peuple allemand. » La pensée des hommes d'Église était donc la même sur ce sujet que celle des hommes politiques et des chefs militaires; c'était la pensée de l'Allemagne. Une ambition sans limites se heurte à la résistance des voisins, leur prête ses projets d'extermination et s'attribue le droit de tout détruire pour se satisfaire. On voit par là en quel sens l'Allemagne n'a pas voulu la guerre; c'est qu'elle ne l'aurait point faite si les autres peuples avaient accepté sa domination.

de n'avoir pas été écoutés et pensent-ils qu'ils n'ont pas été bien compris. Leur démarche a pu être, et il nous apparaît qu'elle a été foncièrement immorale ; mais de cette immoralité ils n'ont pas eu conscience, parce qu'elle n'était pas dans leur intention. Cette immoralité, on peut le dire, est dans leur position même et dans leur attitude générale. C'est pourquoi l'on peut s'abstenir de qualifier autrement leur tentative de corruption. Mais il convient de dire un mot sur leur prétendue religion et sur leur propagande.

Avec quelle facilité « l'essence du christianisme » s'est-elle transformée en une conception systématique de domination universelle ! Que le dieu père, le dieu de l'âme, le père qui pardonne, cet être de miséricorde qui semblait n'exister que pour apaiser l'angoisse des consciences délicates, a eu tôt fait de se métamorphoser en Moloch, seigneur de l'empire allemand, personnification de sa force, type céleste de sa culture, général en chef de ses armées ! Ainsi le christianisme devient allemand et par la même occasion le dieu des chrétiens se fait belliqueux et cruel. L'individualisme religieux le plus absolu se résout dans le nationalisme le plus orgueilleux et le plus fanatique. C'est qu'une telle forme d'individualisme est déjà par elle-même une altération de l'Évangile, qui ne connaît pas d'individu isolé en Dieu, mais des frères assemblés en lui par la charité. Une ombre de christianisme, inconsistante en elle-même, se sera donc accommodée au germa-

nisme grandissant et lui aura donné apparence d'Évangile. Ainsi les progrès de la culture allemande, l'expansion de l'influence allemande, la domination universelle de l'Allemagne et de son empereur seront le règne de Dieu. Là est l'inconscient blasphème, la fraude colossale, l'orgueilleuse illusion, la folie de la grandeur sans limites. Aberration intellectuelle et morale que les antiques prophètes reprochaient à ces représentants d'une très fière culture qui s'appelaient Sennachérib et Nabuchodonosor. Luther était loin de prévoir que l'Évangile, émancipé de la tradition, deviendrait dans la culture allemande un danger pour l'humanité.

Il ne faut pas se flatter que la force des armes suffira seule à conjurer ce danger ; elle pourra l'arrêter pour un temps, mais non pas le détruire tout à fait. Si l'Allemagne reste hantée de son rêve grandiose, elle ne cessera pas d'en poursuivre la réalisation. Si elle ne se pacifie d'abord elle-même, elle ne laissera pas les autres en paix. Certes le péril actuel ne peut être écarté que par le canon ; mais d'autres moyens seront nécessaires après la guerre contre le péril qui subsistera, chronique, dans la mentalité allemande. Si les Allemands continuent de se croire indispensables au bonheur de l'humanité entière et de vouloir le procurer par les moyens qu'ils pratiquent depuis un demi-siècle, ils ne feront que s'inquiéter eux-mêmes et inquiéter leurs voisins. Ne comptons pas trop sur l'habileté des politiques pour prévenir les conflits futurs. Ne faisons même pas trop de confiance au socialisme

international pour rendre impossible désormais une conflagration européenne. Le socialisme international, — dont l'impuissance vient d'éclater à nos yeux, comme celle de tous les internationalismes, l'Évangile aussi et le pape étant logés à la même enseigne, — n'a sans doute pas trouvé encore, si toutefois il l'a cherché, le principe moral qui serait efficace en pareil cas. Si l'Allemagne a péché gravement contre l'humanité, les autres peuples ne sont pas sans reproche. D'aucuns ont à commencer leur éducation vraiment humaine, les autres ont encore besoin de la perfectionner. La folie de l'Allemagne n'a pas éclaté en un jour ; depuis longtemps elle monte, et on la regardait monter sans seulement y prendre garde, ou même en s'y laissant gagner. Ses chefs et ses docteurs n'auraient-ils pu être avertis ? Sont-ils pour jamais enfermés dans l'admiration exclusive de leur culture ? N'y aurait-il pas lieu de les prémunir eux-mêmes ou de prémunir au moins les autres contre la contagion dont l'Allemagne court le risque d'être la première victime ?... Nous voyons de terribles jours ; mais ceux qui viendront après nous en verront de plus sombres encore, et ils verront quelque chose de pis que la fin du monde, ils verront régner ici-bas une barbarie savante et immorale, si de toutes parts les bonnes volontés ne se lèvent pour dominer les appétits et réclamer comme droit des nations, sur notre misérable planète, un peu de justice.

Février 1915.

DEUX PHILOSOPHIES DE LA GUERRE

Le temps n'est pas à philosopher. Mais on ne peut pas se retenir de penser, même de penser tout haut sur des événements où le présent et l'avenir de notre monde sont si terriblement engagés. Les Allemands n'ont qu'un mot à dire : « L'Allemagne par dessus tout », mais ils le répètent sur tous les tons et avec des commentaires parfois instructifs pour quiconque n'est point lui-même possédé par cette magique formule. Les Anglais sont, selon leur ordinaire, moins disposés à la spéculation qu'à l'action. Voici cependant que nous arrive d'outre-mer une voix qui semblerait plutôt venir d'en haut, de très haut, la voix d'une femme croyante dont le nom s'est imposé au respect sur un champ de bataille où les luttes, pour n'être point sanglantes, ne laissent pas d'être souvent impitoyables, le terrain des combats théologiques. Miss Maude Petre, qui veilla sur les derniers jours de George Tyrrell et qui a raconté sa vie, nous dit les réflexions qu'elle a faites sur la guerre et sur la

paix [1]. Simples et profondes, ces réflexions ne sont pas inutiles à méditer en regard des idées que M. Adolf Deissmann, professeur de théologie protestante à Berlin, développe dans une conférence sur la guerre et la religion [2]. La comparaison permet de mieux saisir toute la distance qui sépare le germanisme de l'humanité.

I

Selon M. Deissmann la guerre allemande est une guerre sainte, la plus grande manifestation de force et par là même de religion vivante que l'univers ait jamais vue. Cependant l'éminent professeur, qui n'ignore pas l'Évangile qu'il enseigne, se doute un peu que sa thèse n'apparaît pas à tous, de prime abord, très conforme à la doctrine de Jésus et à la prédication apostolique. Il lui échappe de dire que la guerre est en contradiction avec la religion. Dès le commencement de son discours, il se défend de traiter le problème moral de la guerre, sous prétexte qu'on ne disserte pas sur les tremblements de terre pendant que la terre tremble. Rapprochement dont le sophisme n'a pas besoin d'être démontré. M. Deissmann n'est pas au milieu d'un

---

(1) *Reflections of a non-combatant*, Londres, 1915.

(2) *Der Krieg und die Religion*. Berlin, 1914 ; dans la série *Deutsche Reden in schwerer Zeit*.

tremblement de terre puisqu'il fait un long discours. Il s'est seulement dispensé de prendre en considération certains vieux principes de sa foi chrétienne qui l'auraient un peu gêné pour le développement de sa thèse. Affectant de ne traiter qu'une question de fait, il entend montrer l'influence réciproque de la guerre sur la religion et de la religion sur la guerre dans « la mobilisation de force nationale et religieuse » que l'Allemagne a réalisée. Des objections qui pourraient être embarrassantes se trouvent ainsi écartées; et l'orateur va jusqu'à se permettre un mot piquant sur le *moratorium* de l'Évangile en ce qui regarde les missions protestantes à l'étranger. Le *moratorium* est d'une bien autre portée. Car, dans son panégyrique de la guerre allemande, M. Deissmann en esquisse la théorie philosophique et religieuse, et, au risque d'une inconséquence, il n'hésite pas à voir dans cette guerre le plus parfait accomplissement de l'Évangile qui se puisse rêver.

Un rôle difficile à tenir, tout au moins bien difficile à comprendre, si l'on en juge par ce que nous en disent les croyants, est celui de Dieu dans le présent conflit. Le pape Benoît XV, qui est neutre, a pensé que Dieu devait l'être aussi, et il s'est borné à solliciter son intervention pour imposer la paix à ses enfants divisés, sans lui demander de rendre à chacun selon ses mérites. Pour le pape, la guerre n'est qu'un châtiment, un fléau, que Dieu a déchaîné sur tous en punition de péchés qui, sans

doute, au sentiment de l'Éternel et de son vicaire, sont à peu près équivalents.

On est un peu surpris de trouver que Miss Petre elle-même parle en termes exprès de la « neutralité divine », comme si Dieu pouvait être réellement neutre ou que la guerre ne le regardât point, étant chose brutale et de nul rapport avec la religion. La guerre, dit-elle, provoque à la prière, et tous les belligérants recourent à Dieu ; mais ils s'adressent au même Dieu, sans soupçon de sa neutralité, ou bien en lui recommandant leur cause comme la seule digne de son appui ; et se serait chose plaisante à voir pour les habitants d'une autre planète, s'il leur était donné d'en être témoins. Au point de vue chrétien, remarque Miss Petre, ces prières intéressées reviennent à la demande suivante : « Père de tous les hommes, aidez-nous à exterminer nos frères qui sont vos enfants comme nous. »

N'est-il pas vrai, pourtant, que ceux qui ont pris les armes uniquement pour se défendre pourraient faire appel à la justice du Père céleste? En toute rigueur de raison et d'équité, Dieu n'aurait pas plus droit que le pape d'être neutre. La foi ne peut pas le supposer neutre, même et surtout quand elle le croit juste. En fait, le recours procède surtout du besoin, et les considérations de providence universelle, de justice égale pour tous, passent au second plan, à moins qu'elles ne soient oubliées et méconnues. C'est pourquoi Miss Petre n'a pas tout à fait tort de dire que la religion de la guerre est

monolâtrique, en contradiction radicale avec le christianisme et avec le monothéisme, parce qu'elle fait du Dieu de l'univers et de l'humanité le dieu d'une nation ; la guerre met le chrétien en situation de ne pouvoir prier sans trahir sa foi monothéiste ou ses sentiments patriotiques.

Théoriquement, si l'on n'admet pas la « neutralité divine », exclue par le monothéisme traditionnel, l'alternative n'est pas aussi rigoureuse qu'on nous le dit ; mais il est incontestable qu'en ce temps de guerre il n'existe plus de peuples chrétiens. Peut-être est-ce qu'il n'en existait pas davantage en temps de paix, et que la notion de Dieu, père, créateur, arbitre et juge bienveillant de tous les hommes, maintenue dans les symboles officiels, supporte mal le contact des réalités, surtout le choc d'une réalité aussi formidable que la guerre présente. Proclamer la neutralité de Dieu est aussi bien l'annuler dans son action sur les choses de ce monde. Les croyants qui se confient en lui comme en leur protecteur naturel ne veulent pas le supposer moins puissant, moins attentif à leur nécessité, que ne l'étaient les dieux nationaux pour la foi de l'antiquité ; il devrait l'être davantage, tout en se réglant sur les conseils de son infinie justice. Dans sa critique de la religion de guerre, Miss Petre a peut-être mis en péril le Dieu universel et la prière en général.

Le dieu de M. Deissmann ne se retire pas dans la neutralité ; il est franchement allemand et dieu des

Allemands. Autrefois, dit-il, dans les salles de cours, on souriait quelque peu des dieux nationaux ; mais maintenant nous reprenons volontiers les formules de l'Ancien Testament, et l'empereur n'est pas seul à parler du dieu des Allemands ; le peuple s'en mêle, et les poètes, et les savants ; et un historien, Max Lenz, n'a-t-il pas magnifié « la révélation du dieu allemand dans notre guerre sainte » ? Est-ce que le dernier mot de la religion individuelle n'est pas de crier : « Mon Dieu ! » Ainsi en est-il pour la communauté. Les Allemands ne confisquent pas Dieu, ils ne l'abaissent pas jusqu'à eux, ils s'élèvent jusqu'à lui. En le proclamant dieu des Allemands, ils ne font, affirme M. Deissmann, que porter leur religion au degré supérieur de l'héroïsme.

Il fallait dire de l'enthousiasme et du fanatisme, ce qui n'est pas tout à fait la même chose que l'héroïsme, à moins qu'il n'y ait plusieurs genres de héros. M. Deissmann cite sans sourciller cette poésie d'un brave et pieux uhlan :

Les cieux flamboient du feu
Des villages incendiés ;
Les airs deviennent la lyre
Où Dieu joue son cantique.

Ce chant résonne dans nos âmes,
Il retentit bien haut devant nous ;
Il trempe nos cœurs
Et nous sanctifie un chacun.

Est-ce bien l'âme allemande qui dans ce poème

sauvage s'est élevée jusqu'au dieu de l'Évangile, et n'est-ce pas plutôt Dieu qui a été ravalé aux proportions de l'âme allemande? Il est enfantin de dire qu'en proclamant Dieu le dieu des Allemands on ne le refuse pas aux autres peuples. Certes les Allemands et M. Deissmann pensent faire beaucoup d'honneur à Dieu en le prenant ainsi pour eux, mais le fait est qu'ils le prennent. Il y a plusieurs façons de dire : « Mon Dieu! » et de dire : « Notre Dieu ». Lorsque Jésus disait à ses disciples : « Quand vous prierez, vous direz : « Notre Père », cette invocation ne signifiait pas : « Père de notre petite société », ni : « Père de tous les Juifs », mais : « Père des hommes, tes créatures ». Si Jésus avait dit : « Père des Juifs », sa formule n'aurait pas signifié : « Père des Arabes », ni : « Père des Grecs et des Romains », ni : « Père de tous les hommes ». Le dieu des Allemands ne peut être qualifié tel que parce qu'il ne soutient pas le même rapport avec les autres peuples, surtout avec les Anglais, les Français et les Russes. Et peut-on parler du « dieu allemand » sans confisquer Dieu au profit de l'Allemagne? Si Dieu est allemand, il cesse d'être Dieu; il n'est pas plus Dieu que Guillaume II n'est le maître de l'univers.

Rien de commun entre ce « dieu allemand » et le dieu des chrétiens, qui n'est ni un dieu exterminateur d'hommes ni le dieu d'un peuple particulier. Jusqu'à présent les chrétiens avaient cru, et Luther lui-même avait enseigné que Dieu avait manifesté

sa puissance en créant le monde et qu'il avait révélé sa bonté en sauvant du péché et de la mort éternelle les hommes par Jésus-Christ son Fils. On se persuadait même sur la parole de Jésus que l'unique loi donnée aux hommes par ce dieu était qu'ils s'aimassent les uns les autres. Les Allemands de nos jours ont changé tout cela. Ils admettent encore sans doute que leur vieux dieu a créé le monde, mais il y a si longtemps, si longtemps, qu'on ne sait plus très bien comment se fit la chose ; le vieux dieu a aussi envoyé le Christ, mais cette mission n'était qu'un intermède insignifiant par rapport à la révélation suprême du dieu allemand dans la guerre allemande. Il ne faut pas demander pourquoi le vieux dieu s'est révélé si tard. Ce qui importe est le caractère dont il témoigne. Ce dieu-là ne dit pas : « Aimez », il dit : « Massacrez ». Ce dieu est allemand, certes, et jusqu'au fond de son être. Mais il ne faut pas dire que les Allemands, en l'invoquant, se haussent jusqu'au dieu de l'Évangile ; ils ont descendu de son ciel le dieu de Jésus pour l'amener dans leur caserne ; de ce dieu juste et bon ils ont fait un guerrier farouche, et le voilà qui marche à leur tête, heureux de voir tomber les hommes, brûler les villes, s'écrouler les cathédrales. N'est-il pas évident que, faisant Dieu à leur image, et croyant le voir colossal, ils ont réussi à le faire petit, méchant et tant soi peu grotesque ?

M. Deissmann a parlé de « guerre sainte ». La

religion, dit-il, a tenu au fourreau pendant près d'un demi-siècle l'épée du peuple allemand, et en bénissant les armes au début de la guerre présente elle n'a pas fait banqueroute, elle s'est mobilisée, manifestant de nouvelles forces pour de nouveaux emplois. L'empereur et son chancelier envisageaient la guerre avec une pieuse horreur et ils ont tout fait pour l'éviter ; ils y ont été contraints par une conjuration astucieuse menée depuis des années ; il y aurait eu impiété de leur part à se refuser au devoir imposé par Dieu. Le peuple allemand a donné un grand exemple de solidarité, de dévouement, de piété, les soldats ayant conscience de faire œuvre religieuse, et les non-combattants participant au même esprit de sacrifice et de mutuelle charité. Donc, conclut M. Deissmann, cette guerre est une manifestation divine : elle est toute religieuse et toute morale dans ses motifs, dans son objet, dans sa conduite.

Ne demandons pas à M. Deissmann comment il s'y est pris pour sonder si profondément le cœur de Guillaume II et celui de son ministre. La religion de ces hauts personnages peut bien être à peu près ce qu'on nous dit. Cette religion a pour loi suprême l'intérêt du peuple allemand. Guillaume II a voulu et maintenu la paix tant qu'il a pensé avoir avantage à la conserver ; il a fait la guerre quand il a cru le moment opportun de rompre violemment et d'un seul coup tout obstacle à l'expansion et à la suprématie allemandes. La guerre, au moment dé-

cisif, n'a dépendu que de sa volonté, bien que cette volonté n'ait été, en un sens, que l'expression d'une volonté collective, d'une volonté allemande, longuement préparée. En décrétant la guerre, Guillaume II obéit à un dieu, il obéit au dieu allemand dont il est l'incarnation vivante, c'est-à-dire qu'il obéit à lui-même, il n'obéit ni au dieu de l'Évangile ni à l'esprit de l'humanité. La contrainte véritable a été pour les nations à qui l'Allemagne a déclaré la guerre. Mais à qui les Allemands feront-ils croire qu'il n'y avait pas d'autre issue au conflit austro-serbe qu'une guerre européenne, et que l'Allemagne était à jamais perdue si l'Autriche respectait l'indépendance de la Serbie ? A qui les Allemands feront-ils croire que l'Angleterre, la Russie, la France, mal concertées, nullement préparées pour la guerre, étaient résolues à écraser l'Allemagne ? Il y avait dans la guerre un intérêt de domination pour l'Allemagne, non une question de vie ou de mort. L'intérêt allemand, le dieu allemand ont pu vouloir la guerre ; le dieu de l'Évangile, le moindre sentiment d'humanité l'auraient interdite.

La simplicité du dévouement, la solidarité patriotique ne sont point des vertus propres à l'Allemagne. L'apaisement des querelles religieuses ou politiques, un certain réveil de la foi, et d'une foi simple, non théologique, même quelque regain de superstition s'associant au recours à la Providence ne se remarquent pas non plus que chez les Alle-

mands. Et ce qu'il y a de vraiment moral, de vraiment humain en toutes ces choses n'est pas un effet de la guerre comme telle, et la poussée de dévouement que la guerre provoque ne résulte pas, à proprement parler, de la guerre même; c'est la contribution que le sens de l'humanité, de la vraie religion, apporte à la guerre pour en conjurer le fléau, plutôt que la contribution apportée par la guerre à la religion. La communauté du danger fait la communauté de la résistance. A vrai dire, la guerre n'est pas la plus grande cause du dévouement réciproque dans une société constituée ; elle n'en est que la plus grande occasion. Le courage non plus n'est pas un fruit du danger, et le danger ne sert qu'à le manifester en le provoquant. Les nobles sentiments que suscite la guerre ne font donc pas la guerre sainte plus qu'ils ne feraient saint tout autre fléau, à moins qu'on n'appelle sainteté l'horreur des choses redoutables. Ce dernier genre de sainteté est celui que connaissent les peuples primitifs, et les Allemands, nonobstant leur haute culture, se rapprochent beaucoup des primitifs à cet égard.

On dirait, en effet, que plus leur guerre est atroce, plus elle est sainte à leurs yeux. Ils n'ignorent pas que d'autres idées tendent à prévaloir dans le monde civilisé. Mais le monde civilisé ne se confondrait-il pas avec le monde allemand ? Ils voudraient bien se le persuader, et ils n'osent pas tout à fait le croire, surtout ils ne se dissimulent

pas la difficulté de le faire croire. Ils voudraient bien qu'on ne les prît pas pour des barbares, et il est même des militaires qui ne seraient pas fâchés d'échapper à cette qualification. M. Deissmann cite ces lignes d'un officier allemand : « J'ai vu de cruels tableaux, mais le cœur et le regard se font comme de pierre dans l'accomplissement le plus rigoureux du devoir. C'est nécessaire, et ce n'est point la barbarie qu'on nous a souvent reprochée dans la guerre. Il y a loin d'un cœur dur à un cœur barbare, et ce n'est pas le lieu de répandre pour rien la tendresse d'une âme naturellement sensible. »

Que M. Deissmann ait pu alléguer ces propos comme une haute manifestation de religion, nous n'en serons pas autrement surpris, mais ils n'en sont pas moins étranges, et leur commentateur ne saurait nous faire prendre le change sur cette sainte dureté qui n'est point de la barbarie. Il avoue bien que l'on s'endurcit, que l'on devient sauvage en combattant, mais il ne nous dit pas pourquoi cette sauvagerie persiste souvent chez les Allemands en dehors du combat ; il préfère nier que cette sauvagerie soit réelle, et, plus hardi que l'officier, peut-être parce qu'il sait moins à quoi s'en tenir, il se pare du reproche qu'on a fait aux professeurs allemands de prêcher la religion de la barbarie, il déclare que cette barbarie sera appelée par l'histoire « force native » ; emporté par son enthousiasme, il va jusqu'à s'écrier : « Nous

prêchons la religion de la force, ou plutôt elle se révèle elle-même. »

Elle se révèle, en effet, et nous commençons à voir clair dans la religion allemande, dans la conscience intime du dieu allemand ; nous commençons même à ne plus comprendre pourquoi on éprouve le besoin de justifier la guerre allemande ; puisque sa sainteté, sa divinité réside dans la force, sa légitimité doit y être aussi comprise, et la guerre allemande est parce qu'elle est, elle est ce qu'elle est, l'univers n'ayant qu'à s'anéantir sous elle. Et la distinction qui nous était proposée entre le cœur dur et le cœur barbare est fondée en raison. Un cœur barbare pourrait, à l'occasion, être sensible à la pitié ; le cœur dur est au-dessus de pareille faiblesse ; sa barbarie est indéfectible, parce que sa cruauté est disciplinée. Ainsi la guerre allemande est tout à fait sainte, étant parfaitement forte. Encore est-il qu'il y a force et force, et que la vraie force humaine n'est pas celle qui dégénère en brutalité, mais celle qui sert un grand idéal de vérité, de justice et de bonté.

Des guerres saintes, de l'épouvantable sainteté dont est pourvue la guerre allemande, se rencontrent en effet dans les humanités inférieures qui ne sont point parvenues à l'idée d'humanité, qui ignorent même la notion de justice internationale, qui sont à elles-mêmes tout l'univers et qui se sont fait un dieu de leur appétit. Toute manifestation de la force nationale est ainsi une épiphanie divine.

On avait cru à tort que les peuples européens étaient sortis de cette religion brutale ; les Allemands du moins y sont retombés par tout l'effort de leur pesante culture. Humainement parlant, il n'est pas de guerres saintes, la guerre étant d'elle-même inhumaine et conséquemment impie, si les mots de sainteté et de piété doivent garder dans le langage de la civilisation une valeur morale. Il peut y avoir cependant des guerres justes, contre des groupes humains qui sont ou qui se mettent en dehors de l'humanité, ou plutôt au-dessous, ne connaissant d'autre droit que la force, d'autre raison que l'extermination, d'autre passion que la convoitise et la haine. Contre ces humanités sans humanité, l'humanité peut et doit se défendre, et la guerre est légitime. Mais de guerre sainte, au sens où l'entend M. Deissmann, il n'en est que pour les peuples de demi-culture qui ont gardé la mentalité du sauvage sous les dehors de la civilisation et qui prennent pour divinité leur armes de mort.

La guerre est la révélation suprême du dieu allemand, la forme parfaite de la religion allemande. Cependant les Allemands font profession de christianisme et même la plupart d'entre eux se réclament du pur Évangile. M. Deissmann avoue que certains en Allemagne ont pensé que l'Évangile était une religion trop douce pour l'usage de la guerre et qu'il y fallait ajouter au moins quelque chose de la vieille religion romaine ou simplement de l'antique religion israélite, Iahvé Sebaoth n'ayant jamais péché par excès de tendresse. Le savant

professeur calme ces inquiétudes : c'est, remarque-t-il, mal comprendre le christianisme que de le représenter comme une religion sentimentale; la religion du Christ ne se ramène pas à une formule simple, elle est faite de contrastes, de certitudes et d'impulsions, douce et courageuse, enfantine et virile, patiente et combattante, bénissante et irascible, foi absolue qui réclame le don de la personne, religion de martyrs. Le caractère que la guerre communique à la religion allemande n'est pas autre chose, selon M. Deissmann, que le réveil des forces chrétiennes primitives qui s'étaient rouillées en temps de paix ; c'est pourquoi des paroles qui n'avaient pas été dites pour les Allemands du xxe siècle n'ont jamais trouvé meilleure application qu'en eux ; ils peuvent prendre pour cri de guerre l'exhortation de Paul aux Corinthiens (I *Cor*. xvi, 13) : « Soyez vigilants, fermes dans la foi, comportez-vous en hommes et soyez forts », ou bien celle de l'Apocalypse (ii, 10) : « Sois fidèle jusqu'à la mort. » Puisque le christianisme brave la mort, n'est-il pas la religion de la guerre ? Le christianisme primitif vivait dans l'attente du jugement dernier ; or, ce jugement divin, l'armée allemande a, paraît-il, conscience d'y travailler, témoin ce couplet de chant bavarois :

Nous n'interrogeons pas, nous n'hésitons pas,
Nous combattons fidèlement pour l'honneur et le devoir,
Jusqu'à ce que Dieu prononce la sentence
Dans le jugement universel.

Et n'est-ce pas encore pour les Allemands, poursuivis par « la haine du monde », qu'il a été dit (*Matth.* v, 11) : « Heureux êtes-vous si les hommes vous injurient, vous persécutent, proférant contre vous toutes sortes de calomnies à cause de moi » ? Enfin il est, nous assure-t-on, une parole que les Allemands sont autorisés à prendre pour eux parce qu'elle consacre la mission du peuple allemand, et cette parole c'est le mot du Christ à ses disciples (*Matth.* v, 13-14) : « Vous êtes le sel de la terre, vous êtes la lumière du monde. » Quoi qu'il en soit de sa signification historique et « palestinienne », c'est aux Allemands, déclare modestement M. Deissmann, qu'elle convient aujourd'hui en esprit et en vérité.

De cette exégèse abracadabrante tous les savants de l'Allemagne riraient bruyamment si elle ne venait point d'eux et si elle n'était point faite pour les flatter. La religion de l'Évangile n'est pas une religion de mignardises et de sensibleries, mais c'est une religion de charité, de bonté. Jésus, sans doute, réclame le sacrifice de soi, le sacrifice total, mais à l'œuvre du royaume céleste, à l'espérance de la vie éternelle. Il faut bien ajouter, puisque M. Deissmann ne s'en est pas aperçu, que Jésus et les apôtres se sont sacrifiés sans tuer personne. Ce n'est pas tout à fait la même chose que de s'exposer à la mort en tuant ses ennemis et en en tuant le plus possible. C'est jouer sur les mots que de présenter le christianisme primitif comme une religion

de guerre parce qu'il brave la mort : comme le Christ, il ne la brave qu'en s'exposant à la subir, mais il s'interdit de la donner. M. Deissmann doit savoir pourtant que ce n'est pas précisément pour être tué qu'on fait la guerre, mais pour tuer. Il ne s'agit donc ni du même sacrifice ni du même esprit. Jésus a servi par la pure et simple abnégation un idéal spirituel de charité et d'immortalité. L'Allemagne poursuit par l'extermination un idéal de domination temporelle ; l'Allemand n'entend perdre la vie que pour gagner l'univers. L'Évangile et la religion allemande ne sont pas sur le même plan, et la religion allemande est exactement le contraire de l'Évangile ; si elle prétend être l'Évangile, elle n'en sera que la caricature. Parce que Jésus a dit ou est censé avoir dit qu'il n'était pas venu apporter la paix, mais la division (*Matth.* IX, 34), il ne s'ensuit pas que le Christ ait patronné la guerre : il a prévu que ses disciples seraient trahis et persécutés par leurs proches, il n'a pas dit un mot pour les engager à se battre contre eux ni contre personne au monde. La pensée de l'Évangile sur la guerre est dans la parole prêtée au Christ pour réprimander le disciple qui avait tiré l'épée à Gethsémani contre les satellites du grand-prêtre (*Matth.* XXVI, 52) : « Remets ton épée en sa place ; tous ceux qui prennent l'épée périssent par l'épée. »

Il est superflu de discuter longuement les autres fantaisies bibliques de M. Deissmann. La fermeté dans la foi pour combattre ses propres passions ou

résister à l'adversité et à la persécution est autre chose que la foi patriotique et l'ardeur aux combats sanglants. Le rapprochement de la guerre présente avec le jugement dernier n'est qu'un enfantillage : les soldats de Guillaume II sont peut-être les anges du dieu allemand pour l'exécution de ses vengeances; ils ne sont pas les messagers de la justice éternelle. Abandonnons au jugement de l'histoire ces pauvres Allemands qu'on nous dit si calomniés, que nous avons osé appeler barbares quand ils étaient seulement durs et cruels par discipline ; mais tenons pour certain dès maintenant que ce n'est point pour la cause du Christ qu'ils se sont exposés à la sévérité de notre blâme. Faisons également confiance aux siècles futurs pour donner le sort de ridicule qu'elle mérite à la prétention qu'ont les Allemands d'être le sel de la terre et la lumière du monde. Le sens « palestinien » de ces antiques formules était purement moral, concernant la vérité de l'Évangile et sa pratique, sans aucun rapport avec quoi que ce soit qui ressemble à la culture allemande, à ses manifestations et à ses produits. Le sel de la vertu allemande est tout en explosifs, et la lumière de la science allemande se résout en gaz asphyxiants. Le genre humain a besoin d'un autre secours pour s'élever dans l'ordre du vrai et du bien. Si Jésus pouvait répondre à M. Deissmann, il lui dirait que les Allemands semblent avoir toutes les qualités requises pour devenir les bourreaux de l'humanité, mais qu'ils ont

grand tort de regarder ce tempérament comme une forme de mission providentielle, qu'ils n'ont pas de quoi s'en glorifier, et qu'il serait peut-être prudent à eux, s'ils ne désirent pas que la postérité s'amuse trop à leurs dépens, de ne point draper ainsi leur orgueil dans ses paraboles.

Admettons que la guerre est la plus haute expression de la religion allemande, puisque des Allemands très autorisés nous le disent : c'est que cette religion n'a rien de commun avec l'Évangile. Miss Petre va nous faire mieux comprendre comment elle n'a rien non plus de commun avec l'humanité.

II

Il y a, nous dit Miss Petre, deux conceptions de la politique, celle de Machiavel et celle de Mazzini; la première peut se définir dans ces mots : tout pour la nation ; et la seconde dans cette formule : la nation pour l'humanité. C'est que l'humanité travaille sur deux plans, le plan national et le plan international. Chacune des deux conceptions a sa logique, et Miss Petre reconnaît aussi à chacune sa vérité. Mais elle paraît admettre deux ordres de vérité : Machiavel et Bismarck peuvent être dans le vrai politiquement; humainement ils sont dans le faux ; une guerre barbare peut être une vraie guerre, mais ce n'est pas la guerre d'un peuple civilisé ; une diplomatie sans scrupule peut être une vraie

diplomatie, ce n'est pas celle d'une nation moralement grande. L'intérêt est le dernier mot de la politique et de la guerre, mais ce n'est pas le dernier mot de l'humanité. Or c'est l'humanité qui est la réalité profonde et qui finalement vaincra.

Telle est la thèse que Miss Petre développe avec une sérénité toute philosophique, qui contraste heureusement avec le germanisme aveugle et fougueux de M. Deissmann. Dès l'abord on en perçoit la haute vérité, avec on ne sait quelle nuance d'excès métaphysique, d'idéalisme transcendant, d'insuffisante adaptation aux réalités de l'histoire et de la vie présente.

C'est par les nations qu'est constituée l'humanité, c'est dans les nations qu'elle grandit, que se forme la conscience morale d'un droit humain qui ne connaît pas de frontières. Il n'est donc pas très exact et il peut être imprudent d'opposer radicalement l'humanité à la nation. La distinction de la vérité politique et de la vérité humaine prête aussi à équivoque. La réalité de l'intérêt politique ne fait pas d'une guerre sauvage et d'une diplomatie malhonnête une vérité de même ordre que le respect de la justice et du droit. Dans la pratique, toutes les guerres n'ont pas été et ne sont pas sans humanité, toutes les diplomaties n'ont pas été et ne sont pas sans honnêteté. La guerre et la diplomatie n'ont-elles jamais servi, ne peuvent-elles pas servir encore maintenant à défendre le droit, à sauver l'humanité ? Il y a guerre et guerre, comme il y a diplomatie et

diplomatie. La guerre barbare et la diplomatie frauduleuse peuvent réaliser des avantages, mais non une vérité. Miss Petre parle de vérité à ce propos parce qu'elle s'est fait une idée de la guerre en soi, de la diplomatie en soi, qui trouve son accomplissement parfait dans une guerre de simple extermination, dans une diplomatie de pur artifice ; mais ce rapport conçu entre des faits brutaux et des notions tout abstraites, non réelles, ne constitue pas même une vérité logique ; et comme les faits dont il s'agit s'apprécient au point de vue moral, mieux vaudrait ne point appeler vrai ce qu'on ne peut qualifier bon.

La guerre, écrit miss Petre, est chose essentiellement brutale, et toutes les réglementations qu'on essaie de lui imposer ne peuvent qu'en effleurer la surface sans en changer la nature. N'est-il pas évident qu'elle suspend les lois ordinaires de la moralité, et que des chrétiens qui font la guerre commencent par mettre dehors le christianisme ? C'est pourquoi le motif pour lequel on fait la guerre importe plus que la manière dont on la conduit ; la guerre peut être inévitable, elle est toujours plus ou moins barbare ; elle sera noble ou honteuse selon la fin qu'elle poursuivra. Autre chose est que la guerre doive être humainement conduite, comme le soutiennent les Anglais et les Français, autre chose est que cette manière humaine de faire la guerre soit conforme à la nature de celle-ci. L'esprit entier des Allemands ne

s'est nulle part montré mieux que dans leur philosophie de la guerre : étant donné que la guerre est la lutte par la force brutale, il s'y jettent en toute rigueur de logique et se croient tout permis pour détruire l'adversaire. Les Anglais prendraient volontiers la guerre pour un exercice corporel, et les Français pour un tournoi ; les Allemands les ont contraints de la prendre autrement. « Les lois d'une guerre honorable, remarqne Miss Petre, seraient les lois de quelque chose qui ne serait pas précisément la guerre. » Écoutons les Allemands, qui s'y connaissent :

Tout acte, de quelque nature que ce soit, accompli par nos troupes pour décourager, vaincre et détruire nos ennemis, est un acte honnête, une bonne action, et il est pleinement justifié... L'Allemagne est juge suprême de ses propres méthodes, qui doivent être en temps de guerre imposées au monde.. Il est de nulle conséquence que tous les monuments qui jamais furent créés, tous les tableaux qui jamais furent peints, tous les édifices qui jamais furent bâtis par les plus grands architectes de l'univers soient détruits, si, par leur destruction, nous contribuons à la victoire de l'Allemagne sur les ennemis qui ont juré son complet anéantissement... Une simple pierre sur la tombe d'un grenadier allemand est un monument plus glorieux et plus vénérable que toutes les cathédrales de l'Europe ensemble.

Ainsi parle un officier supérieur de l'armée allemande, le major-général von Disfurth, dans un article (1) que Miss Petre cite à bon droit comme

(1) Publié dans les *Hamburger Nachrichten ;* traduit dans *Sunday Chronicle* du 15 novembre 1914.

typique d'une certaine mentalité allemande. Tel est, dit-elle, le pur militarisme, et il ne manque pas de logique. L'observation des traités n'a rien non plus de commun avec la force brutale. Ce peut être une loi internationale de ne pas franchir une certaine frontière; mais une bête qui en attaquerait une autre n'y regarderait pas, et l'Allemand n'y regarde pas davantage. « La guerre est la guerre » au sens allemand du mot ; des procédés inhumains qui conduisent au succès sont des moyens de guerre, si détestables soient-ils. Le monde peu à peu réagit contre cette philosophie de la guerre, qui peut-être ne sauvera pas le peuple qui la professe : c'est qu'il réagit contre la guerre elle-même ; on voudrait civiliser la guerre, mais on travaille à son abolition, guerre et civilisation étant des choses contradictoires et inconciliables, bien qu'elles puissent temporairement coexister.

Si tout ne nous trompe, le lecteur qui aura suivi ce résumé éprouvera la même impression que celui qui écrit ces lignes en lisant les chapitres d'où il l'a extrait : profonde sympathie pour le sens humain de l'auteur, et une espèce d'effroi devant l'inflexibilité et l'apparente impassibilité de ses déductions. Cette crainte est faite d'un double sentiment : le frisson désagréable qu'on éprouve à voir justifier logiquement ce que moralement on condamne, et le soupçon de quelque imperceptible fissure dans cette froide logique qui semblerait presque passer condamnation sur toutes les horreurs possi-

bles de la guerre en attendant qu'on la supprime tout à fait. L'éventualité de cette suppression apparaît tellement lointaine et invraisemblable pour un temps indéfini qu'en ayant l'air d'y suspendre toute l'espérance de l'humanité, c'est presque à la désespérance que provisoirement on nous inviterait.

Reprenons le principe posé ci-dessus : la guerre en soi n'existe pas; un type absolu de guerre, qui se reproduirait dans toutes les guerres que font les hommes, est une fiction de notre esprit. Il y a seulement des guerres, plus ou moins cruelles et atroces, mais dont aucune ne peut être et n'est l'exacte reproduction de l'autre. Après tout, la guerre allemande, si sauvage qu'elle soit, n'est pas tout à fait celle du non civilisé qui boit le sang de l'ennemi et qui emporte son scalp ou sa tête. Les conditions de la guerre, ses conditions morales, les seules qui nous occupent ici, n'ont pas cessé de varier au cours des temps et de varier en s'améliorant. La guerre est un acte brutal, mais ce n'est pas un acte de brute, c'est un acte humain, et il n'est pas possible, du moins il n'est pas licite, il n'est pas vraiment philosophique d'isoler, dans la considération qu'on en fait, sa qualité caractéristique, la brutalité, de sa qualité substantielle, qui est d'être un acte d'homme. Puisque ce sont des hommes qui se battent, ils ne peuvent pas, — n'en déplaise à l'état-major allemand, et sauf le profond et sympathique respect dû à Miss Petre, qui nous semble seulement avoir fait trop confiance à la logique allemande, —

ils ne peuvent pas, disons-nous, être considérés comme des chiens qui se déchirent ou des taureaux qui se précipitent furieusement l'un contre l'autre. Au chien et au taureau qui se battent rien n'est, à proprement parler, permis ni défendu, parce qu'ils ne sont pas susceptibles de moralité. Les hommes, même les Allemands, ne sont pas des brutes, quand même ils voudraient en être; c'est pourquoi, quand ils se battent, certaines choses peuvent leur être moralement ou permises ou défendues, selon le degré d'humanité où ils sont parvenus. Car la brutalité n'existe point chez eux à l'état absolu, non plus que l'humanité; ils s'élèvent, peu à peu, de l'une à l'autre, et il faut bien se garder, sous couleur de logique, de paraître les autoriser à être parfaitement brutes, parce qu'ils ne sont pas encore de tout point parfaitement hommes.

Ne pourrait-on pas alléguer contre cette logique, limitée à un aspect des choses — qui n'est pas vraiment logique, n'étant pas une logique vraie selon la nature de l'homme, — l'exemple du duel, qui est entre les individus ce que la guerre est entre les nations? Le duel est resté longtemps, il reste encore chez les peuples civilisés un moyen de résoudre certaines difficultés, certaines affaires dites d'honneur que la société ne sait pas terminer autrement. Pas plus que la guerre, le duel n'est un simple exercice ni une lutte chevaleresque; il peut tourner à une petite comédie, mais, en principe, c'est un combat. Or il n'est point admis que ce

combat, parce qu'il est combat, ne comporte pas d'autre règle que l'intérêt personnel du combattant, ni qu'un duel déloyal réalise la perfection du genre parce que le duelliste, au lieu d'avoir égard aux coutumes reçues en ces sortes de luttes, n'a reculé devant aucun moyen pour sauver sa vie et détruire son adversaire. Les règles ont été instituées précisément pour moraliser le duel dans une certaine mesure, et pour qu'un combat d'hommes ne soit pas un combat de bêtes. Va-t-on dédaigner cet effort, et, sous prétexte que le duel est, au point de vue d'une raison supérieure, chose absurde, insinuer qu'il importe peu que le duel soit conduit loyalement ou non, le duel le plus brutal étant au fond le véritable duel ? N'est-il pas vrai plutôt qu'un tel duel n'en est pas un, mais un combat de brutes, parce qu'on y viole les restrictions que les hommes eux-mêmes y ont voulu introduire pour en faire un combat d'honnêtes gens ? Et pourquoi ferait-on fi des des règles que les peuples civilisés ont commencé de vouloir s'imposer afin que la guerre soit un combat d'honnêtes nations ?

Sans doute n'est-il point vrai de dire que la guerre par elle-même chasse la moralité. Qu'elle soit en contradiction radicale avec le christianisme, nul n'y peut contredire sans parti pris ; mais c'est peut-être que l'Évangile ignore les conditions réelles de l'existence humaine, conditions qui déterminent celles de l'humaine moralité. Jusqu'à présent la guerre a été parmi les hommes une sorte

de fatalité ; les plus sages se défendent de prévoir quand et de savoir comment l'on pourra définitivement conjurer ce fléau ; provisoirement ils essaient de l'atténuer. Mais la guerre n'est pas qu'un déploiement de force brutale ; elle n'existe pas indépendamment des motifs qui l'inspirent et de la façon dont on la conduit, la fin et les moyens étant corrélatifs.

Miss Petre considère surtout la fin, et, alléguant que la guerre est toujours plus ou moins barbare, elle se montre presque indifférente aux moyens, qui sont, d'après elle, d'autant plus conformes à la nature de la guerre qu'ils sont plus brutaux. Cette considération abstraite brise l'unité de la guerre en tant qu'acte humain et prive la guerre du caractère moral qui de ce chef lui appartient. La force en soi n'est point chose morale, mais l'emploi de la force par un être moral ne saurait être exempt de moralité, et il sera même d'autant plus chargé de moralité, en bien ou en mal, que la culture morale de celui qui recourt à la force est plus avancée. C'est d'après cette culture même que seront également jugés et la fin et les moyens de l'action, fins et moyens qui constituent ensemble le caractère moral de l'action même. Les moyens sont naturellement proportionnés à la fin, et les moyens de la guerre allemande sont ceux qui conviennent aux fins de cette guerre ; c'est de cette guerre-là qu'ils sont la forme parfaite, c'est dans la logique de cette guerre-là qu'ils rentrent. Ils ne seraient

pas dans la logique d'une autre guerre, d'une guerre qui se proposerait des fins nobles et généreuses.

Le crime de l'Allemagne, dit Miss Petre dans un passage où elle a mis son âme, est d'avoir voulu détruire la France ; en regard de ce crime, la violation de la neutralité belge ne compte guère, et ce sont les intentions de l'Allemagne, non les atrocités de la guerre allemande, qui font injure au vrai progrès. Mais la violation de la neutralité belge n'était que pour la ruine de la France ; mais les atrocités de la guerre allemande sont en rapport avec ses intentions exterminatrices. Que la philosophie ne sépare pas ce qu'a uni la nature allemande. La logique allemande n'a pas, comme on nous le dit, réalisé un type absolu de la guerre, elle n'a fait qu'adapter ses moyens de guerre aux fins qu'elle poursuivait dans la guerre. Si les fins sont condamnables, les moyens le sont tout autant, parce qu'ils ne font qu'un, en réalité, avec les fins et avec la guerre elle-même.

Les Anglais ne regardent pas vraiment la guerre comme un *sport*, ni les Français comme un tournoi. Les uns et les autres pensent que la guerre ne permet pas toutes les cruautés, et qu'il y a des choses qui, entre civilisés, ne doivent plus se faire. A l'occasion les Allemands en conviennent aussi bien que les Anglais et les Français. Le pasteur Dryander a déclaré hautement que les Allemands comprenaient l'obligation de conduire la guerre d'après

« ses principes chrétiens et suivant les exigences de la miséricorde et de l'humanité ». Les quatre-vingt-treize éminents docteurs qui ont signé le manifeste « au monde civilisé » ont également protesté que l'Allemagne combattait malgré elle, pour sauver la civilisation, et en observant le droit des gens. Ils nient leur crime, mais ils ne contestent pas le principe qui le condamne. Ces témoignages objectivement faux contribuent à prouver qu'il existe une moralité des peuples civilisés au regard de laquelle une guerre non nécessaire, une guerre d'extermination, une guerre déloyale sont réprouvées. C'est là un point très important, dont il convient de maintenir l'acquisition, et qui ne doit pas être oublié des non-combattants qui réfléchissent sur la guerre présente.

En violant ces principes, en les niant même par d'autres voix que celles qui viennent d'être mentionnées, l'Allemagne ne se met pas seulement en contradiction avec une humanité future, que l'on peut espérer meilleure que la nôtre, elle s'excommunie de l'humanité présente ; et le langage de ses pasteurs et de ses docteurs témoigne qu'ils ont conscience de cette réprobation. Ils seront donc peu sensibles à l'éloge que Miss Petre fait de la logique allemande en matière de guerre, cette logique n'étant, d'après les principes avoués par eux-mêmes, qu'une logique de scélérats. Une « guerre honorable » est possible, et au lieu d'être « quelque chose qui ne serait pas précisément

la guerre », ce serait la guerre telle qu'aujourd'hui tous ceux qui prétendent à la qualité de civilisés professent que la guerre doit être.

Ce n'est pas la guerre comme l'Allemagne la fait, ce n'est pas la guerre comme l'entendent les politiques et les militaires allemands. Il ne s'ensuit pas que ces politiques et ces militaires aient une logique meilleure que la nôtre, mais qu'ils sont au dessous, même en pensée, de l'idéal où tend l'humanité actuelle. Leurs déclarations ne sont pas admirables de logique, elles sont étonnantes d'inconscience. Le plus vulgaire esprit peut découvrir que tout moyen propre à épouvanter, à démoraliser l'ennemi, peut efficacement contribuer à sa destruction ; mais il n'est pas nécessaire d'être un saint pour sentir qu'un peuple n'a pas le droit de détruire un autre peuple pour le plaisir de le détruire, et dans un intérêt que ne justifie aucune prétention légitime ; tout politique et tout général bonnement honnêtes peuvent comprendre qu'une juste guerre peut arriver à ses fins sans l'étalage d'horreurs accomplies en violation de la morale commune, qui constituent la guerre d'extermination, et que même la guerre qui se fait pour la défense d'un droit ne s'accommode pas des horreurs dont il s'agit.

Les propos du major-général von Disfurth sur l'Allemagne, « juge suprême de ses propres méthodes » ne sont qu'une expression de l'orgueil allemand, qui veut se croire maître du monde ; mais

au-dessus de l'Allemagne il y a déjà, il y aura toujours, espérons-le, la conscience du genre humain. Ce que ce guerrier dit de l'insignifiance des pertes artistiques, eu égard à l'avantage qui peut résulter de telles destructions pour la guerre allemande, n'atteste qu'un lamentable défaut de culture intellectuelle et morale. Nul ne lui niera que la pierre qui recouvre la dépouille d'un soldat mort pour son pays soit un monument respectable. Mais les cathédrales aussi rappellent des morts, toutes leurs pierres sont des symboles d'un passé vénérable, et elles n'ont pas à tomber en poussière devant la pierre du soldat, qui aurait sa place auprès d'elles comme les tombes d'un cimetière autour d'une église. Comment Miss Petre, d'intelligence si lucide, ne s'est-elle pas aperçue que de pareilles idées n'avaient pu germer qu'en des esprits singulièrement obtus ?

Il est aussi fort imprudent de paraître accorder au chancelier allemand que les traités internationaux sont des chiffons de papier, bons pour être déchirés à la première occasion. On nous répète que la guerre est essentiellement brutale et qu'il n'y a pas de traités pour les brutes, ni de frontières neutres à respecter. A notre tour, répétons que des conventions peuvent s'imposer au respect des hommes, même quand ils font la guerre, parce que les hommes ne sont pas de parfaites brutes et qu'on ne doit pas les considérer comme tels. Mais la question mérite d'être examinée de plus près.

Autrefois, dit Miss Petre, on se battait pour se battre, pour faire conquête, sans s'inquiéter autrement du droit ; maintenant des négociations précèdent la guerre, et on les embrouille assez pour qu'il soit possible de persuader au peuple qu'il se bat pour une cause juste ; la rupture des pourparlers marquant le commencement des hostilités, on en déduit que les diplomates sont des agents de paix ; au fond, la diplomatie n'est qu'une autre forme de la guerre, c'est la protection des intérêts nationaux à l'étranger ; et les Allemands nous ont fourni aussi le type de la diplomatie pure, sans mélange d'idéalisme ; la diplomatie était pour Bismarck la forme supérieure de la guerre, forme dont la guerre proprement dite n'était qu'un des moyens ; toute considération morale lui aurait paru trahison de l'intérêt national, et de telles considérations tendent en effet à supprimer la diplomatie comme à supprimer la guerre, en remplaçant l'une et l'autre par des relations internationales qui seraient fondées sur le principe de la fraternité humaine et de la coopération ; quand la diplomatie est au bout de ses ressources, chacun recourt à la force pour faire prévaloir ce qu'il dit être son droit ; et l'on hésitera sans doute à proclamer qu'un peuple doit périr plutôt que de manquer à la lettre d'une convention internationale ; après tout, il n'est pas de guerre qui ne soit la violation d'un traité ; ce qui fait cette violation répréhensible ou louable, ce sont les motifs qui induisent à y recou-

rir ; le vrai tort de l'Allemagne est dans sa politique de vampire, et c'est bien moindre crime de violer un territoire neutre que de dénier aux petits États le droit d'exister.

Dans cette conception, la diplomatie n'est que la ruse de la bête cherchant à s'emparer d'une proie avec le moindre risque et la moindre peine, comme la guerre est l'effort de la brute se ruant sur la proie qui résiste et se défend. Cependant, comme la guerre des hommes ne peut pas être qu'un effort brutal, leur diplomatie ne peut pas être simplement la ruse de l'animal perfectionnée par l'ingéniosité humaine pour la satisfaction de leurs appétits. Miss Petre, qui ne semble pas faire grand fond sur la notion de droit et de justice, ne lui reconnaît guère dans l'histoire de la diplomatie que le rôle de prétexte. Ainsi a-t-elle pu présenter la diplomatie comme une chose plus artificieuse, mais non moins brutale que la guerre. Elle n'a pas suffisamment considéré que le droit, ce prétendu prétexte, est aussi ancien que les traités eux-mêmes, et que si les traités n'ont pas cessé d'être violés depuis que les hommes se sont habitués à en faire, avec la même persévérance les hommes n'ont pas cessé de regarder les traités comme consacrant et créant des droits. Pauvres droits, dira-t-on, qu'on ne s'est jamais lassé de bouleverser ! Mais si le droit, dans sa caducité, participe à la condition générale des choses humaines, il n'en est pas moins une réalité humaine, comme la religion. Et le « comme » est

presque de trop, parce que le droit fut toujours si étroitement associé à la religion même qu'on pourrait dire qu'il a été, qu'il reste une religion universelle. Certes, les traités de paix, si égoïstes qu'aient été la plupart du temps les motifs qui animaient les négociateurs, ne furent pas que des contrats d'animaux astucieux où le plus simple était exploité par le plus habile ; ces contrats étaient sacrés, on les tient encore pour tels, et ce trait n'est point de l'animalité.

Dès la plus haute antiquité l'on constate l'existence de pactes jurés ; il est vrai que souvent ce sont les plus forts qui les imposent aux vaincus sous la religion du serment, et que le serment a pu consacrer beaucoup d'usurpations et d'injustices. Cependant le plus ancien traité juré qui soit actuellement connu, et qui est encore subsistant en original au Louvre, sur la stèle dite des Vautours, monument sumérien de vingt-sept ou vingt-huit siècles antérieur à l'ère chrétienne, est pour délimiter le territoire de deux villes, Lagash et Oumma, après reprise d'un morceau que les gens d'Oumma avaient enlevé à ceux de Lagash : ceux d'Oumma s'engagèrent sous les plus terribles imprécations à ne pas dépasser la borne. Nous ignorons combien de temps le traité fut observé, mais, quand même il ne l'aurait été que quelques années, il aurait été salutaire. Si rudimentaire qu'y soit la notion de justice, il la fait valoir, il la garantit, il la fait respecter : le grand filet de Babbar, le dieu soleil et le

dieu du droit, devait s'abattre sur les parjures (1). Nous pouvons rire aujourd'hui du grand filet de Babbar, mais les gens de Lagash et d'Oumma ne riaient pas. Le filet de Babbar les initiait à la justice et conséquemment à l'humanité. Dans la Bible, lorsque l'antique Jephté s'en va disputer au roi de Moab un territoire empiété par celui-ci sur Israël, il lui dit (*Juges*, XI, 24) : « Est-ce que tu n'es pas maître du territoire que t'a donné ton dieu Camos ? Pourquoi ne serions-nous pas maîtres du territoire que nous a donné Iahvé notre dieu ? » Si naïve que soit cette logique, elle vaut bien celle des Allemands, car elle fonde le droit des nationalités, non sur la force, mais sur le respect de leur individualité, ou plutôt elle veut le fonder ; car l'argument de Jephté n'a point encore converti les peuples ; mais l'argument n'en est pas moins bon, et l'on voit s'il est ancien ! Est-il besoin de rappeler la vieille Rome et le droit des fétiaux, prêtres gardiens des pactes jurés ? On dira que tout cet étalage de droit par les Romains n'a servi qu'à couvrir indéfiniment leurs rapines et que l'invocation du droit n'a été qu'un artifice hypocrite de leur diplomatie. Mais c'est le cas aussi de répéter ce qui a été dit de l'hypocrisie, hommage involontaire que le vice rend à la vertu.

Bien avant le moyen âge il a existé une idée du

---

(1) HEUZEY et THUREAU-DANGIN, *Restitution matérielle de la stèle des Vautours* (Paris, 1909).

droit international, plus ou moins imparfaite, mais réelle, assez puissante pour s'imposer comme idéal, bien que reniée constamment en fait, comme il y avait une idée des devoirs individuels, toujours reconnue théoriquement, nonobstant les innombrables accrocs qui s'y faisaient dans la pratique. Autant il serait niais d'admettre que la justice a toujours régné dans le monde, parce qu'on en parle depuis quelques milliers d'années, autant il serait faux de penser que la justice n'a jamais été qu'un mot inventé par les hommes pour couvrir leurs perfidies. Ce mot portait une idée et une force morales, vaguement conçues d'abord et faiblement agissantes, impératives pourtant, très hautes dans leurs prétentions, d'autant plus estimées qu'on les voyait moins obéies. La diplomatie la moins scrupuleuse n'en a jamais pu faire abstraction complète. Machiavel et Bismarck ne suffisent pas à créer une prescription contre la tradition universelle de l'humanité civilisée. La diplomatie a une loi reconnue bien que mal observée, et cette loi n'est pas autre que la justice.

La diplomatie défend des intérêts, mais elle a eu soin généralement de les présenter comme des droits ; en fait, ces intérêts des peuples étaient souvent ce qu'ils prétendaient être et ils étaient défendus avec raison comme fondés en équité. Comme nous avons laissé tomber l'idée de la guerre typique, purement brutale, dans la logique de laquelle seraient toutes les atrocités, laissons aussi

tomber l'idée de la diplomatie typique, purement astucieuse, et dans la logique de laquelle seraient toutes les perfidies. Cette guerre et cette diplomatie feraient honte à l'humanité si elles avaient été vraiment sa loi. Dans la mesure où elles ont été pratiquées en général, elles ont été sa faiblesse; là où le prétendu type s'est le plus pleinement réalisé, il a été senti comme une anomalie, comme une monstruosité, non comme une loi. La vraie loi des hommes était donc dans les limites qu'ils sentaient le besoin et l'obligation d'imposer à leur barbarie, et dans l'honnêteté qu'ils sentaient le besoin et l'obligation d'établir dans les relations internationales. Quand même nous devrions abandonner au jugement de Miss Petre les Allemands comme types complets de sauvagerie et de fausseté, — ce qui serait exagéré, car toute l'Allemagne n'est pas dans ses représentants officiels, et ceux-ci affectent encore de n'être brouillés tout à fait ni avec l'humanité, ni avec la justice, ni avec la sincérité, — nous ne pourrions pas reconnaître en eux les authentiques représentants de tout le passé humain. Miss Petre nous prévient que les Allemands retardent moralement sur l'humanité actuelle : c'est qu'ils sont en dehors du courant qui porte l'humanité civilisée vers une conception plus compréhensive et un respect plus réel du droit.

Quand la diplomatie défend un intérêt légitime, elle défend un droit, elle défend le droit, et tout en travaillant pour un peuple, elle travaille pour

l'humanité. Bismarck aurait-il admis que « les hommes d'État ne peuvent pas faire de mal en un sens universel parce qu'ils n'ont pas de devoir universel » ? C'est possible, encore qu'il eût plutôt identifié l'intérêt de l'Allemagne avec celui de l'humanité, comme tâchent de faire les Allemands d'aujourd'hui. Mais personne au monde, pas même le pape de Rome, n'a de devoirs universels, et les actes de chacun, du plus humble au plus grand, n'en sont pas moins susceptibles d'être qualifiés d'après la distinction universelle du bien et du mal, dont tout le monde professe qu'ils relèvent. Un balayeur de rues qui s'acquitte consciencieusement de sa fonction n'accomplit pas un devoir universel ; il n'en fait pas moins le bien au sens universel du mot. Le diplomate est logé à la même enseigne que le balayeur de rues. Au lieu de disparaître dans l'économie idéale où règnera le principe de la fraternité humaine et de la coopération, le diplomate en sera venu finalement à la réalité de ce qu'il disait être sa fonction depuis l'antiquité, c'est-à-dire à traiter en toute franchise l'équilibre d'intérêts qui ne seront pas autre chose que des droits. Car il faudra toujours parler de droit, réaliser le droit, fonder et promouvoir la justice, le principe de la fraternité humaine, auquel s'arrête Miss Petre dans sa vision de la cité future, étant beaucoup trop éthéré pour supporter seul tout le massif édifice de l'humanité nouvelle.

Jusqu'à ce que vienne cette félicité d'apocalypse,

des traités équitables resteront le plus sûr moyen de garantir la paix internationale. Tous les traités à la longue deviennent caducs, parce que les circonstances changent et les hommes aussi. Mais de ce qu'ils sont destinés à tomber un jour ou l'autre, il ne suit pas qu'ils soient faits pour être violés dès que l'opportunité s'en présentera. Un traité demande a être abrogé quand il apparaît insuffisant, quand il aboutit au contraire de sa fin, quand il devient un instrument de trouble et de discorde au lieu d'être un instrument de paix. S'il a été imposé par la violence et l'injustice, il ne sera pour l'oppresseur qu'une garantie passagère contre l'opprimé, qui de son côté n'y voit qu'une contrainte humiliante. Mais des engagements librement contractés par les nations les obligent tout aussi bien que les contrats lient les simples particuliers, et si elles ont le pouvoir de s'y dérober arbitrairement, ce n'est pas motif pour leur en accorder le droit. S'il ne s'agit que de manquer à la lettre d'une convention, nul ne fera difficulté de concéder à Miss Petre qu'un peuple qui serait en danger de périr par ce scrupule doit être autorisé à le surmonter. L'obligation du traité avait été instituée en garantie de vie nationale, et elle s'évanouit dès que le traité devient un principe de mort; la guerre devient inévitable si les parties contractantes ne s'accordent pas sur la revision du traité qui met en péril l'existence de l'une d'entre elles.

Mais ce beau principe a-t-il la moindre applica-

tion dans le cas de la guerre actuelle, et peut-on, au point de vue de la justice et du droit international, faire bon marché de la violation du territoire belge par les Allemands, comme si ceux-ci n'étaient blâmables que dans leur intention de s'annexer la Belgique? Comment Miss Petre n'a-elle pas vu que les deux griefs n'en faisaient qu'un, et que les Allemands n'avaient pas envahi la Belgique parce qu'ils n'auraient pu faire autrement sans se perdre, mais parce que leur plan était de confisquer la liberté de la Belgique aussi bien que d'écraser la France? La Belgique était une création internationale qui n'avait pas été faite dans l'intérêt de notre pays, mais pour un intérêt commun de paix dans l'Europe occidentale ; la neutralité belge garantissait en même temps l'existence d'une véritable nation, indépendante et maîtresse d'elle-même ; violer sa neutralité n'était pas que porter atteinte au pacte qui avait donné naissance au royaume belge, c'était attenter à la paix et à l'existence de ce royaume.

Quand même l'Allemagne n'aurait nourri aucun dessein contre l'indépendance de la Belgique, — hypothèse bien invraisemblable, — n'est-il pas trop évident que nulle nécessité ne la poussait à envahir la Belgique, puisque c'est l'Allemagne qui a imposé la guerre aux autres puissances et qu'elle n'a violé la neutralité belge que pour l'avantage de cette guerre qu'elle avait voulue? Même la guerre une fois engagée, la violation de la neutralité belge

n'était pas de nécessité absolue pour l'Allemagne, l'événement ayant démontré au contraire que l'Allemagne aurait plutôt trouvé avantage à respecter cette neutralité.

La violation de la Belgique est un crime ajouté au crime de la guerre. Il n'y a pas lieu de le pallier en spéculant sur la fragilité des traités en général. Le traité que les Allemands ont déchiré n'avait point vieilli; il concernait un peuple que les Allemands n'avaient pas le droit d'utiliser à leur gré contre leurs ennemis. La violation de ce traité n'est donc pas moins condamnable en elle-même que les motifs qui l'ont suggérée. L'Allemagne a su choisir les moyens qui convenaient à ses fins, et moyens et fins sont pareillement immoraux.

III

Les théoriciens qui condamnent la guerre pour raison économique négligent l'existence d'un facteur dont il faut bien tenir compte, le patriotisme. A tel d'entre eux qui espère la disparition des guerres, parce que déjà il n'y a plus de guerres religieuses, Miss Petre répond que c'est peut-être simplement parce qu'il y a moins de religion. La question, dit-elle, serait de savoir si l'esprit de nationalisme va baissant, et dans quelle mesure les guerres internationales sont la condition des existences nationales. Le patriotisme germanique a le

même caractère absolu que la guerre allemande; il n'y entre aucun élément de morale internationale; l'Allemand s'est fait une philosophie de la barbarie, et il s'est mis à battre les gens pour qu'ils croient en lui. Mazzini voulait que chaque peuple apportât sa contribution au bien général de la famille humaine; mais comment organiser cette contribution? Et si l'humanité ne formait qu'une famille, le sentiment national y subsisterait-il?

Le socialisme, remarque notre auteur, s'est trouvé ne point faire obstacle à la guerre, et la guerre a provisoirement réalisé la solidarité des classes, que le socialisme s'employait à diviser. Si le socialisme a été impuissant à prévenir la guerre, c'est qu'il luttait seulement pour l'intérêt d'une classe, non pour une idée de justice qui devrait être commune à toutes les classes; il était tout aux questions économiques, et il a été désemparé devant le problème international qui tout à coup a primé celles-ci.

Plus que de la faillite provisoire du socialisme international Miss Petre a été frappée de l'attitude prise en face de la guerre allemande par les savants allemands. Elle ne dissimule pas l'inclination qu'elle avait pour la philosophie du professeur Eucken, ni le désappointement qu'elle a éprouvé en le voyant se livrer à des manifestations qui n'avaient rien de philosophique. « Si les gens du commun, dit-elle, peuvent être excusables de perdre la tête en temps de guerre, on est en droit de demander au philosophe qu'il conserve la sienne. » Le philosophe ne

devrait-il pas dominer le conflit des peuples en se plaçant au point de vue de l'humanité ? Et à d'autres qui, ailleurs qu'en Allemagne, ont eu l'esprit aussi troublé que le philosophe Eucken, notre auteur ne craint pas de dire : « Les monuments germaniques ne sont pas plus frustrés de leur valeur intellectuelle par le crime de cette guerre que les montagnes du pays allemand ne sont privées de leur naturelle grandeur. »

La grande affaire maintenant est celle de la paix à venir : finira-t-on par une paix véritable ou seulement par un traité ? Y a-t-il à compter beaucoup désormais sur l'idée d'un arbitrage international ? Sans doute, si les nations voulaient se soumettre à un tel arbitrage ; mais le voudront-elles, et le peuvent-elles? La paix et la justice universelles, déclare Miss Petre, sont un idéal humain, non international. Tant que la paix à tout prix sera la paix avec déshonneur, aucune nation noble ne s'interdira de combattre pour elle-même ou pour d'autres. Tant qu'il y aura des causes pour lesquelles il vaudra la peine de mourir, il y aura des causes pour lesquelles on pourra tuer. Tant que la vie internationale souffrira de maux pour lesquels la guerre est le seul remède possible, la guerre sera possible. L'expérience de la guerre présente ne nous aura pas entièrement transformés ; notre connaissance et notre pouvoir resteront limités ; la guerre même aura laissé des semences de haine que les meilleurs devront surveiller pour qu'elles ne germent pas en

de nouveaux conflits ; la période de réaction qui fatalement résultera de la guerre sera particulièrement dangereuse, parce que les plus francs auront appris à se défier, les plus généreux à haïr, les plus désintéressés à être égoïstes. Et Miss Petre conclut

Pour anéantir ces fâcheuses possibilités, nous avons besoin de toute la foi et de l'idéalisme de ceux dont la confiance a été douloureusement éprouvée par la suspension temporaire de leurs espérances sociales. Le cœur du peuple est sain, et c'est le peuple qui perd le plus et qui gagne le moins à la guerre. Nous savons ce qu'est la guerre moderne. Nous croyons encore qu'elle vaut mieux que l'esclavage, ou le déshonneur, ou l'injustice, mais nous voyons aussi qu'elle est hideuse, brutale, et destructive de choses que nulle puissance sur terre ne peut remplacer. Nous serons dans la vraie ligne du progrès si nous visons, non à l'abolition de la guerre, mais à la transformation des conditions sociales, politiques et internationales, qui rendent la guerre inévitable.

C'est sur ces belles et touchantes paroles que s'achève un livre auquel nul ne reprochera un manque d'élévation. S'il avait un défaut, ce serait de prendre les choses d'un peu trop haut, d'un point de vue trop absolu et trop abstrait, en négligeant certaines réalités qui mériteraient un jugement plus sévère et voudraient des remèdes plus précis. Il ne suffit pas de professer un grand idéal d'humanité si on ne le définit en quelques principes bien nets ; et pour servir efficacement cet idéal, il importe de flétrir les atteintes portées au peu qui déjà semblait acquis. Certains points du précédent

exposé appellent des remarques et des réserves analogues à celles qui ont dû être faites sur la théorie de la guerre, des relations diplomatiques et des traités internationaux. Examinons donc d'un peu plus près ces idées sur le patriotisme et l'humanité, sur la philosophie et la culture allemandes, sur l'arbitrage international et la paix de l'avenir.

Comme elle a eu l'idée d'une guerre qui n'est que guerre, et qui est d'autant plus guerre qu'elle est plus brutale, l'idée d'une diplomatie qui n'est que diplomatie, et d'autant plus diplomatie qu'elle est plus astucieuse, Miss Petre a l'idée d'un patriotisme qui n'est que patriotisme et d'autant plus patriotisme qu'il est plus égoïste. Et comme les Allemands ont réalisé dans la guerre le maximum d'atrocité, dans la diplomatie le maximum d'immoralité, ils ont réalisé dans le patriotisme le maximum d'étroitesse et d'inhumanité. Ce patriotisme serait le patriotisme sans alliage ; la conception de Mazzini, qui admet un échange de valeurs pour une communauté plus complète de vie internationale, serait un patriotisme mélangé, en voie de se transformer dans un idéal plus large et proprement humain. Miss Petre considère l'idée de Mazzini comme étant actuellement la meilleure, la conception purement humanitaire ne pouvant être que décevante puisque, pour le moment, elle n'est ni réalisée ni réalisable. On ne pourra, dit-elle, éviter la révolte des opprimés tant qu'il y aura des tyrans ; nous ne jouirons pas de la paix comme des sages, tant que

nous serons si lamentablement stupides ; un idéal peut être une fort belle chose, mais dangereux quand il devient illusion et que les hommes se croient arrivés déjà là où leur idéal ne pourrait les conduire que plus tard. Si grande qu'en ait dû être pour elle la tentation, Miss Petre ne se décide pas à résoudre finalement dans l'humanité tout sentiment et toute forme de vie nationale ; elle estime que la vie nationale n'est pas la forme suprême de la vie humaine, mais que la nationalité, au lieu de dominer comme aujourd'hui la vie humaine, en deviendra la manifestation. Qu'on se garde bien toutefois de toucher à l'idéal national avant que l'humanité soit prête !

Ici encore on peut craindre que l'idée d'un nationalisme pur, qui serait sans aucun mélange d'humanité, ne soit qu'une fiction de l'esprit. Le nationalisme allemand lui-même, et l'on peut dire lui surtout, se considère comme un type supérieur d'humanité qui s'identifie à la culture allemande, et que les Allemands prétendent imposer à l'humanité par la force, mais en justifiant leur tentative par l'excellence de ce type et de cette culture. Aussi colossale que naïve est l'illusion qu'ils se font sur la valeur universelle de leur idéal ; aussi orgueilleux qu'absurde est le dessein d'y convertir le monde par la violence. Ce n'est pas toutefois le propre des Allemands d'identifier à leur culture particulière l'idéal de l'humanité. Depuis que les hommes vivent sur la terre, tous les peuples en ont fait et ils en font

encore autant. Les Allemands sont remarquables seulement par l'outrecuidance de leur conviction à une époque où il est moins permis qu'autrefois d'ignorer les humanités voisines, et par l'étrange aberration qui leur a fait prendre leur artillerie pour un moyen de conquête morale, dans un temps où les idées commencent à compter davantage pour elles-mêmes et à se défendre par leur valeur intrinsèque. Le germanisme n'est donc pas la forme absolue et typique du patriotisme; il est une forme assez grandiose, mais surtout extravagante et dangereuse, d'humanité.

L'humanité une et universelle n'existe pas encore, et même l'idée qu'on se fait de cette humanité dans l'avenir manque passablement de consistance. Miss Petre, qui y croit, comme toutes les bonnes et grandes âmes, n'a pas essayé de la définir. L'idée paraît bien être en formation, ainsi que la chose même. L'humanité se cherche et se réalise comme elle peut dans les humanités existantes ; sans doute arrivera-t-elle quelque jour, à travers maintes catastrophes, dont nous voyons vraisemblablement une des plus énormes, — l'avenir dira si elle aura été une des plus fécondes, — par des approximations de moins en moins grossières, par une communication plus intime de ses idéals, à réaliser une façon de conscience générale qui des humanités disparates fera une humanité encore multiforme. Les chances de réalisation que peut avoir cette hypothèse n'autorisent pas à lui réserver le nom

d'humanité, que, tout bien considéré, elle n'a point mérité encore, et à le refuser aux ébauches d'humanité qu'ont été et que sont les diverses civilisations avec leurs idéals nationaux et religieux.

C'est dans ces idéals que l'humanité, fière et pauvre, malheureuse et confiante, s'est affirmée et s'affirme vivante ; et les rudiments de l'humanité future, une et parfaite, que nous rêvons pour nous encourager au travail dans la « vallée de larmes », existent déjà dans les humanités d'aujourd'hui. Il faudrait seulement les dégager, les rassembler, les fortifier, les exalter. Même les Allemands trouveront, quand ils voudront, dans leur tradition nationale et chrétienne, chez ceux des leurs qui dans le passé furent vraiment grands, la condamnation du crime qu'ils ont voulu commettre contre la liberté du monde. L'accord des nations ne serait pas tellement difficile si, au lieu de s'opposer les unes aux autres par ce qu'elles ont de pire, elles avaient la volonté de se rapprocher par ce qu'elles ont de bon.

Rechercher la formule d'une paix universelle et perpétuelle doit être d'une spéculation hasardeuse. Mieux vaudrait la disposition à solutionner en toute équité les différends qui se présentent. L'idée de la justice internationale n'est point nouvelle sur la terre ; c'est la pratique qui est ardue. Il en va de même pour la justice sociale. Les plus belles théories, les plus habiles expédients, Miss Petre elle-même nous le dit, n'aboutiront à rien sans la capi-

tulation des égoïsmes. Ce n'est pas précisément le nationalisme qui s'oppose sur ce point à l'humanité, mais certaine forme de nationalisme ; on conçoit fort bien une forme de nationalisme dont l'idéal soit humain, comme on en conçoit et on en voit d'autres dont l'idéal est principalement égoïste. Mais tout nationalisme porte en soi une humanité, une vie humaine imparfaite, qu'il ne tient qu'à lui de développer. L'humanité peut être conçue comme supérieure au simple internationalisme, parce qu'elle ajoute aux relations pacifiques un sentiment de fraternité. Mais les relations pacifiques sont-elles possibles et durables sans ce sentiment ?

Toutes ces distinctions logiques, qu'il n'est d'ailleurs pas inutile de faire, ne valent pas une once de bonne volonté. L'idée d'une humanité purement humaine, où se résoudraient toutes les différences qui tiennent à la nationalité, appartient au royaume de la chimère, et Miss Petre l'a sagement écartée ; mais la distinction radicale qu'elle veut établir entre la vie humaine et la vie nationale ne semble pas avoir toute la rigueur qu'elle voudrait lui attribuer, les deux n'existant ni ne pouvant exister, — au moins pendant des siècles et des siècles dont nul ne saurait fixer le terme, — séparées l'une de l'autre, mais plutôt confondues en des vies à la fois humaines et nationales, plus ou moins parfaites, et toujours perfectibles. Le danger d'illusion, quand il s'agit d'idéal humain, ne consiste pas seulement à croire obtenu déjà ou immédiatement réalisable

le bien qu'on a imaginé, mais à regarder cet idéal comme un type absolu qui devrait s'imposer à tous, rien de meilleur n'étant plus à trouver. Il y aura toujours un au-delà de ces rêves, si définitifs qu'ils paraissent à ceux qui les font, c'est-à-dire à nous-mêmes, qui ne nous lassons pas de les faire.

La vanité de certaines spéculations se manifeste dans le cas des philosophes allemands qui ont trompé l'attente de Miss Petre. Tel d'entre eux lui apparaissait voguant avec une si magnifique aisance dans l'océan de l'esprit, mer sans fond et sans rivages, qu'elle a été tout étonnée de le retrouver sur terre proférant des cris de haine contre les Anglais. Elle a pensé que cet éminent philosophe avait perdu la tête ; peut-être n'avait-il perdu que sa philosophie, et encore. Son rêve philosophique ne l'empêchait pas d'être allemand ; au moment critique il s'est montré ce qu'il était, il s'est retranché dans les limites de son humanité allemande, qui lui ont semblé tout à coup être celles du vrai et du bien. Lui-même ne s'est pas jugé infidèle à ses spéculations antérieures et il a pu ne l'être pas autant que Miss Petre l'a cru.

Qu'ont de commun, demande-t-elle, les grades universitaires avec la guerre, et décide-t-on les problèmes philosophiques à la pointe de l'épée? Quel besoin avaient les savants allemands de se solidariser avec les méthodes et les exploits du militarisme allemand? Et comment un Eucken, qui a si bien parlé du conflit de la liberté et de la

nécessité, montrant l'issue de cette impasse dans la haute région de la vie spirituelle, a-t-il pu signer le manifeste des *Il n'est pas vrai ?* Miss Petre estime que la philosophie devrait être neutre, comme elle suppose que l'est Dieu lui-même, et comme nous voyons que prétend l'être le pape Benoît XV, et qu'il y a un domaine de l'esprit, de la vraie culture, où le commerce de l'humanité civilisée se fait sans embarras ni contresens. La culture allemande en ses manifestations intellectuelles et artistiques lui paraît aussi indépendante du militarisme allemand que l'est incontestablement la grandeur et la forme des montagnes du pays germanique. Si ce point de vue est celui de la réalité, les Allemands méconnaissent et trahissent leur propre culture, leur propre science, leur propre philosophie. Mais on peut contester que le point de vue de Miss Petre soit tout à fait celui de la réalité.

On ne voit pas comment la philosophie pourrait être neutre devant n'importe quel problème humain, surtout un problème tel que celui de la guerre présente, où l'avenir de la civilisation est intéressé. La philosophie doit-être impartiale ; mais comment serait-elle neutre, à moins qu'elle ne soit dépourvue de principes moraux ou qu'elle ne s'interdise d'en faire l'application aux réalités de la vie humaine ? Dans ce dernier cas, l'on pourrait dire de la philosophie, sans lui manquer de respect, qu'elle serait une splendide inutilité. La philosophie n'a valeur de science que si elle nous aide à avoir

ou si elle est une conception plus réelle, plus vraie, du monde où nous vivons ; elle n'a valeur morale que si elle nous aide à pénétrer la signification morale de la vie, à mieux comprendre et à mieux sentir le devoir. Elle doit s'élever au-dessus du point de vue étroitement national et juger de haut le conflit des principes et des intérêts, l'enchevêtrement des passions et des motifs ou plus nobles ou plus bas, comme le demande Miss Petre ; mais la question est de savoir en quel sens et dans quelle mesure elle le peut.

Le philosophe absolu, dégagé de tout esprit national, n'existe pas plus que l'homme type, qui ne porterait ni dans son âme ni dans son corps la marque spéciale d'aucun peuple. Si donc les savants allemands nous déclarent que leur science est intimement liée au militarisme allemand et que l'une et l'autre font partie de la culture allemande, ils ne disent point une chose si étrange qu'elle puisse être jugée fausse avant examen. Le fait, au contraire, est si naturel que l'examen ne peut qu'en rectifier l'affirmation. Il y a contradiction dans les termes à supposer qu'une philosophie allemande pourrait être dégagée de tout germanisme. Elle pourrait n'être pas aveuglément germanique, et faire une critique du germanisme en partant des principes d'humanité qu'elle porte en elle ; mais il lui est tout aussi impossible d'être purement humaine qu'il est impossible à un Allemand vivant d'être purement homme, c'est-à-dire de n'être

point. La belle philosophie de M. Eucken pouvait s'adapter à une discussion impartiale de la guerre allemande ; l'expérience a prouvé que le philosophe lui-même réussissait aussi bien à l'adapter au germanisme intégral et aveugle ; et à cette adaptation le système était aussi prédestiné. Car ce n'est point hasard que, dans un pays organisé comme l'Allemagne, un penseur s'avise que le monde de la vie spirituelle est le seul terrain propre de la liberté. Eucken aura trouvé que la guerre allemande rentrait dans la catégorie des nécessités vitales ; il reviendra plus tard à son petit poème sur la liberté intérieure.

On chercherait vainement à se dissimuler que la science allemande et le militarisme allemand servent une cause commune qui est celle du germanisme. Leur alliance ne date pas du jour où la guerre actuelle a été déclarée ; elle s'est formée et elle a grandi avec le patriotisme allemand. La science allemande est quelque chose de moins stable que la hauteur des montagnes, que le débit des fleuves allemands, que la majesté de la Forêt Noire ; c'est aussi quelque chose de plus spécifiquement allemand. Miss Petre estime que la pensée, la science, l'art, la musique, tout en ayant certaines marques de terroir, sont des produits de l'humanité, et qu'on aurait tort de renier, à cause du militarisme allemand, Beethoven et Wagner, Gœthe et Heine, Kant, Fichte et Schopenhauer, et la science critique de l'Allemagne. La vérité doit

être qu'il y a, dans les noms et les œuvres dont il s'agit, des génies et des ouvrages d'une humanité allemande plus large, que le reste du monde peut étudier et goûter, et d'autres hommes, d'autres œuvres plus pénétrés de germanisme étroit, militariste et violent, dont il y a lieu de se défier et qu'il importe de ne se point assimiler sans discernement.

Miss Petre s'élève à bon droit contre quelques savants et publicistes anglais qui ont trouvé l'occasion bonne pour réprouver avec la culture allemande les conclusions de la critique biblique. La tentation était grande, et ils n'y ont point résisté, de mettre dans le même sac les incendiaires de Louvain et Nietszche avec ses propos sur la morale de l'Évangile, Jensen et Drews avec leur mythe du Christ, Schweitzer et J. Weiss avec leurs opinions sur la prédominance de l'idée de la fin du monde dans l'enseignement de Jésus, les protestants libéraux avec leur christianisme diminué, les critiques qui font la part de Paul plus grande que celle du Christ dans la fondation du christianisme, et ceux, non moins téméraires, qui ont dit que Paul devait quelques-unes de ses idées principales aux cultes païens des mystères : rien évidemment de plus urgent que de précipiter ensemble à la rivière tous ces mécréants. On récolterait sans peine bien des propos analogues dans nos journaux, où certains publicistes se montrent disposés à sauver l'orthodoxie catholique en même temps que la

culture française par l'extermination de toute pensée libre et de toute libre critique, censées produits de la culture allemande. A cette réprobation absolue et tendancieuse s'oppose la déclaration non moins absolue, mais parfaitement désintéressée, de Miss Petre, qui semblerait prête à tout retenir de la critique allemande, comme elle retient la philosophie, la musique et l'art allemands.

De la musique et de l'art, faute de compétence, on ne dira rien ici. De la philosophie allemande chacun peut prendre ce qui lui convient. Beaucoup de gens en disent pis que pendre sans la connaître. Ceux qui sont capables de l'étudier et de la critiquer à fond ne seront pas tentés de se l'approprier telle quelle : ce n'est pas d'ordinaire un article d'exportation. Toutes les malédictions dont Kant a été ou pourra être encore l'objet n'empêchent pas que son influence n'ait été réelle et profonde sur l'évolution ultérieure de la philosophie en Allemagne et hors d'Allemagne. Descartes aussi, en son temps, marqua une orientation de la pensée philosophique. Il est des hommes dont l'action s'étend jusque sur leurs obscurs blasphémateurs, sans que ceux-ci en aient conscience ; mais en philosophie ce pourrait bien être par la propagation d'une meilleure méthode plutôt que par celle de doctrines spécifiques et nouvelles que cette action s'exerce ; du moins le progrès de la méthode reste acquis et les spéculations personnelles du philosophe demeurent seulement comme un chapitre dans l'histoire générale

de la philosophie. Ainsi sans doute l'entend Miss Petre, que nul ne soupçonnera d'être spécialement disciple de Kant, de Fichte ou de Schopenhauer.

Mais, à l'en croire, il semblerait que la critique allemande soit aussi la critique pure, qui n'est que critique et qui l'est tout à fait, tout comme la guerre est la guerre sans plus et jusqu'au bout de ce qu'elle peut être. De cette critique les Allemands auraient créé le type, qui sans doute est parfait, puisque nulle réserve n'est proposée quant à son utilisation. Il est vrai pourtant que l'œuvre de la critique historique, même de la critique biblique, n'est point spécifiquement allemande ni dans ses origines, ni dans son développement. Tillemont, Richard Simon, les grands érudits bénédictins ont existé avant que la critique allemande prît son essor. Miss Petre sait aussi bien que personne au monde combien difficilement la critique de la Bible s'affranchit de préjugés théologiques. Et il est peu d'Allemands qui n'aient une théologie et une philosophie, parfois très libres à l'égard de toute orthodoxie traditionnelle, mais toujours très absolues. Dans leurs synthèses d'histoire, les Allemands sont volontiers systématiques, et systématiques à outrance. Des esprits très pénétrants et très modérés, comme Robertson Smith en Angleterre, Ernest Renan en France, n'ont pas moins fait pour le véritable progrès de l'histoire religieuse que les plus célèbres coryphées de la critique allemande. Ce n'est pas à dire que les Allemands n'aient point

contribué à cette œuvre ; leur part dans le travail a été de beaucoup la plus considérable ; mais, dans cette part énorme, la méthode a été souvent meilleure que les résultats. Des savants comme H. Winckler se perdront dans la fantaisie du *panbabylonisme*, et Jensen ira jusqu'au *pangilgamisme*, l'un faisant dépendre de l'astrologie babylonienne, et l'autre d'un seul poème babylonien, l'épopée de Gilgamès, toute l'histoire des religions. Ici tout plie dans l'intérêt d'un système historique arbitrairement conçu ; ailleurs ce sera dans l'intérêt d'une théologie. Touchant l'utilisation de la critique allemande Miss Petre emploie un mot malheureux, elle dit « absorber ». Il n'est pas de critique qui n'ait besoin d'être critiquée, et la critique allemande a besoin de l'être plus que toute autre. Du reste, si quelques individus essaient de prouver par la guerre allemande que Moïse a écrit le Pentateuque, que Jonas a passé trois jours et trois nuits dans le ventre du poisson, que le modernisme condamné avec tant de fracas par Pie X fut importé d'Allemagne en France, en Italie, en Angleterre, et que le pape Benoît XV est infaillible en tous ses discours, on rira d'eux, et plus ample réfutation ne sera point nécessaire.

La culture allemande est la culture allemande ; elle ne convient qu'aux Allemands, et si elle les conduit à l'abîme, il n'appartient qu'à eux de la corriger pour leur usage. Quoi qu'en disent certains publicistes de notre pays, la culture française n'a jamais

été vraiment contaminée ni même sérieusement menacée de contamination par la culture allemande. Mais quelques-uns paraissent entendre par culture française une formation toute littéraire, qui serait l'art de s'expliquer avec aisance et correctement sur des choses que l'on sait mal ou qu'on ne sait pas du tout. En une époque et dans un pays où fleurissent le journalisme et le parlementarisme, ce genre de formation peut avoir des partisans : il n'en serait que plus dangereux, et il n'est pas du tout français. Ce n'est pas le genre de notre XVIIe siècle, ni celui du XVIIIe ; on y a versé quelque peu au XIXe siècle, puis on a réagi. Même un ministre de l'instruction publique ne pourrait pas faire que la vieille et authentique règle de la culture française n'ait été : « Avant donc que d'écrire, apprenez à penser. » Et penser dit savoir et juger. Que l'on encourage donc très fortement nos bacheliers à ne point trop estropier la langue de Pascal, de Fénelon et de Voltaire ; mais n'oublions pas que ces grands hommes n'ont si bien manié le français que pour n'avoir pas appris seulement à l'écrire.

Du point de vue très élevé, mais artificiel, de neutralité philosophique où elle a voulu se placer pour juger le présent et conjecturer l'avenir, Miss Petre s'est interdit de voir que la culture allemande restera, si elle ne se modifie pas, le grand obstacle à la paix du monde. Un traité, quel qu'il soit, ne donnera pas la paix à l'Europe, s'il reste une nation décidée à le violer, dès la première occasion favo-

rable, pour imposer aux autres sa domination ; et il est bien superflu de supputer les chances qu'aurait de s'établir un arbitrage international si l'on concède à Bernhardi qu'une nation qui se respecte ne doit pas soumettre à un code international sa conception du droit. Miss Petre remarque à ce propos que la France ne voudrait pas non plus soumettre à un tribunal international la question d'Alsace-Lorraine, ni la Russie celle de l'indépendance serbe, ni l'Angleterre celle de la neutralité belge, ni un peuple quelconque sa façon de traiter un pays non civilisé ou de moindre civilisation qu'il a conquis pour le coloniser. Devant cette impossibilité, Miss Petre, tout en faisant appel à un socialisme plus large et mieux inspiré que celui dont elle a signalé l'impuissance en face de la guerre, s'est réfugiée dans les belles considérations générales que nous avons citées plus haut et qui forment la conclusion de son livre.

La situation des peuples ci-dessus mentionnés pourrait bien n'être pas la même pour tous en ce qui regarde la question de l'arbitrage. Quand Bernhardi écrit « qu'aucune nation qui se respecte ne voudra sacrifier à un code international sa propre conception du droit » (1), il rejette l'arbitrage au nom de l'Allemagne parce qu'il met au-dessus de tout le

(1) Miss Petre cite la traduction anglaise du livre de Bernhardi sur l'Allemagne et la prochaine guerre. *Germany and the next War*, p. 32.

droit allemand de la force, et par là non seulement il est très loin de l'humanité idéale qui, selon Miss Petre, pourra seule faire la paix et en jouir sur la terre, mais il nie tout autre droit que le droit allemand, il conteste à tout autre peuple le droit de subsister indépendant si l'intérêt de la domination allemande est de le subjuguer. Le principe de Bernhardi rend l'arbitrage impossible entre les peuples européens, puisque c'est contre l'Allemagne surtout qu'on en aurait besoin et que l'Allemagne n'en veut pas. L'Allemagne est donc le grand obstacle à l'arbitrage, et conséquemment à la paix de l'avenir. La France aurait soumis sans la moindre hésitation la question d'Alsace-Lorraine à un arbitrage international après 1870, si un tel tribunal avait existé, capable de résoudre la question selon le droit, le vrai droit, le droit qu'avaient les Alsaciens-Lorrains de n'être point faits Allemands malgré eux. La Russie n'aurait-elle pas accepté de même la juridiction du tribunal international pour la question serbe, si le tribunal avait été lui-même fondé sur le principe essentiel de la liberté des peuples ? Il eût été plus délicat de l'amener à reconnaître cette juridiction pour la question polonaise ; mais ici la Russie n'était pas seule en cause, et il eût fallu amener aussi à composition l'Allemagne et l'Autriche. On ne voit pas bien pourquoi l'Angleterre eût refusé de soumettre à l'arbitrage la question de la neutralité belge, si l'Allemagne avait soulevé cette question au lieu de feindre le respect

d'une neutralité qu'elle se proposait de violer. Miss Petre pense-t-elle que le tribunal d'arbitrage aurait pu découvrir un principe de droit par lequel le traité qui a consacré l'indépendance de la Belgique et sa neutralité aurait dû être annulé ? Et l'Angleterre n'aurait-elle pas préféré mille fois cet arbitrage, dont la décision n'était pas douteuse, à la guerre qu'elle soutient maintenant ? La vrai difficulté pour l'Angleterre serait de soumettre à l'arbitrage la question irlandaise ; mais quel tribunal oserait se charger de la résoudre mieux que le fera l'Angleterre elle-même, en y mettant le temps ? Les affaires de colonies et de protectorats sont d'un ordre un peu différent. Il ne s'agit point là de litiges entre peuples arrivés à un même degré de conscience nationale et de civilisation, mais de rapports entre un peuple de culture supérieure et un peuple moins avancé qui provisoirement se trouve placé sous la tutelle du premier. Ces rapports ne se présentent pas à l'égard de l'arbitrage dans les mêmes conditions que les différends entre peuples de même civilisation.

Miss Petre fait bon marché de l'arbitrage comme elle fait bon marché des traités, parce que l'arbitrage ne lui semble pas un moyen capable d'écarter tous les conflits, et que le caractère international de l'arbitrage n'en ferait pas un moyen de justice et de paix universelles, justice et paix qu'elle juge être des biens humains, supérieurs à l'internationalisme. Mais cette barrière de définitions ne doit

pas nous empêcher de voir que, si les traités ont été depuis de longs siècles la forme plus ou moins imparfaite du droit international, non des conventions arbitraires et dépourvues de toute signification morale, l'arbitrage pourrait être et serait, nonobstant les défectuosités inhérentes à tout ce qui est humain, une forme supérieure de ce même droit, adaptée aux progrès des nations dans l'humanité vraie, dans le respect de la justice et dans la considération du droit d'autrui. C'est nécessairement dans une institution de ce genre que prendront corps et réelle efficacité les aspirations des peuples vers la justice et la paix. On y viendra plus ou moins vite, et la nouvelle machine fonctionnera plus ou moins bien. Mais si les nations européennes ne sont pas vouées à une irrémédiable folie, l'expérience de la guerre présente devra leur apprendre à toutes que c'est leur existence même, et non seulement l'avenir de la civilisation, qui est en jeu dans le parti qu'elles prendront pour le règne de la force ou pour celui du droit. « Que sert à l'homme de gagner l'univers s'il perd la vie ? » dit l'Évangile (*Marc*, VIII, 36). Que sert-il aux nations de lutter pour la domination du monde, si dans cette lutte elles s'épuisent à en mourir ? Elles aimeront mieux vivre en s'imposant quelque justice.

L'idée de la justice internationale est ce que les peuples semblent actuellement capables d'entendre en fait de règle vraiment humaine de leurs rapports. C'est donc cette idée qu'il faut prendre

pour base de l'édifice de paix. C'est cette notion qui, pour l'heure, est nn idéal humain. L'idée d'une humanité transcendante, nourrie de vérités pures et pratiquant la quintessence de toutes les vertus, est une chimère de notre imagination. Cette humanité-là, qui n'aurait pas besoin de traités ni d'arbitrage pour se fixer dans le droit, qui serait toute belle, toute noble, toute sainte, sous tous les climats compris entre les deux pôles et dans les hommes de toutes les couleurs, pourra bien n'exister jamais. L'humanité réelle est la pauvre boiteuse, un peu folle, inconsciemment égoïste et méchante, qui peu à peu, au cours des siècles, se redresse, est moins dupe de ses fantaisies, prend quelque idée de ce qui est vrai, est moins dupe de ses appétits, prend quelque sentiment de ce qui est bien, est moins remplie d'elle-même, a quelque respect d'autrui, se fait moins en chacun de ses membres et en chacun de ses groupes le centre de l'univers, tend à se reconnaître en tout homme et en toute nation. Toutes sortes de béquilles sont nécessaires à cette infortunée pour soutenir sa marche incertaine. Ne les lui brisons pas dans les mains avant qu'elle en ait trouvé de meilleures, — c'est Miss Petre elle-même qui nous le conseille, — et surtout ne nous figurons pas qu'elle marchera jamais sans béquilles, guidée seulement par un programme abstrait de vérité, de justice et de bonté.

Ce n'est pas d'abstractions indéterminées qu'elle vit et qu'elle vivra, mais de réalités finies, connais-

sances limitées, justice mesurée, bonté conditionnée. Telle quelle, en son internationalisme naissant, elle est l'humanité, non un agrégat de nations qui attendraient le moment de se fondre en un type entièrement nouveau. C'est elle qu'il faut aider dans son pénible effort vers un meilleur destin, en travaillant, comme l'a si bien dit Miss Petre, « à la transformation des conditions sociales, politiques et internationales, qui rendent la guerre inévitable ». Mais ne prenons le change ni sur le but à atteindre ni sur les moyens d'y parvenir. Les seuls vrais moyens sont ceux qui sont à notre disposition, non ceux que nous pourrions rêver et qui sont impraticables; le but est l'amélioration de ce qui actuellement existe, non un lointain idéal qui ne saurait guider notre action tant qu'il reste impossible à définir en fait.

Juillet 1915.



TABLE DES MATIÈRES

IMPRIMERIE NOUVELLE L'AVENIR
:: :: :: :: Association Ouvrière :: :: :: ::
4, Rue du Pont-Cizeau et 1, Rue du Rivage
NEVERS :: :: :: :: :: :: Téléphone 3-31





